



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 18 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 18 NOVEMBER 2025

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Nadia El Yousfi, *Présidente/Voorzitster* ;
Charles Spapens, *Le Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Rizalva dos Santos Deville, Antoine Lebessis, Caroline Dupont, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Hilde De Visscher, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Cédric Pierre, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Marie Poulaert, Sophie Michez, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:46
Opening van de zitting om 19:46

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame Teresa VETTER est désignée par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

Mevrouw Teresa VETTER wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 1 Interpellation citoyenne relative au plaidoyer contre le démantèlement de l'offre sociale à Forest.**

Burgerinterpellatie met betrekking tot het pleidooi tegen de afbouw van het sociaal aanbod in Vorst.

Interpellation au conseil communal du 18 novembre 2025

Monsieur Le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Chers membres du Conseil,

Lorsque la société est confrontée à des phénomènes tels que la pauvreté, le sans-abrisme ou le chômage, l'État y répond par des politiques publiques.

Cependant, leur mise en oeuvre repose largement sur le secteur associatif, ancré dans la réalité quotidienne des habitants.

Grâce à leur expertise de terrain, les associations identifient les besoins, proposent des réponses humaines et traduisent les difficultés sociales en actions concrètes.

Bien que soutenues par des bénévoles, ces actions reposent sur un travail professionnel nécessitant des moyens, de la stabilité et une reconnaissance institutionnelle.

L'action publique et l'action associative sont interdépendantes : l'une définit et finance, l'autre agit et innove. Rompre cet équilibre, c'est affaiblir notre capacité collective à faire face aux crises sociales.

À Forest, au coeur du Croissant pauvre de Bruxelles, la situation est alarmante : 28 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté, et la précarité s'aggrave.

Les associations sociales, culturelles, de santé ou d'insertion accompagnent chaque jour familles, jeunes et enfants confrontés à des difficultés économiques, sociales et psychiques croissantes.

Pourtant, à partir de janvier 2026, les associations forestoises estiment des réductions de leurs subvention entre 30 à 40 % (Région, Cocof, FWB, Fédéral), alors même que la demande sociale explose et que 2100 Forestois seront exclus du chômage par de nouvelles mesures fédérales.

Notre action repose sur la proximité, la collaboration et la confiance.

C'est souvent en accompagnant un enfant à l'école de devoirs ou un adulte en alphabétisation que nous découvrons des réalités plus profondes : logement insalubre, isolement, problèmes de santé ou perte d'emploi.

Un enfant fatigué ou agité ne manque pas de volonté : il partage une chambre surpeuplée ou subit l'anxiété de ses parents précarisés.

Alors que l'hiver approche, certains ménages ignorent s'ils pourront encore se loger. Sans notre écoute, travail en réseau et soutien institutionnel, ces situations entraînent une spirale de ruptures sociales, familiales et professionnelles.

L'action associative ne se limite pas à l'aide ponctuelle : elle s'inscrit dans une logique de prévention, de médiation, d'émancipation et de dignité.

Le partenariat entre services publics et associations est donc essentiel pour garantir des réponses coordonnées, justes et durables.

Il ne s'agit pas de déléguer la gestion sociale, mais de co-construire des politiques locales fondées sur la connaissance du terrain.

Nos revendications

Nous, acteurs du monde associatif à Forest et leurs membres, demandons au Collège des Bourgmestres et Echevins, au Conseil communal de Forest de

porter avec nous auprès des autres niveaux de pouvoir notamment Régional et Fédéral, les revendications suivantes :

- 1. Maintenir intégralement le financement des associations et annuler les coupes prévues par la Région et le Fédéral ;**
- 2. Reconnaître institutionnellement le rôle central du secteur associatif dans la lutte contre les inégalités ;**
- 3. Renforcer la collaboration entre services publics et associations, avec des moyens accrus dans les communes les plus touchées ;**
- 4. Garantir des emplois dignes et stables pour les travailleurs sociaux et de terrain ;**
- 5. Organiser une concertation urgente pour évaluer les conséquences sociales des coupes et proposer des alternatives soutenables ;**
- 6. Valoriser le travail associatif comme un métier à part entière, reconnu et rémunéré à sa juste valeur ;**
- 7. Soutenir la participation citoyenne et communautaire, gage d'autonomie, de dignité et de cohésion sociale.**
- 8. Rédiger une motion à partir de notre interpellation et qu'elle soit déposée entre les mains des négociateurs régionaux.**
- 9. Nous préciser comment chacun des partis représentés dans ce conseil peut concrètement faire remonter nos revendications en lieu utile ?**

Nous remercions le Collège et le Conseil Communal d'être attentif à nos questionnements et d'être à nos côtés.

Ensemble, préservons la solidarité et la dignité à Forest.

Le tissu associatif est une richesse collective : le fragiliser, c'est affaiblir notre société tout entière.

Demandeur : Bruno Vankelegom

Rue Marconi 111 à 1190 Forest

Tel. : +32 476 87 2001

Intervention de Mr MARTIN :

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Permettez-moi tout d'abord de dire que nous partageons pleinement les inquiétudes exprimées dans l'interpellation citoyenne de ce jour et que c'est pourquoi nous avons accédé à vos souhaits en proposant avec nos collègues de majorité une motion répondant à vos inquiétudes et demandes.

Nous reprenons, dans cette motion, beaucoup d'éléments que vous avez déposés dans votre interpellation. Un élément important est de porter aux autorités fédérales et fédérées tout une série de choses que vous revendiquez à juste titre. Au niveau forestois, nous tenons absolument à poursuivre et à amplifier les efforts de coordination du travail social de terrain à travers la cohésion sociale et la coordination sociale. Nous ferons le maximum pour maintenir les budgets communaux du secteur associatif forestois. A ce titre, nous rappelons que le Collège a décidé de maintenir et d'indexer son soutien financier au secteur associatif pour les années 2025-26 et 27.

Vos craintes, nos craintes sont légitimes, fondées, et nous les prenons très au sérieux. Mon groupe politique s'en inquiète d'autant plus qu'elles s'inscrivent dans une logique plus large, où d'autres mesures viennent attaquer ouvertement nos services publics et affaiblir la démocratie locale.

Est-il besoin de rappeler les mesures d'exclusion des chômeurs, les projets de réduire les dotations communales ...

Fragiliser le tissu associatif, s'attaquer au financement des communes, c'est ébranler les bases du contrat social qui nous lie. C'est menacer les mécanismes collectifs de protection et d'entraide. Et au-delà des chiffres, cela signifie des vies plus difficiles, moins de services accessibles, une marginalisation accrue des plus faibles.

Qu'on en vienne ainsi à verrouiller l'action publique locale, c'est étouffer un des piliers essentiels de la démocratie : la capacité de nos communes et de notre tissu associatif à agir pour le bien commun, à réduire les inégalités, à inventer de nouvelles solidarités.

On en oublierait presque que les communes ont été historiquement des lieux d'innovation sociale : ce sont elles qui ont créé les logements sociaux, les centres de santé, les bibliothèques, les maisons de jeunes... Ces institutions ne sont pas des dépenses inutiles, ce sont des investissements pour une société plus juste, plus solidaire, plus humaine.

C'est cette tradition que nous devons défendre et renouveler. Nous devons inventer chaque jour l'extension du domaine des biens communs. Créer de nouveaux droits. Renforcer notre culture démocratique et citoyenne.

Faisons de nos services publics et de notre tissu associatif des outils d'émancipation, de justice sociale et de lutte contre la pauvreté.

Défendons main dans la main, les acteurs des associations, et la capacité d'action de la commune, C'est cela, défendre les services publics et in fine les bases de nos démocraties. Ensemble, soyons à la hauteur de cet enjeu.

Je vous remercie.

Intervention de Mr DAGRIN :

Merci pour cette interpellation citoyenne qui nous oblige à réfléchir à propos de la problématique que vous nous présentez, réfléchir et surtout agir en conséquence.

Comme vous le savez déjà, plusieurs groupes politiques présents dans ce Conseil communal, ont décidé de répondre à une de vos demandes qui est de faire passer une motion avec pour objectif de soutenir les associations à Forest, et bien sûr aussi dans les autres communes de la région. Une majorité des membres de notre Conseil communal ont déjà exprimé leur soutien à cette motion, celle-ci sera traitée directement après cette interpellation.

Le secteur associatif est essentiel dans la région bruxelloise. Les associations viennent en aide à tellement de personnes, et cela sur de nombreux aspects. Ces missions essentielles pour de nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens concernent des aspects très variés en termes de santé, de logement, d'hébergement, d'environnement, de mobilité, d'urbanisme, de culture, de santé, d'assistance aux personnes en situation d'handicap et de leurs aidants, de lutte contre les discriminations, d'aide spécifiques aux femmes victimes du patriarcat, d'accompagnement psychologique, d'aide aux enfants ayant des difficultés scolaires, d'insertion ou réinsertion, ... et cette liste n'est pas exhaustive. Nous sommes convaincus que sans ce travail essentiel des associations, la région s'écroulerait sous la masse importante des exclus de notre société. Nous devons remercier toutes ces associations pour ce travail extraordinaire.

Je comprends l'inquiétude des représentants des associations qui sont venus ici au Conseil communal, et celles qui ne sont pas présentes aujourd'hui, mais qui ont aussi tiré la sonnette d'alarme, appel au secours que nous devons tous entendre. Le climat politique en Belgique et plus largement au niveau européen est bien plus qu'inquiétant. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que les syndicats belges et de nombreuses associations se sont organisés en front commun dans différentes actions comme la récente manifestation historique de 140.000 personnes du 14 octobre. Leur calendrier d'actions se poursuivra par d'autres actions dont des jours de grève dès la semaine prochaine.

Cette opposition dans la rue est une priorité afin de réduire la politique anti-sociale du gouvernement Arizona et du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Des mesures ont malheureusement déjà été décidées : en 2026, une centaine de milliers de chômeurs seront exclus du droit aux allocations de chômage. Aujourd'hui, nous pouvons de plus en plus mettre un visage sur ces exclusions, et nous voyons que les exclus seront surtout des travailleurs qui n'arrivent pas à obtenir des contrats de travail suffisamment longs, pas du tout l'image de « chômeurs profiteurs » que donnait le gouvernement. Et je ne parlerai pas des positions d'arrière-gardes et mensongères sur lesquelles des ministres se sont appuyés comme la nationalité des exclus. Ils répètent sans cesse qu'il n'y a pas d'argent pour la sécurité sociale, mais ils trouvent des milliards pour des avions de guerre. Quel paradoxe n'est-ce pas ?

Au niveau de la fédération Wallonie-Bruxelles, 300 millions d'euros d'économies ont été annoncés qui visent notamment le secteur associatif. Et selon le rapport commandé par la ministre Elisabeth Degrise elle-même, ce ne serait qu'un début.

A cela s'ajoute l'absence de gouvernement bruxellois qui complique encore les choses.

À Forest, nous constatons tous les jours le manque de moyens croissants de notre tissu associatif. Le Collège a d'ailleurs reçu plusieurs associations, qui doivent lutter au quotidien pour leur survie, alors qu'elles effectuent un travail remarquable et essentiel. La maison des parents solo a dû renoncer à ses consultations juridiques par manque de

subsidies.

Les budgets communaux pour le secteur ont été maintenus et indexés, mais cela reste insuffisant face aux besoins croissants et l'appauvrissement de la société. Car les communes sont elles aussi sous-financées et ne peuvent pas pallier les manquements des autres niveaux de pouvoir.

Or, pourtant, la Belgique n'a jamais été aussi riche et le vrai problème n'est pas l'absence de moyens, mais la mauvaise répartition des richesses.

C'est pourquoi, ensemble, nous devons continuer à mettre la pression sur les différents gouvernements afin de les faire reculer sur les mesures antisociales, mieux redistribuer les richesses et financer le secteur associatif à hauteur du travail remarquable qu'il accomplit tous les jours sur le terrain.

Intervention de Mme ANGELI

Chères citoyennes et citoyens,

Cher.es militant.es du secteur associatif,

Merci pour votre interpellation. Elle met en lumière et en débat une situation qui nous préoccupe très profondément.

Raison pour laquelle notre groupe a souhaité, avec les collègues de la majorité, porter la motion qui vient d'être présentée.

L'action de votre secteur, dans toute sa diversité, est essentielle pour les Forestois.es : lutter contre la pauvreté, soutenir les familles, accompagner les jeunes, informer, sensibiliser, renforcer le lien social.

Dans une commune où déjà 28 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté et où plus de 2000 personnes seront exclues du chômage en 2026, votre rôle est tout simplement indispensable.

Or, ces associations, qui sont souvent le premier lieu d'écoute et d'accueil, font face à des coupes budgétaires massives alors que la demande sociale n'a jamais été aussi forte. Nos communautés perdent deux fois. En voyant leurs membres s'appauvrir et en voyant les acteurs qui les soutiennent devoir diminuer leurs actions par manque de moyens. Ce paradoxe est dangereux, pour elles comme pour nos habitant.es.

Pourtant, comme vous l'avez très bien dit, les associations ne complètent pas simplement l'action publique :

elles en sont des partenaires essentiels. Sans elles, impossible de réduire les inégalités, d'agir en prévention, ou d'assurer une cohésion sociale digne de ce nom.

Votre interpellation et la motion qui tente d'y répondre s'inscrivent pleinement dans la vision que nous défendons à Forest.

L'accord de majorité est clair: on veut soutenir le secteur associatif. Et la commune a d'ailleurs décidé de maintenir son soutien financier au secteur, et ce malgré le contexte très dur pour les communes. Car c'est une priorité!

Par ailleurs, la coordination sociale du CPAS et la cohésion sociale s'efforcent de soutenir le secteur du social santé. Et notre Plan Forestois de Santé affirme d'ailleurs que la santé et le bien-être se construisent aussi à travers le lien social, l'accès aux droits, l'accompagnement de proximité, et la force d'un tissu associatif soutenu et reconnu.

En conclusion, avec cette motion, nous voulons envoyer un message clair :

Forest doit continuer à se tenir aux côtés de ses associations, et les autres niveaux de pouvoir doivent garantir des moyens stables et structurels pour leur permettre de poursuivre leur travail indispensable. C'est un pilier essentiel de notre démocratie.

Merci.

Intervention de Mme EL HAMIDINE :

Merci pour votre présence et votre intervention. Le rôle des associations n'est plus à démontrer. Votre intervention est tout à fait légitime et justifiée. Vos offres aux Forestois sont diversifiées, comment pouvez-vous continuer à travailler ? Déjà en temps normal, il est difficile aux associations, de répondre aux différentes demandes qui leurs sont faites. Aujourd'hui, cela devient presque mission impossible. Quel sera le devenir du personnel qui fait son possible pour soutenir les personnes qui viennent les rencontrer? Aujourd'hui, les besoins de la population sont en augmentation. Votre rôle n'est plus à démontrer et vous soutenir est une priorité car c'est aussi soutenir les Forestoises et les Forestois.

Intervention de Mr PEYCKER :

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs du Collège, chers collègues,

Monsieur Vankelegom, Chers Citoyens,

Merci pour votre interpellation, et merci surtout pour ce qu'elle représente : la voix d'un secteur qui tient de plus en plus difficilement debout.

À Forest, nous savons ce que veut dire accompagner les familles fragilisées, les jeunes en décrochage, les personnes isolées. Nous savons aussi que ce travail, vous ne le faites pas seuls. C'est tout un maillage humain qui permet d'éviter le pire et d'ouvrir des perspectives.

Ce que vous décrivez dans votre interpellation, ce n'est pas une abstraction.

Et il serait malhonnête de prétendre que les réformes fédérales n'auront aucun impact sur nos associations. Mais il serait tout aussi malhonnête de tout leur imputer.

Le désinvestissement progressif par plusieurs gouvernements successifs, l'absence d'un gouvernement en Région bruxelloise depuis des mois et la situation financière difficile de notre commune – qui ne date pas d'hier – sont également des facteurs majeurs. C'est l'ensemble de ces éléments qui fragilisent notre tissu associatif. L'ensemble de ces éléments.

Je veux aussi rappeler que : notre groupe avait déjà interpellé le Conseil en juillet sur la situation plus que préoccupante du tissu associatif forestois, face à l'absence d'un

gouvernement en Région bruxelloise et au régime des douzièmes provisoires. Nous avons alerté sur les risques d'une non-indexation prolongée, de l'imprévisibilité budgétaire et de l'impact direct sur les services aux habitants. Et là, toutes nos formations sont responsables et certaines plus que d'autres.

Cette inquiétude est malheureusement confirmée aujourd'hui par les chiffres que vous avancez et par les témoignages de terrain.

Vous avez raison : l'action publique et l'action associative sont interdépendantes.

Pour cette raison, notre volonté est claire : ne pas minimiser la gravité de la situation, mais aussi agir avec sérieux, en évitant les motions rédigées dans l'urgence qui risqueraient paradoxalement de fragiliser votre plaidoyer.

La motion déposée par la majorité (Point 34 de notre OJ) pour répondre à votre interpellation est légitime. Mais nous aurions aimé prendre le temps de co-construire cette motion ensemble et c'est pour cela que nous avons déposé 10 amendements que nous allons normalement discuter, juste après.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

J'interviendrai ici au nom du groupe MR+DÉFI pour vous remercier pour votre interpellation, pour cette initiative citoyenne, et réaffirmer à notre tour notre soutien au secteur associatif, secteur qui sans répéter ce qui a été rappelé par mes collègues, joue un rôle important dans la mise en œuvre de certaines politiques publiques et qui sert de bras armé des pouvoirs publics pour l'exercice de certaines missions.

Nous comprenons parfaitement que les associations qui agissent sur le terrain, qui sont en contact avec des publics précarisés, des familles, des personnes isolées dans le besoin, aspirent à davantage de stabilité et souhaitent des garanties de la part des autorités subsidiantes.

Nous sommes conscients des difficultés financières qu'elles rencontrent que ce soit pour assurer les dépenses de personnel et le paiement des salaires, mais aussi pour assurer leurs dépenses de fonctionnement.

Mais nous sommes également conscients des difficultés financières rencontrées à tous les niveaux de pouvoirs avec des défis complexes pour boucler les budgets, où des arbitrages douloureux doivent être faits, arbitrages qui nous impacteront tous d'une manière ou d'une autre. Arbitrages qui impliqueront de renoncer à certains acquis pour en protéger d'autres.

C'est important d'en être tous conscients et de ne pas laisser penser que l'effort doit venir de toutes parts.

Nous sommes en crise et chacun devra assurer sa part d'effort, que ce soit en termes d'aide financière pour les uns, de rationalisation pour les autres. Il nous paraît logique et sain que chacun contribue à ce que la situation s'améliore et se stabilise pour tout le monde.

Nous ne manquerons pas, comme vous le demandez dans votre interpellation citoyenne, de relayer vos préoccupations, les préoccupations du secteur associatif forestois, des acteurs de terrain, là où nous sommes au pouvoir,

- à charge pour DÉFI de le faire au niveau du Gouvernement bruxellois qui, rappelons-le, est en affaires courantes et est confronté à certaines contraintes inhérentes à cet état de fait,
- à charge pour le MR de le faire au niveau Fédéral et de la FWB.

Une motion a été déposée par la majorité pour faire le relai de votre interpellation citoyenne et c'est très bien. Je voudrais juste déjà noter ici, dans le cadre de cette discussion et en conclusion de mon intervention, que si la commune et le collège veulent être crédibles auprès des autorités supérieures interpellées et visées par la motion, ils se doivent de montrer l'exemple et d'endosser les mêmes exigences que celles demandées au Fédéral et à la Région.

Intervention de Mme EL OMARI :

Merci pour votre interpellation légitime et nécessaire. Merci pour le travail de terrain courageux et déterminé que vous réalisez chaque jour pour la communauté.

Comme vous l'avez rappelé, vivre dignement est inaccessible pour une partie de notre population. Un tiers des Bruxellois vit sous le seuil de pauvreté et la précarité progresse.

Dans ce contexte, l'expertise et la mobilisation des associations pour soutenir la population sont essentielles. Le secteur associatif est un acteur central de la cohésion sociale. Votre engagement est indispensable dans un esprit de renforcement et de partage mutuel. La commune de Forest veut être à vos côtés : subventions directes, prêts d'infrastructures, soutien à la coordination sociale.

Malgré le contexte budgétaire compliqué, le Collège forestois a décidé de maintenir ses subsides au secteur et d'assurer leur stabilité via leur indexation.

La commune, seule, ne peut compenser le désengagement des autres niveaux de pouvoir. Nous partageons vos inquiétudes concernant les coupes budgétaires et les réductions des subsides.

Le collège soutiendra pleinement la motion visant à soutenir et à reconnaître pleinement le tissu associatif forestois.

En tant qu'échevine de la cohésion sociale, je m'engage à défendre l'associatif forestois à tous les niveaux de pouvoir. Je témoignerai de l'importance de votre action. Vous pouvez compter sur nous pour défendre votre travail, vos équipes, vos valeurs et les habitants que nous servons ensemble.

Réplique de Mr VAN KELEGOM

J'entends que tous les partis présents dans ce Conseil communal ont bien compris notre demande. J'espère que nous serons encore là dans le futur pour pouvoir faire notre travail.

Je voudrais dire que donner de l'argent pour le « social-santé », ce n'est pas donner de l'argent, c'est investir.

Lecture, par Mr Martin, de la motion proposée par la majorité.

Intervention de Mr Martin : [BP1]

La motion a été préparée de manière collégiale par les partis de la majorité. Les trois chefs de groupe se sont réunis et ont travaillé avec les cabinets des échevins concernés.

Débat sur les amendements apportés par les engagés à la motion proposée par la majorité.

Intervention de Mr PEYCKER :

Voici les amendements que nous proposons dans les « Considérants »

Considérant

Que le secteur associatif forestois a interpellé le Conseil communal le 18 novembre ;

Que la commune de Forest connaît un taux de pauvreté alarmant avec 28 % des ménages qui vivent sous le seuil de pauvreté ;

Que la précarité des forestois.es augmente, familles, jeunes et enfants étant confrontés à des difficultés économiques, sociales et psychiques croissantes ;

Que 2140 forestois.es seront prochainement exclu.es du chômage en 2026;

Que de plus en plus de politiques de solidarité sont renvoyées vers les entités fédérées et les communes, dont les moyens financiers sont limités et que cela pèse de façon disproportionnée sur les services publiques des communes les plus pauvres;

Amendement 1, ajouter : *commune et COCOM*

Qu'à partir de janvier 2026, les associations forestoises estiment des réductions de leurs subvention entre 30 à 40 % (Commune, Région, COCOM, Cocof, FWB, Fédéral), alors même que la demande sociale explose ;

Réplique de Mr Martin :

Nous sommes d'accord d'accepter cet amendement si on enlève le mot « commune »

L'opposition accepte

Amendement 2, ajouter :

Que les compétences impliquées relèvent de plusieurs niveaux de pouvoir (Commune, Région, COCOM, COCOF, Fédération Wallonie-Bruxelles et Fédéral) et que la coordination entre ces niveaux est essentielle pour garantir une réponse cohérente aux besoins sociaux.

Le Conseil communal rappelle :

Que le secteur associatif joue un rôle essentiel en matière de lutte contre la pauvreté, la cohésion sociale, l'insertion socio-professionnelle, et autres dynamiques d'accompagnement

des citoyen.nes ;

Que le secteur associatif, par le biais de financement des autorités publiques, contribue directement aux politiques publiques ;

Que le secteur associatif, par son expertise et son ancrage au sein de la population, innove et apporte des réponses complémentaires à celles portées par les services publiques ;

La majorité valide l'amendement 2.

Amendement 3, ajouter :

Que le secteur associatif représente également une part importante de l'emploi, génère des retombées économiques directes et soutient la cohésion sociale par son action de proximité.

Que pour répondre aux besoins de leurs publics, le secteur associatif a besoin de moyens structurels et de reconnaissance institutionnelle pour assumer ses missions ;

Que l'action associative ne se limite pas à l'aide ponctuelle : elle s'inscrit dans une logique de prévention, de médiation, d'émancipation et de dignité.

La majorité valide l'amendement 3

Amendement 4, ajouter :

Que dans une logique de partenariat et de responsabilité partagée, il est également essentiel de soutenir les démarches déjà engagées par les associations en matière de coordination, de mutualisation de certaines ressources et de partage de bonnes pratiques, afin de renforcer l'impact de leurs actions dans un contexte de moyens limités.

Que l'action publique et l'action associative sont interdépendantes et que le partenariat entre services publics et associations est donc essentiel pour garantir des réponses coordonnées, justes et durables aux besoins de la population forestoise.

Le conseil communal demande au collège :

1. De porter auprès des autorités fédérale et fédérées :

La majorité refuse l'amendement 4 parce qu'il induit une forme de renoncement qui nous dérange.

Amendement 5, remplacer par :

L'urgence de sécuriser, stabiliser et de rendre structurel les financements essentiels au fonctionnement des associations.

De reconnaître institutionnellement le rôle central du secteur associatif dans la lutte contre les inégalités ;

Renforcer la collaboration entre services publics et associations, avec des moyens accrus dans les communes les plus touchées ;

Garantir des emplois dignes et stables pour les travailleurs sociaux et de terrain ;

Organiser une concertation urgente pour évaluer les conséquences sociales des coupes et proposer des alternatives soutenables ;

Valoriser le travail associatif comme un métier à part entière, reconnu et rémunéré à sa juste valeur ;

Soutenir la participation citoyenne et communautaire, gage d'autonomie, de dignité et de cohésion sociale.

2. Au niveau forestois

De poursuivre et d'amplifier les efforts de coordination du travail social de terrain (à travers la cohésion sociale et la coordination sociale) ;

La majorité refuse l'amendement 5 parce que la formule proposée est plus vague et ne nous convient pas.

Mr + défi valide l'amendement 5 car il inclut tous les niveaux de pouvoir.

Amendement 6, 7 et 8 , ajouter :

D'amplifier l'identification, en concertation avec le tissu associatif, des leviers non budgétaires permettant de soutenir les actions de terrain : mise à disposition de locaux, facilitation logistique, communication institutionnelle, soutien administratif, ...

De renforcer la collaboration entre la commune, le CPAS et les associations afin de garantir une approche cohérente et concertée des situations complexes rencontrées par les habitants.

De soutenir les démarches d'évaluation, de coordination et de professionnalisation engagées par le secteur associatif, afin de renforcer l'impact de leurs missions ;

La majorité refuse les amendements 6 et 8 et accepte le 7 moyennant une petite modification acceptée par la minorité.

Le groupe Mr+Défi approuve les amendements 6, 7 et 8.

Amendement 9, remplacer par :

De sécuriser, stabiliser et en rendre structurel les financements essentiels au fonctionnement des associations.

La majorité refuse l'amendement qu'elle ne trouve pas assez précis

Le groupe Mr+Défi approuve l' amendement 9.

Amendement 10, ajouter :

De présenter chaque année au Conseil communal un état des lieux de l'offre associative forestoise, des besoins rencontrés et de l'impact des décisions des autres niveaux de pouvoir.

La majorité accepte l'amendement 10, moyennant modification acceptée par l'opposition.

Interpellatie van de Gemeenteraad van 18/11/2025

Geachte heer Burgemeester, dames en heren leden van het College,

Geachte Raadsleden,

Wanneer de samenleving wordt geconfronteerd met verschijnselen als armoede, dakloosheid of werkloosheid, werkt de Staat daarvoor een beleid uit.

De uitvoering berust echter grotendeels op de verenigingssector, die verankerd is in de dagelijkse realiteit van de mensen.

Dankzij hun terreinervaring identificeren verenigingen de behoeften, bieden ze menselijke oplossingen en vertalen ze maatschappelijke problemen in concrete acties.

Hoewel ze worden ondersteund door vrijwilligers, berusten deze acties op professioneel werk dat middelen, stabiliteit en institutionele erkenning vereist.

Overheidsmaatregelen en acties van verenigingen zijn onderling afhankelijk: de ene definieert en financiert, de andere handelt en innoveert. Als we dit evenwicht verstoren, verzwakken we ons collectief vermogen om maatschappelijke crisissen het hoofd te bieden.

In Vorst, in het hart van de arme halve maan van Brussel, is de situatie alarmerend: 28 % van de huishoudens leeft onder de armoedegrens en de bestaansonzekerheid neemt toe.

Verenigingen die actief zijn op sociaal of cultureel vlak of rond gezondheid of integratie, begeleiden dagelijks gezinnen, jongeren en kinderen die met toenemende economische, sociale en psychische problemen kampen.

Vanaf januari 2026 verwachten de verenigingen in Vorst echter een vermindering van hun subsidies met 30 tot 40 % (Gewest, FGC, FWB, federaal), terwijl de sociale noden explosief stijgen en 2.100 Vorstenaren door nieuwe federale maatregelen hun werkloosheidsuitkering verliezen.

Onze actie berust op nabijheid, samenwerking en vertrouwen.

Vaak ontdekken we een diepere realiteit als we een kind begeleiden naar de huiswerkklas of een volwassene naar alfabetiseringslessen: een ongezonde woning, eenzaamheid, ziekte of werkloosheid.

Een vermoeid of onrustig kind heeft geen gebrek aan wilskracht: het deelt misschien een overvolle kamer of lijdt onder de angst van zijn ouders die in precariteit leven.

Nu de winter nadert, weten sommige gezinnen niet of ze nog wel een dak boven hun hoofd zullen hebben. Zonder ons luisterende oor, ons netwerk en onze institutionele steun leiden deze situaties tot een spiraal van sociale, familiale en professionele breuken.

De actie van verenigingen beperkt zich niet tot eenmalige hulp: wij handelen in een logica van preventie, bemiddeling, emancipatie en waardigheid.

Het partnerschap tussen openbare diensten en verenigingen is dus essentieel om

gecoördineerde, rechtvaardige en duurzame oplossingen te garanderen.

Het gaat er niet om het sociaal beheer te delegeren, maar om samen een lokaal beleid uit te stippelen op basis van terreinkennis.

Onze eisen

Wij, actoren uit het verenigingsleven in Vorst en hun leden, vragen het College van Burgemeesters en Schepenen en de Gemeenteraad van Vorst om

• samen met ons aan de andere overheidsniveaus, met name het gewest en de federale overheid, de volgende eisen voor te leggen:

- 1. De financiering van de verenigingen volledig vrijwaren en de door het Gewest en de federale overheid geplande besparingen niet doorvoeren;**
- 2. De centrale rol van de verenigingen in de strijd tegen ongelijkheid institutioneel erkennen;**
- 3. De samenwerking tussen openbare diensten en verenigingen te versterken, met meer middelen in de meest getroffen gemeenten;**
- 4. Stabiele en waardige jobs voor sociale en terreinwerkers te garanderen;**
- 5. Dringend overleg te organiseren om de sociale gevolgen van de besparingen te ramen en duurzame alternatieven voor te stellen;**
- 6. Het werk van verenigingen te valoriseren als een volwaardig beroep, dat erkend en naar waarde verloond wordt;**
- 7. De participatie van burgers en gemeenschappen te ondersteunen, als garantie voor autonomie, waardigheid en sociale cohesie.**
- 8. Een motie op te stellen op basis van onze interpellatie en deze in te dienen bij de gewestelijke onderhandelaars.**
- 9. Ons uit te leggen hoe elke van de in deze raad vertegenwoordigde partijen onze eisen concreet op de juiste plaats kracht kan bijzetten?**

Wij danken het College en de Gemeenteraad voor hun aandacht voor onze vragen en voor hun steun.

Laten we samen de solidariteit en waardigheid in Vorst vrijwaren.

Het verenigingsleven is een maatschappelijke rijkdom: het verzwakken betekent een verzwakking van onze hele samenleving.

Aanvrager: Bruno Vankelegom

Marconistraat 111 - 1190 Vorst

Tel.: +32 476 87 2001

Tussenkomst van de heer MARTIN

Dames en heren, Beste collega's,

Laat me eerst zeggen dat we de bezorgdheid die hier vandaag in de burgerinterpellatie wordt geuit, volledig delen. Daarom zijn we aan uw wensen tegemoetgekomen, door samen met onze collega's van de meerderheid een motie in te dienen die inspeelt op uw bezorgdheid en vragen.

In deze motie nemen we heel wat elementen over die u in uw interpellatie naar voren heeft gebracht. Een belangrijk element is dat we een hele reeks zaken die u terecht opeist, onder de aandacht brengen van de federale en regionale overheden. Op Vorsts niveau willen we absoluut doorgaan met en meer aandacht besteden aan de coördinatie van het maatschappelijk terreinwerk via sociale cohesie en sociale coördinatie. Wij zullen alles in het werk stellen om de gemeentebudgetten voor de verenigingssector in Vorst te vrijwaren. In dit verband herinneren we eraan dat het College heeft besloten om zijn financiële steun aan de verenigingssector voor de jaren 2025-'26 en '27 te handhaven en te indexeren.

Uw bezorgdheid, onze bezorgdheid is legitiem, gegrond en we nemen die zeer serieus. Mijn fractie maakt zich des te meer zorgen omdat ze kaderen in een ruimere logica, waarbij andere maatregelen onze openbare diensten openlijk aanvallen en de lokale democratie verzwakken.

Moeten we nog herinneren aan de maatregelen om mensen uit de werkloosheid uit te sluiten, de plannen om de gemeentelijke subsidies te verminderen ...

Het verzwakken van het verenigingsleven en het aantasten van de financiering van de gemeenten ondermijnt de basis van onze sociale banden. Het bedreigt de collectieve mechanismen van bescherming en wederzijdse hulp. En afgezien van de cijfers betekent dit een moeilijker leven, minder toegankelijke diensten en een grotere marginalisering van de zwaksten.

Door de actie van het lokaal bestuur zo te beperken, wordt een van de essentiële pijlers van de democratie ondermijnd: het vermogen van onze gemeenten en ons verenigingsleven om op te komen voor het algemeen belang, ongelijkheden te verminderen en nieuwe vormen van solidariteit te creëren.

We zouden bijna vergeten dat gemeenten van oudsher plaatsen van sociale innovatie zijn geweest: zij hebben sociale woningen, gezondheidscentra, bibliotheken, jeugdhuizen, ... in het leven geroepen. Deze instellingen zijn geen nutteloze uitgaven, maar investeringen in een meer rechtvaardige, solidaire en menselijke samenleving.

Die traditie moeten we verdedigen en behouden. We moeten elke dag opnieuw de reikwijdte van het domein van het gemeenschappelijk goed uitbreiden. Nieuwe rechten creëren. Onze democratische en burgercultuur versterken.

Laten we van onze openbare diensten en ons verenigingsleven instrumenten maken voor emancipatie, sociale rechtvaardigheid en armoedebestrijding.

Laten we samen de actoren van de verenigingen en het actievermogen van de gemeente verdedigen. Dat is wat het betekent om de openbare diensten en uiteindelijk de grondslagen van onze democratieën te verdedigen. Laten we samen deze uitdaging aangaan.

Ik dank u.

Tussenkomst van de heer DAGRIN

Bedankt voor deze burgerinterpellatie, die ons dwingt na te denken over de problematiek die u ons voorlegt, en vooral ook actie te ondernemen.

Zoals u al weet, hebben verschillende politieke fracties in deze gemeenteraad besloten om in te gaan op een van uw verzoeken, namelijk het indienen van een motie ter ondersteuning van verenigingen in Vorst en natuurlijk ook in andere Brusselse gemeenten. De meeste van onze gemeenteraadsleden hebben reeds hun steun uitgesproken voor deze motie, die na deze interpellatie wordt besproken.

Het verenigingsleven is essentieel in ons Gewest. Verenigingen helpen zoveel mensen, op tal van vlakken. Deze essentiële taken voor veel burgers hebben betrekking op zeer uiteenlopende aspecten op het vlak van gezondheid, huisvesting, opvang, milieu, mobiliteit, stedenbouw, cultuur, gezondheidszorg, hulp aan personen met een handicap en hun verzorgers, bestrijding van discriminatie, specifieke hulp aan vrouwen die het slachtoffer zijn van het patriarchaat, psychologische begeleiding, hulp aan kinderen met schoolproblemen, (her)inschakeling, ... en ga zo maar door. Wij zijn ervan overtuigd dat zonder dit essentiële werk van de verenigingen het Gewest zou kreunen onder het grote aantal uitgesloten uit de samenleving. Wij moeten al deze verenigingen bedanken voor hun buitengewone werk.

Ik begrijp de bezorgdheid van de vertegenwoordigers van de verenigingen die hier naar de gemeenteraad zijn gekomen, en van degenen die hier vandaag niet zijn maar ook aan de alarmbel hebben getrokken, een noodkreet die wij allemaal moeten horen. Het politieke klimaat in België en algemener op Europees niveau is meer dan zorgwekkend. Het is dan ook niet voor niets dat de Belgische vakbonden en talrijke verenigingen zich hebben verenigd in een gemeenschappelijk front voor verschillende acties, zoals de recente historische betoging van 140.000 mensen op 14 oktober. Hun actiekalender wordt voortgezet met andere acties, waaronder stakingsdagen vanaf volgende week.

Dit verzet op straat is een prioriteit om het antisociale beleid van de regering-Arizona en de regering van de Federatie Wallonië-Brussel terug te dringen. Helaas zijn er al maatregelen genomen: in 2026 verliezen honderdduizenden werklozen hun recht op een werkloosheidsuitkering. Vandaag kunnen we steeds meer een gezicht plakken op deze uitsluitingen, en we zien dat de uitgesloten vooral werknemers zijn die er niet in slagen om voldoende lange arbeidsovereenkomsten te krijgen, en helemaal niet het beeld van "profiterende werklozen" dat de regering schetste. En dan heb ik het nog niet over de misleidende uitspraken waarop ministers zich hebben gebaseerd, zoals de nationaliteit van de uitgesloten. Ze blijven maar herhalen dat er geen geld is voor sociale zekerheid, maar ze vinden wel miljarden voor gevechtsvliegtuigen. Wat een paradox, toch?

Op het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel zijn er 300 miljoen euro besparingen aangekondigd, die met name gericht zijn op de verenigingssector. En volgens het rapport dat minister Elisabeth Degryse zelf heeft laten opstellen, is dit nog maar het begin.

Daar komt nog bij dat er geen Brusselse regering is, wat de zaken nog ingewikkelder maakt.

In Vorst merken we elke dag dat onze verenigingen steeds minder middelen hebben. Het

College heeft trouwens verschillende verenigingen ontvangen die dagelijks moeten vechten om te overleven, terwijl ze opmerkelijk en essentieel werk verrichten. Het huis voor alleenstaande ouders moest zijn juridische raadplegingen stopzetten door een gebrek aan subsidies.

De gemeentebudgetten voor de sector zijn behouden en geïndexeerd, maar dat blijft onvoldoende gezien de toenemende behoeften en de verarming van de samenleving. Want de gemeenten zijn ondergefinancierd en kunnen de tekorten van de andere bestuursniveaus niet compenseren.

Nochtans is België nog nooit zo rijk geweest en is het echte probleem niet het gebrek aan middelen, maar de slechte verdeling van de rijkdom.

Daarom moeten we samen druk blijven uitoefenen op de verschillende regeringen, om hen te dwingen terug te komen op hun antisociale maatregelen, de rijkdom beter te herverdelen en de verenigingssector te financieren in verhouding tot het opmerkelijke werk dat zij dagelijks in het veld verrichten.

Tussenkomst van mevrouw ANGELI

Beste burgers,

Beste actievoelingen in de verenigingssector,

Bedankt voor de interpellatie. Ze brengt een situatie onder de aandacht die ons erg na aan het hart ligt.

Daarom draagt onze fractie, samen met de collega's van de meerderheid, de zopas ingediende motie.

De activiteiten van uw sector, in al hun diversiteit, zijn van essentieel belang voor de Vorstenaren: armoedebestrijding, ondersteuning van gezinnen, begeleiding van jongeren, voorlichting, sensibilisering, versterking van sociale banden.

In een gemeente waar al 28 % van de gezinnen onder de armoedegrens leeft en waar in 2026 meer dan 2000 mensen van de werkloosheidsuitkering worden uitgesloten, is uw rol absoluut onmisbaar.

Deze verenigingen, die vaak het eerste aanspreekpunt en opvangpunt zijn, worden echter geconfronteerd met enorme bezuinigingen, terwijl de maatschappelijke vraag nog nooit zo groot is geweest. Onze gemeenschappen verliezen twee keer. Ze zien hun leden armer worden en zien dat de actoren die hen ondersteunen hun acties moeten verminderen door gebrek aan middelen. Deze paradox is gevaarlijk, zowel voor hen als voor onze inwoners.

Maar zoals u heel terecht hebt gezegd, vullen verenigingen niet alleen het overheidsbeleid aan:

ze zijn er essentiële partners van. Zonder hen is het onmogelijk om ongelijkheden te verminderen, preventief op te treden of echte sociale cohesie te waarborgen.

Uw interpellatie en de motie die hierop een antwoord probeert te bieden, sluiten volledig aan bij de visie die wij in Vorst verdedigen.

Het meerderheidsakkoord is duidelijk: ondersteuning van de verenigingssector. De

gemeente heeft dan ook besloten haar financiële steun aan de sector te handhaven, ondanks de zeer moeilijke context voor de gemeenten. Want het is een prioriteit!

Bovendien streven de sociale coördinatie van het OCMW en de sociale cohesie ernaar de sociale en gezondheidssector te ondersteunen. En ons Vorstse 'gezondheidsplan' bevestigt trouwens dat gezondheid en welzijn ook worden opgebouwd door sociale banden, toegang tot rechten, lokale begeleiding en de kracht van een ondersteund en erkend verenigingsleven.

Kortom, met deze motie willen we een duidelijke boodschap brengen:

Vorst moet zijn verenigingen blijven steunen en de andere overheidsniveaus moeten zorgen voor stabiele en structurele middelen, zodat zij hun onmisbare werk kunnen voortzetten. Dat is een essentiële pijler van onze democratie.

Dank u.

Tussenkomst van mevrouw EL HAMIDINE

Bedankt voor uw aanwezigheid en interventie. De rol van de verenigingen hoeft niet meer aangetoond te worden. Uw interventie is volkomen legitiem en gerechtvaardigd. Uw aanbod aan de Vorstenaren is divers; hoe kunt u uw werk voortzetten? Zelfs in normale omstandigheden is het voor verenigingen moeilijk om aan alle verschillende vragen tegemoet te komen. Vandaag is dat bijna onmogelijk geworden. Wat zal er gebeuren met het personeel dat zijn best doet om de mensen die langskomen te ondersteunen? De behoeften van de bevolking nemen toe. Uw rol hoeft niet meer aangetoond te worden en uw ondersteuning is prioritair, want dat betekent ook ondersteuning voor de Vorstenaren.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Geachte heer burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Mijnheer Vankelegom, Beste burgers,

Bedankt voor uw interpellatie en vooral dank voor wat ze vertegenwoordigt: de stem van een sector die het steeds moeilijker heeft om het hoofd boven water te houden.

In Vorst weten we wat het betekent om kwetsbare gezinnen, jongeren die niet langer naar school gaan en geïsoleerde mensen te begeleiden. We weten ook dat u dit werk niet alleen doet. Het is een heel menselijk netwerk dat het ergste voorkomt en perspectieven biedt.

Wat u in uw interpellatie beschrijft, is geen abstractie.

En het zou oneerlijk zijn om te beweren dat de federale hervormingen geen enkele impact hebben op onze verenigingen. Maar het zou even oneerlijk zijn om hen de schuld te geven van alles.

De geleidelijke desinvestering door verschillende opeenvolgende regeringen, het feit dat er al maanden geen Brusselse regering is en de moeilijke financiële situatie van onze gemeente – die niet van gisteren is – zijn ook belangrijke factoren. Al deze elementen samen maken ons verenigingsleven kwetsbaar. Al deze elementen samen.

Ik wil er ook aan herinneren dat onze fractie de Raad in juli al had aangesproken over de meer dan zorgwekkende situatie van het Vorstse verenigingsleven, gezien het uitblijven van een Brusselse regering en het stelsel van voorlopige twaalfden. We hadden gewaarschuwd voor de risico's van een langdurige niet-indexering, de onvoorspelbaarheid van de begroting en de directe gevolgen voor de dienstverlening aan de inwoners. En hier zijn al onze fracties verantwoordelijk, sommige meer dan andere.

Deze bezorgdheid wordt vandaag helaas bevestigd door de cijfers die u voorlegt en door de getuigenissen op het terrein.

U hebt gelijk: overheidsoptreden en verenigingswerk zijn onderling afhankelijk.

Daarom is onze wil duidelijk: we willen de ernst van de situatie niet bagatelliseren, maar ook serieus handelen en geen haastig opgestelde moties indienen die uw pleidooi paradoxaal genoeg zouden kunnen ondermijnen.

De motie die door de meerderheid is ingediend (punt 34 van onze agenda) om op uw interpellatie te reageren, is legitiem. Maar we hadden graag de tijd genomen om deze motie samen op te stellen en daarom hebben we tien amendementen ingediend die we straks zullen bespreken.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Namens de MR+DéFI-fractie dank ik u voor uw interpellatie, voor dit burgerinitiatief, en betuig ik op mijn beurt onze steun aan de verenigingssector, een sector die, zonder te herhalen wat mijn collega's al hebben gezegd, een belangrijke rol speelt bij de uitvoering van bepaalde overheidsmaatregelen en die als verlengstuk van de overheid fungeert bij de uitvoering van bepaalde taken.

We begrijpen heel goed dat verenigingen die op het terrein actief zijn, die in contact staan met kwetsbare groepen, gezinnen en geïsoleerde mensen in nood, streven naar meer stabiliteit en garanties willen van de subsidieverstrekkende instanties.

We zijn ons bewust van de financiële moeilijkheden waarmee zij kampen, zowel wat betreft de personeelskosten en de betaling van de salarissen als wat betreft hun werkingsuitgaven.

Maar we zijn ons ook bewust van de financiële moeilijkheden op alle bestuursniveaus, met complexe uitdagingen om de budgetten rond te krijgen, waarbij pijnlijke keuzes moeten worden gemaakt, keuzes die ons allemaal op de ene of andere manier zullen raken. Keuzes die betekenen dat we bepaalde verworvenheden moeten opgeven om andere te beschermen.

Het is belangrijk dat we ons hier allemaal bewust van zijn en niet denken dat de inspanningen van alle kanten moeten komen.

We bevinden ons in een crisis en iedereen zal zijn steentje moeten bijdragen, of dat nu in

de vorm van financiële steun is voor de enen of rationalisering voor de anderen. Het lijkt ons logisch en gezond dat iedereen bijdraagt aan een verbetering en stabilisatie van de situatie voor iedereen.

We zullen, zoals u in uw burgerinterpellatie vraagt, uw bezorgdheden, de bezorgdheden van de verenigingssector in Vorst en de terreinactoren, zeker doorgeven waar we aan de macht zijn.

- DéFI zal dat doen op het niveau van de Brusselse regering, in lopende zaken en dus met bepaalde beperkingen inherent aan deze situatie.

- MR zal het doen op federaal niveau en bij de FWB.

De meerderheid heeft een motie ingediend om uw burgerinterpellatie kracht bij te zetten en dat is heel goed. Ik wil hier ook opmerken, in het kader van dit debat en ter afsluiting van mijn betoog, dat als de gemeente en het College geloofwaardig willen zijn tegenover de hogere overheden die in de motie worden aangesproken en waarop de motie betrekking heeft, zij het voorbeeld moeten geven en dezelfde eisen moeten stellen als die welke aan de federale overheid en het Gewest worden gesteld.

Tussenkomst van mevrouw EL OMARI

Bedankt voor uw interpellatie, die legitiem en noodzakelijk is. Bedankt voor het moedige en vastberaden werk dat u dagelijks voor de gemeenschap verricht.

Zoals u al aangaf, is een waardig leven voor een deel van onze bevolking onbereikbaar. Een derde van de Brusselaars leeft onder de armoedegrens en de bestaansonzekerheid neemt toe.

Daarom zijn de expertise en de inzet van verenigingen om de bevolking te ondersteunen essentieel. De verenigingssector speelt een centrale rol in de sociale cohesie. Uw inzet is onmisbaar in een geest van versterking en wederzijds delen. De gemeente Vorst wil u daarbij ondersteunen: rechtstreekse subsidies, verhuur van infrastructuur, ondersteuning van sociale coördinatie.

Ondanks de moeilijke begrotingscontext heeft het College beslist zijn subsidies aan de sector te behouden en hun stabiliteit te waarborgen via indexering.

De gemeente alleen kan niet compenseren voor het terugtrekken van andere overheidsniveaus. Wij delen uw bezorgdheid over de bezuinigingen en de vermindering van subsidies.

Het College steunt de motie om het Vorstse verenigingsleven volop te ondersteunen en te erkennen.

Als schepen van sociale cohesie verbind ik mij ertoe het Vorstse verenigingsleven op alle bestuursniveaus te verdedigen. Ik zal het belang van uw actie onder de aandacht brengen. U kan op ons rekenen om uw werk, uw teams, uw waarden en de inwoners die we samen dienen, te verdedigen.

Repliek van de heer VANKELEGOM

Ik begrijp dat alle partijen in deze Gemeenteraad onze vragen goed hebben begrepen. Ik hoop dat we er in de toekomst nog zullen zijn om ons werk te kunnen doen.

Ik wil aanstippen dat geld geven voor sociale zaken en gezondheidszorg geen geld uitgeven is, maar investeren.

Voorlezing door de heer Martin van de door de meerderheid voorgestelde motie.

Tussenkomsst van de heer MARTIN

De motie werd gezamenlijk opgesteld door de meerderheidspartijen. De drie fractievoorzitters verenigden de krachten en werkten samen met de kabinetten van de betrokken schepenen.

Debat over de amendementen die door Les Engagés werden ingediend bij de motie van de meerderheid.

Tussenkomsst van de heer PEYCKER

Dit zijn de amendementen die wij voorstellen in de 'consideransen'.

Overwegende

dat de Vorstse verenigingssector op 18 november de Gemeenteraad heeft geïnterpelleerd;

dat de gemeente Vorst een alarmerend armoedecijfer kent, met 28 % van de huishoudens die onder de armoedegrens leven;

dat de onzekerheid van de Vorstenaren toeneemt, waarbij gezinnen, jongeren en kinderen kampen met toenemende economische, sociale en psychische moeilijkheden;

dat 2.140 Vorstenaren in 2026 binnenkort hun werkloosheidsuitkering verliezen;

dat er steeds meer solidariteitsbeleid wordt doorgeschoven naar de gemeenschappen en de gemeenten, die beperkte financiële middelen hebben, en dat dit een onevenredige druk legt op de openbare diensten van de armste gemeenten;

Amendement 1: toevoeging van *gemeente* en *GGC*

dat de Vorstse verenigingen vanaf januari 2026 een vermindering van hun subsidies met 30 tot 40 % verwachten (Gemeente, Gewest, GGC, FGC, FWB, federaal), terwijl de sociale noden explosief stijgen.

Repliek van de heer MARTIN

Wij gaan akkoord met dit amendement, als het woord 'gemeente' geschrapt wordt.

De oppositie stemt ermee in.

Amendement 2, het volgende toevoegen:

dat de hiermee gepaard gaande bevoegdheden onder verschillende bestuursniveaus vallen (gemeente, gewest, GGC, FGC, Federatie Wallonië-Brussel en federaal) en dat coördinatie tussen deze niveaus essentieel is om een coherente aanpak van de sociale behoeften te garanderen.

De Gemeenteraad wijst erop:

Dat de verenigingssector een essentiële rol speelt in de strijd tegen armoede, sociale cohesie, socioprofessionele integratie en andere dynamieken ter ondersteuning van de burgers;

Dat de verenigingssector, via financiering door de overheid, rechtstreeks bijdraagt aan het overheidsbeleid;

Dat de verenigingssector, door zijn expertise en zijn verankering in de bevolking, innoveert en aanvullende antwoorden biedt op die van de openbare diensten;

De meerderheid keurt amendement 2 goed.

Amendement 3, het volgende toevoegen:

Dat de verenigingssector ook een belangrijk deel van de werkgelegenheid vertegenwoordigt, rechtstreekse economische effecten oplevert en de sociale cohesie ondersteunt door lokale actie.

Dat de verenigingssector, om aan de behoeften van zijn publiek te kunnen voldoen, structurele middelen en institutionele erkenning nodig heeft om zijn taken te kunnen vervullen;

Dat de actie van verenigingen zich niet beperkt tot eenmalige hulp, maar kadert in een logica van preventie, bemiddeling, emancipatie en waardigheid.

De meerderheid keurt amendement 3 goed.

Amendement 4, het volgende toevoegen:

Dat het in het kader van partnerschap en gedeelde verantwoordelijk ook van essentieel belang is om de reeds door de verenigingen ondernomen stappen op het gebied van coördinatie, het gemeenschappelijk gebruik van bepaalde middelen en het uitwisselen van goede praktijken te ondersteunen, teneinde de impact van hun acties in een context van beperkte middelen te versterken.

Dat het werk van de overheid en dat van de verenigingen met elkaar verweven zijn en het partnerschap tussen openbare diensten en verenigingen dus essentieel is om gecoördineerde, rechtvaardige en duurzame oplossingen te garanderen.

Vraagt de Gemeenteraad aan het College:

1. De federale en andere overheden te wijzen op:

De meerderheid verwierpt amendement 4 omdat het een vorm van verzaking inhoudt die

ons stoort.

Amendement 5, vervangen door:

De urgentie om de financiering die essentieel is voor het functioneren van verenigingen veilig te stellen, te stabiliseren en structureel te maken.

De centrale rol van de verenigingen in de strijd tegen ongelijkheid institutioneel te erkennen;

De samenwerking tussen openbare diensten en verenigingen te versterken, met meer middelen in de meest getroffen gemeenten;

Stabiele en waardige jobs voor sociale en terreinwerkers te garanderen;

Dringend overleg te organiseren om de sociale gevolgen van de besparingen te ramen en duurzame alternatieven voor te stellen;

Het werk van verenigingen te valoriseren als een volwaardig beroep, dat erkend en naar waarde verloond wordt;

De participatie van burgers en gemeenschappen te ondersteunen, als garantie voor autonomie, waardigheid en sociale cohesie.

2. Op Vorsts niveau:

De inspanningen voor de coördinatie van het sociaal werk op het terrein voort te zetten en te versterken (via sociale cohesie en sociale coördinatie);

De meerderheid verwerpt amendement 5 omdat de voorgestelde formulering vager is en niet past voor ons.

MR + DÉFI keuren amendement 5 goed omdat het alle bestuursniveaus omvat.

Amendement 6, 7 en 8, het volgende toevoegen:

In overleg met het verenigingsleven meer aandacht te besteden aan niet-budgettaire hefboomen om acties op het terrein te ondersteunen: terbeschikkingstelling van lokalen, logistieke vereenvoudiging, institutionele communicatie, administratieve ondersteuning, ...

De samenwerking tussen de gemeente, het OCMW en de verenigingen te versterken om een coherente en gecoördineerde aanpak te garanderen van complexe situaties waarmee de inwoners te maken krijgen;

De evaluatie-, coördinatie- en professionaliseringsinitiatieven van de verenigingssector ondersteunen om de impact van hun taken te versterken;

De meerderheid verwerpt amendementen 6 en 8 en aanvaardt amendement 7, mits een kleine wijziging die door de minderheid wordt aanvaard.

De MR+DÉFI-fractie keurt amendementen 6, 7 en 8 goed.

Amendement 9, vervangen door:

De financiering die essentieel is voor het functioneren van verenigingen veilig te stellen, te stabiliseren en structureel te maken.

De meerderheid verwierpt het amendement omdat het niet precies genoeg is.

De MR+DéFI-fractie keurt amendement 9 goed.

Amendement 10, het volgende toevoegen:

Jaarlijks aan de Gemeenteraad een overzicht voor te leggen van het aanbod van Vorstse verenigingen, de behoeften en de impact van de beslissingen van de andere bestuursniveaus.

De meerderheid aanvaardt amendement 10, mits een wijziging aanvaard door de oppositie.

5 annexes / 5 bijlagen

2 Approbation du procès-verbal du Conseil communal.

Le conseil approuve les procès - verbaux du 08 juillet et 16 septembre 2025.

32 votants : 32 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de Gemeenteraad.

De raad keurt de proces-verbalen van de zittingen van 08 juli en 16 september 2025 goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Ordre Public - Openbare Orde

3 Ordre public – Police administrative – Ordonnance de police – Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, en particulier les articles 133, alinéa 2, 134, §1er et 135, §2 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 8 août 2025 renforçant la sécurité de l'ambassade du

Cameroun sise avenue Brugmann 131 à Forest et de ses abords pour des raisons d'ordre public dans le cadre des débordements de violence et du niveau de menace observés dans le cadre des élections présidentielle du 12 octobre 2025 ;

Considérant le niveau de risque aux abords de l'ambassade du Cameroun ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 octobre 2025 prolongeant l'ordonnance précitée ;

Considérant le report de l'annonce des résultats de l'élection du 12 octobre 2025 au 27 octobre 2025;

Considérant que l'ordonnance du 8 août 2025 précitée cessait ses effets le 26 octobre 2025; qu'il convient de prolonger ses mesures jusqu'au 3 novembre 2025 afin de maintenir l'ordre public aux abords de l'ambassade du Cameroun vu les risques avérés de troubles à l'ordre public;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance du 24 octobre 2025 en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle Loi communale

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 octobre 2025 prolongeant l'ordonnance de police du 8 août 2025 renforçant la sécurité de l'ambassade du Cameroun sise avenue Brugmann 131 à Forest et de ses abords pour des raisons d'ordre public dans le cadre des débordements de violence et du niveau de menace observés dans le cadre des élections présidentielle du 12 octobre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbare orde – Bestuurlijke politie – Politieverordening – Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 133, 2e lid, 134 §1 en 135 §2;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 8 augustus 2025 ter versterking van de veiligheid van de ambassade van Kameroen, gelegen Brugmannlaan 131 in Vorst, en omgeving, om redenen van openbare orde in het kader van de gewelduitbarstingen en het dreigingsniveau waargenomen in het kader van de presidentsverkiezingen van 12 oktober 2025;

Overwegende het risiconiveau in de omgeving van de ambassade van Kameroen;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 24 oktober 2025 tot verlenging van de voormelde verordening;

Overwegende dat de bekendmaking van de resultaten van de verkiezing van 12 oktober 2025 werd uitgesteld tot 27 oktober 2025;

Overwegende dat de voormelde verordening van 8 augustus 2025 zijn uitwerking beëindigde op 26 oktober 2025; dat het aangewezen is de daarin vervatte maatregelen te verlengen tot 3 november 2025

om de openbare orde in de omgeving van de ambassade van Kameroen te handhaven, gelet op de reële risico's op verstoring van de openbare orde;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de Burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de verordening van 24 oktober 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet

BESLIST:

De politieverordening van de Burgemeester van 24 oktober 2025 tot verlenging van de politieverordening van 8 augustus 2025 te bekrachtigen, ter versterking van de veiligheid van de ambassade van Kameroen, gelegen Brugmannlaan 131 in Vorst, en omgeving, om redenen van openbare orde in het kader van de gewelduitbarstingen en het dreigingsniveau waargenomen in het kader van de presidentsverkiezingen van 12 oktober 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

4 **Ordre public – Police administrative – Ordonnance de police – Confirmation. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, en particulier les articles 133, alinéa 2, 134, §1er et 135, §2 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 8 août 2025 renforçant la sécurité de l'ambassade du Cameroun sise avenue Brugmann 131 à Forest et de ses abords pour des raisons d'ordre public dans le cadre des débordements de violence et du niveau de menace observés dans le cadre des élections présidentielle du 12 octobre 2025 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 24 octobre 2025 prolongeant l'ordonnance de police du 8 août 2025 précitée ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 novembre 2025 prolongeant l'ordonnance de police du 8 août 2025 précitée ;

Considérant le niveau de risque aux abords de l'ambassade du Cameroun ;

Considérant qu'en date du 31 octobre 2025 à 1430hrs, un nouvel incident est survenu ; qu'un individu a lancé un cocktail Molotov en direction du bâtiment provoquant un début d'incendie ;

Considérant que le 6 novembre 2025 aura lieu la prestation de serment du président du Cameroun ; que cet événement est à risque au vu des incidents précédents ;

Considérant que l'ordonnance du 24 octobre 2025 précitée cessait ses effets le 3 novembre 2025; qu'il

convient de prolonger ses mesures jusqu'au 9 novembre 2025 afin de maintenir l'ordre public aux abords de l'ambassade du Cameroun vu les risques avérés de troubles à l'ordre public;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance du 4 novembre 2025 en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle Loi communale

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du Bourgmestre du 4 novembre 2025 prolongeant l'ordonnance de police du 8 août 2025 renforçant la sécurité de l'ambassade du Cameroun sise avenue Brugmann 131 à Forest et de ses abords pour des raisons d'ordre public dans le cadre des débordements de violence et du niveau de menace observés dans le cadre des élections présidentielle du 12 octobre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Openbare orde – Bestuurlijke politie – Politieverordening – Bekrachtiging. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 133, 2e lid, 134 §1 en 135 §2;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 8 augustus 2025 ter versterking van de veiligheid van de ambassade van Kameroen, gelegen Brugmannlaan 131 in Vorst, en omgeving, om redenen van openbare orde in het kader van de gewelduitbarstingen en het dreigingsniveau waargenomen in het kader van de presidentsverkiezingen van 12 oktober 2025;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 24 oktober 2025, waarbij de voormelde politieverordening van 8 augustus 2025 wordt verlengd;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 4 november 2025, waarbij de voormelde politieverordening van 8 augustus 2025 wordt verlengd;

Overwegende het risiconiveau in de omgeving van de ambassade van Kameroen;

Overwegende dat op 31 oktober 2025 om 14u30 een nieuw incident heeft plaatsgevonden; dat een individu een molotovcocktail in de richting van het gebouw heeft gegooid, waardoor een begin van brand is ontstaan;

Overwegende dat op 6 november 2025 de eedaflegging van de president van Kameroen zal plaatsvinden; dat dit evenement, gelet op de eerdere incidenten, een risico inhoudt;

Overwegende dat de voormelde verordening van 24 oktober 2025 zijn uitwerking beëindigde op 3 november 2025; dat het aangewezen is de daarin vervatte maatregelen te verlengen tot 9 november 2025 om de openbare orde in de omgeving van de ambassade van Kameroen te handhaven, gelet op de reële risico's op verstoring van de openbare orde;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de Burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenschooling, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de verordening van 4 november 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet

BESLIST:

De politieverordening van de Burgemeester van 4 november 2025 tot verlenging van de politieverordening van 8 augustus 2025 te bekrachtigen, ter versterking van de veiligheid van de ambassade van Kameroen, gelegen Brugmannlaan 131 in Vorst, en omgeving, om redenen van openbare orde in het kader van de gewelduitbarstingen en het dreigingsniveau waargenomen in het kader van de presidentsverkiezingen van 12 oktober 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

5 Tutelle CPAS – Comptes annuels du CPAS – Exercice 2024 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 89, §1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* »

Vu la décision du 16 octobre 2025 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2024, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31/12/2024 ainsi que ses annexes;

Vu l'article 112ter, §1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* ».

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du 16 octobre 2025 arrêtant provisoirement les comptes annuels 2024, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et

du bilan au 31/12/2024 ainsi que ses annexes est parvenue à l'administration communale de Forest le 23 octobre 2025;

Vu l'article 112ter, §2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou improver les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les comptes sont réputés être approuvés.*

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai. » ;

DECIDE,

- D'approuver les comptes annuels 2024 du CPAS et de ses annexes reprenant les résultats suivants :

	Ordinaire	Extraordin aire	Total général
Droits constatés au profit du C.P.A.S (1)	78.091.657,75	1.220.281,05	79.311.938,80
Irrécouvrables et non-valeurs à déduire (2)	1.664.719,11	0,00	1.664.719,11
Droits constatés nets =(1-2)	76.426.938,64	1.220.281,05	77.647.219,69
Engagements contractés par le C.P.A.S (3)	75.889.136,66	2.798.108,39	78.687.245,05
Résultat comptable de l'exercice propre =(1-2)-(3)	537.801,98	-1.577.827,34	-1.040.025,36
Résultat comptable reporté de l'exercice précédent (4)			-228.998,99
Irrécouvrables relatifs aux exercices clos (5)	4.454.271,25	0,00	4.454.271,25
Crédits abandonnés des exercices clos (6)	1.576.086,97	0,00	1.576.086,97
Résultat des exercices clos = (6-5)			-2.878.184,28
Résultat Comptable budgétaire de l'exercice 2024= (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			-4.147.208,63
Créances aléatoires Variation du fonds			530.219,16
Résultat final de l'exercice 2024 à décomposer et à reporter au budget de l'exercice 2025			-3.616.989,47

- De transmettre la présente délibération au CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Toezicht OCMW – Jaarrekeningen van het OCMW – Dienstjaar 2024 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89, §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat”*;

Gelet op de beslissing van 16 oktober 2025 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2024, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2024 alsook de bijlagen;

Gelet op artikel 112ter, §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”*;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW van 16 oktober 2025 tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2024, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31/12/2024 alsook de bijlagen het gemeentebestuur van Vorst heeft bereikt op 23 oktober 2025;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd.*

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan over aan het Verenigd College.

In het geval van afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken van de termijn”;

BESLIST

- Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekeningen 2024 van het OCMW en hun bijlagen, waarin de volgende resultaten worden opgenomen:

	Gewoon	Buitengewoon	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten ten voordele van het O.C.M.W. (1)	78.091.657,75	1.220.281,05	79.311.938,80
Af te trekken onwaarden en oninbare bedragen (2)	1.664.719,11	0,00	1.664.719,11
Netto vastgestelde rechten =(1-2)	76.426.938,64	1.220.281,05	77.647.219,69
Vastleggingen aangegaan door het O.C.M.W. (3)	75.889.136,66	2.798.108,39	78.687.245,05
Boekhoudkundig resultaat van het eigen dienstjaar =(1-2)-(3)	537.801,98	- 1.577.827,34	- 1.040.025,36
Boekhoudkundig resultaat overgedragen van het voorgaande dienstjaar (4)			-228.998,99
Oninbare bedragen betreffende de afgesloten dienstjaren (5)	4.454.271,25	0,00	4.454.271,25
Verzaakte kredieten van de afgesloten dienstjaren (6)	1.576.086,97	0,00	1.576.086,97
Resultaat van de afgesloten dienstjaren = (6-5)			- 2.878.184,28
Boekhoudkundig begrotingsresultaat van het dienstjaar 2024 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			- 4.147.208,63
Onzekere schuldvorderingen Variatie van het fonds			530.219,16
Op te delen eindresultaat van het dienstjaar 2024 en over te dragen naar de begroting 2025			- 3.616.989,47

- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

17 annexes / 17 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

6 **Culture et Evénements – Achat d’un toit, d’un sac de transport et de poids de lestage pour grande tonnelle – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le service Culture et Evénements organise de nombreuses activités et événements dans les espaces publics ;

Considérant que ce service possède déjà une structure pliante de grande tonnelle sans les accessoires requis ;

Considérant que le service Culture et Evénements souhaite donc se doter d’une bâche de toit personnalisé, d’un sac de transport à roulettes et de poids de lestage afin de pouvoir faire usage de cette structure de grande tonnelle lors des actions et événements organisés en espace public ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d’un toit, d’un sac de transport et de poids de lestage pour grande tonnelle » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1652,89 euros hors TVA, soit 2000 euros, 21% TVA comprise pour lequel les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 relative au marché public ayant pour objet « Achat d’un toit, d’un sac de transport et de poids de lestage pour grande tonnelle » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1652,89 euros hors TVA, soit 2000 euros, 21% TVA comprise pour lequel les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Cultuur en Evenementen – Aankoop van een dak, een draagtas en ballastgewichten voor grote

partytent – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College;

Overwegende dat de dienst Cultuur en Evenementen talrijke activiteiten organiseert in de openbare ruimten;

Overwegende dat deze dienst reeds beschikt over een opvouwbare grote partytent zonder de vereiste toebehoren;

Overwegende dat de dienst Cultuur en Evenementen daarom een gepersonaliseerd dakzeil, een draagtas op wieltjes en ballastgewichten wil aanschaffen om deze grote partytent te kunnen gebruiken bij acties en evenementen die in de openbare ruimte worden georganiseerd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een dak, een draagtas en ballastgewichten voor grote partytent" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1652,89 euro excl. btw of 2000 euro, 21% btw inbegrepen, waarvoor de noodzakelijke kredieten zijn ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 betreffende de overheidsopdracht met als voorwerp "Aankoop van een dak, een draagtas en ballastgewichten voor grote partytent" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1652,89 euro excl. btw of 2000 euro, 21% btw inbegrepen, waarvoor de noodzakelijke kredieten zijn ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

7 **Culture et Evénements – Achat d’un sol modulable, léger, facile à manipuler et transporter pour usage en extérieur – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le service Culture et Evénements organise de nombreuses activités et événements dans les espaces publics au cours desquels des performances artistiques et spectacles sont régulièrement programmés ;

Considérant que les types de revêtements au sol varient d’un lieu à l’autre (pelouse, pavés, dolomie, etc.) et ne sont pas toujours uniformes et réguliers, ce qui ne permet pas de produire tout type de disciplines artistiques ou spectacles ni de s’adapter aux conditions climatiques variables ;

Considérant les demandes régulières exprimés par les artistes programmés de pouvoir équiper les espaces de performance d’un sol ou d’un plancher ;

Considérant que le service Culture et Evénements souhaite donc se doter d’un sol modulable, léger, facile à manipuler et transporter pour usage en extérieur et que la commune ne dispose pas de ce type d’équipement actuellement ;

Considérant que ce type de dispositif modulable peut aussi être utilisé comme sol pour les tonnelles pliantes installées lors des événements ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d’un sol modulable, léger, facile à manipuler et transporter pour usage en extérieur » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2066,12 euros hors TVA, soit 2500 euros, 21% TVAC pour lequel les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 relative au marché public ayant pour objet « Achat d'un sol modulable, léger, facile à manipuler et transporter pour usage en extérieur » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2066,12 euros hors TVA, soit 2500 euros, 21% TVAC pour lequel les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Cultuur en Evenementen – Aankoop van een modulaire, lichte, gemakkelijk te hanteren en te vervoeren vloer voor buitengebruik – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College;

Overwegende dat de dienst Cultuur en Evenementen talrijke evenementen organiseert in de openbare ruimten, waarbij regelmatig artistieke optredens en voorstellingen worden geprogrammeerd;

Overwegende dat de soorten bodembedekking van plaats tot plaats verschillen (gras, straatstenen, dolomiet, ...) en niet altijd uniform en regelmatig zijn, waardoor niet alle soorten artistieke disciplines of voorstellingen kunnen plaatsvinden en er geen aanpassing aan wisselende weersomstandigheden mogelijk is;

Overwegende de regelmatige verzoeken van de geprogrammeerde artiesten om de ruimten om op te treden te voorzien van een vloer of vloerbedekking;

Overwegende dat de dienst Cultuur en Evenementen daarom een modulaire, lichte, gemakkelijk te hanteren en te vervoeren vloer voor buitengebruik wenst aan te schaffen en dat de gemeente momenteel niet over dit soort materiaal beschikt;

Overwegende dat dit type modulair systeem ook kan worden gebruikt als vloer voor de plooibare tenten die tijdens evenementen worden geplaatst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van een modulaire, lichte, gemakkelijk te hanteren en te vervoeren vloer voor buitengebruik" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2066,12 euro excl. btw of 2500 euro, 21% btw inbegrepen, waarvoor de noodzakelijke kredieten zijn ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 betreffende de overheidsopdracht met als voorwerp "Aankoop van een modulaire, lichte, gemakkelijk te hanteren en te vervoeren vloer voor buitengebruik" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2066,12 euro excl. btw of 2500 euro, 21% btw inbegrepen, waarvoor de noodzakelijke kredieten zijn ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 8 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition de jouets pédagogiques pour la bibliothèque communale francophone via le marché public « Fourniture de matériel éducatif, jouets 1er âge et jeux divers » (SCA-2025-F-003) – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jouets pédagogiques pour la bibliothèque communale francophone (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 8 octobre 2025 de faire l'acquisition de jouets pédagogiques pour la bibliothèque communale francophone via le marché public SCA-2025-F-003 « Fourniture de matériel éducatif, jouets 1er âge et jeux divers » auprès du fournisseur désigné pour le lot 1 (Matériel éducatif, jeux pédagogiques et d'imitation), MARSIVAL - DUBOCCAGE, Meensesteenweg (bis) 385 Boîte 1.1 à 8501 Bissegem (Kortrijk), pour un montant de 1427,27 euros hors TVA ou 1727 euros, 21% TVA comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7671/744-98/05 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 8 octobre 2025 de faire l'acquisition de jouets pédagogiques pour la bibliothèque communale francophone via le marché public SCA-2025-F-003 « Fourniture de matériel éducatif, jouets 1er âge et jeux divers » auprès du fournisseur désigné pour le lot 1 (Matériel éducatif, jeux pédagogiques et d'imitation), MARSIVAL - DUBOCCAGE, Meensesteenweg (bis) 385 Boîte 1.1 à 8501 Bissegem (Kortrijk), pour un montant de 1427,27 euros hors TVA ou 1727 euros, 21% TVA comprise et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7671/744-98/05 du service extraordinaire de l'exercice 2025 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van pedagogisch speelgoed voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek via de overheidsopdracht “Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen” (SCA-2025-F-003) – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om pedagogisch speelgoed aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester van 8 oktober 2025 betreffende de aankoop van pedagogisch speelgoed voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek via de overheidsopdracht SCA-2025-F-003 “Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen” bij de leverancier aangesteld voor perceel 1 (Educatief materiaal, pedagogisch en imitatiespeelgoed), MARSIVAL - DUBOCCAGE, Meensesteenweg (bis) 385 bus 1.1 in 8501 Bissegem (Kortrijk), voor een bedrag van 1427,27 euro excl. btw of 1727 euro, incl. 21% btw, en de uitgave in te schrijven onder begrotingsartikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025 (financiering door lening);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester van 8 oktober 2025 betreffende de aankoop van pedagogisch speelgoed voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek via de overheidsopdracht SCA-2025-F-003 “Levering van educatief materiaal, baby- en peuterspeelgoed en diverse spellen” bij de leverancier aangesteld voor perceel 1 (Educatief materiaal, pedagogisch en imitatiespeelgoed), MARSIVAL - DUBOCCAGE, Meensesteenweg (bis) 385 bus 1.1 in 8501 Bissegem (Kortrijk), voor een bedrag van 1427,27 euro excl. btw of 1727 euro, incl. 21% btw, en de uitgave in te schrijven onder begrotingsartikel 7671/744-98/05 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

9 **Centrale d’achats – Marchés publics - Acquisition de défibrillateurs – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-F-014 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de défibrillateurs destinés au service de la population et aux complexes sportifs afin de remplacer les appareils usagés et ainsi de garantir leur fiabilité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 18 septembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de défibrillateurs” (SCA-2025-F-014) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.500 euros hors TVA ou 20.670 euros, 6 % TVA comprise et que les crédits permettant de financer des dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 104/744-51/20 (financement par emprunt) et 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 18 septembre 2025 de passer un marché public ayant pour objet " Acquisition de défibrillateurs" (SCA-2025-F-014) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 19.500 euros hors TVA ou 20.670 euros, 6 % TVA comprise et que les crédits permettant de financer des dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 104/744-51/20 (financement par emprunt) et 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van defibrillatoren – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-F-014 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was defibrillatoren aan te schaffen voor de dienst Bevolking en in de sportcomplexen, ter vervanging van de oude apparaten en om zo de betrouwbaarheid ervan te garanderen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 september 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van defibrillatoren" (SCA-2025-F-014) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.500 euro excl. BTW of 20.670 euro, 6% BTW inbegrepen en dat de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikel 104/744-51/20 (financiering door lening) en 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in

de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 september 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van defibrillatoren” (SCA-2025-F-014) via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 19.500 euro excl. BTW of 20.670 euro, 6% BTW inbegrepen en dat de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikel 104/744-51/20 (financiering door lening) en 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

10 **Centrale d'achats - Marchés publics - Désignation d'un conseil en assurances - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-S-017 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) et l'article 48 (Marchés conjoints occasionnels) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures notamment l'article 90,1^o ;

Considérant que le marché public de services ayant pour objet le « Renouvellement du portefeuille d'assurance de la Commune et du CPAS de Forest » (2022-S-005) arrive à échéance le 31 décembre 2025 et qu'il est indispensable d'en relancer un nouveau afin de couvrir les frais que certains risques de la vie entraînent ;

Considérant que ni la Commune ni le CPAS ne disposent d'un service d'assurance ayant les compétences nécessaires pour définir leurs besoins respectifs et que cette mission sera confiée à un conseiller en assurances externe ;

Vu sa décision du 22 avril 2025 d'approuver la convention de collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché public conjoint d'assurances ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 juin 2025 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) et les opérateurs économiques à consulter dans le cadre du marché ayant pour objet “Désignation d'un conseil en assurances” (SCA-2025-S-015) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 juillet 2025 d'une part de ne pas attribuer le marché public N° SCA-2025-S-015 “Désignation d'un conseil en assurances” car aucune offre n'était parvenue et d'autre part de recommencer la procédure ;

Vu sa décision du 16 septembre 2025 de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 juin 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet “Désignation d'un conseiller en assurances” (SCA-2025-S-015) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 35.000 hors TVA (TVA non applicable) et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 050/122-02/-/25 du service ordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 août 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet “Désignation d'un conseil en assurances” (SCA-2025-S-017) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 35.000 hors TVA (TVA non applicable) et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 050/122-02/25 du service ordinaire de l'exercice 2025 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 août 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet “Désignation d'un conseil en assurances” (SCA-2025-S-017) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 35.000 hors TVA (TVA non applicable) et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 050/122-02/25 du service ordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aanstelling van een verzekeringsadviseur – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-017 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. BTW geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 € niet) en artikel 48 (occasionele gezamenlijke opdrachten);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke

sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor diensten betreffende de “Vernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente en het OCMW van Vorst” (2022-S-005) op 31 december 2025 afloopt en dat het noodzakelijk is een nieuwe opdracht uit te schrijven om de kosten te dekken die bepaalde levensrisico's met zich meebrengen;

Overwegende dat noch de Gemeente, noch het OCMW over een verzekeringsdienst beschikken die over de nodige competenties beschikt om hun respectieve behoeften te bepalen en dat deze opdracht aan een externe verzekeringsadviseur zal worden toevertrouwd;

Gelet op zijn beslissing van 22 april 2025 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke overheidsopdracht voor verzekeringen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 juni 2025 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag, de gunningsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) en de te raadplegen ondernemers in het kader van de opdracht met als voorwerp “Aanstelling van een verzekeringsadviseur” (SCA-2025-S-015);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 juli 2025 om enerzijds de overheidsopdracht met nr. SCA-2025-S-015 “Aanstelling van een verzekeringsadviseur” niet te gunnen omdat er geen enkele offerte werd ingediend en anderzijds de procedure te herbeginnen;

Gelet op zijn beslissing van 16 september 2025 om kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 juni 2025 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "Aanstelling van een verzekeringsadviseur" (SCA-2025-S-017) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 35.000 € excl. BTW (BTW niet van toepassing) en dat het krediet voor de financiering van deze uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 050/122-02/25 van de gewone dienst van dienstjaar 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 augustus 2025 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp “Aanstelling van een verzekeringsadviseur” (SCA-2025-S-017) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 35.000 € excl. BTW (BTW niet van toepassing) en waarbij het krediet voor de financiering van deze uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 050/122-02/25 van de gewone dienst van dienstjaar 2025;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 augustus 2025 tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "Aanstelling van een verzekeringsadviseur" (SCA-2025-S-017) via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 35.000 € excl. BTW (BTW niet van toepassing) en dat het krediet voor de financiering van deze uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 050/122-02/25 van de gewone dienst van dienstjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

(VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2).

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment les articles 117 et 234 §1 relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 6°, a), 7° et 47 relatifs aux centrales d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu sa décision du 8 mars 2022 d'adhérer à la centrale d'achat de la Commission communautaire flamande (VGC) ayant pour objet : « Procédure ouverte pour la conclusion d'un accord cadre pour l'acquisition de collections de bibliothèques » (référence : VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7) ;

Considérant que cet accord-cadre a été conclu pour 4 ans et est arrivé à échéance le 14 octobre 2025 ;

Considérant que la Commission communautaire flamande (VGC) a relancé un marché public pour l'achat de collections de bibliothèques destinées aux bibliothèques publiques néerlandophones de Bruxelles sous forme d'une centrale d'achat ;

Vu le cahier des charges de l'accord-cadre VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2 et les rapports d'attribution ci-joints ;

Considérant que cet accord-cadre est divisé en 8 lots, attribués aux adjudicataires suivants :

- Lot 1 : Livres de fiction pour adultes en néerlandais : Passa Porta Bookshop SRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;

- Lot 2 : Livres de fiction pour jeunes en néerlandais : Passa Porta Bookshop SRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;

- Lot 3 : Livres de non-fiction pour adultes en néerlandais : Standaard Boekhandel S.A. (0426.396.954), Industriepark-Noord 28 Boîte A à 9100 Sint-Niklaas ;

- Lot 4 : Livres de non-fiction pour jeunes en néerlandais : Passa Porta Bookshop SRL (0871.759.190), Rue Antoine Dansaert 46 à 1000 Bruxelles ;

- Lot 5 : Livres en anglais : Standaard Boekhandel S.A. (0426.396.954), Industriepark-Noord 28 Boîte A à 9100 Sint-Niklaas ;

- Lot 6 : Bandes dessinées, romans graphiques et mangas (jeunes et adultes) : De Poort SRL (0518.930.402), Nederkouter 137 à 9000 Gent ;

- Lot 7 : Journaux et magazines (nationaux et internationaux) : ILGE Subscription Management SRL (0598.797.529), Grotehoedstraat 32 à 2018 Antwerpen ;

- Lot 8 : Matériel audiovisuel (DVD, Blu-ray, CD et jeux) : MEDIO SRL (0457.645.406), Leuvensesteenweg 286 à 3190 Boortmeerbeek ;

Considérant que cet accord-cadre a été conclu pour 4 ans et vient à échéance le 15 octobre 2029 ;

Vu la volonté de la bibliothèque communale néerlandophone d'adhérer à cette centrale d'achat ;

Considérant que le montant estimé des commandes s'élève à 20 000 euros TVA comprise par an soit 80 000 euros TVA comprise pour 4 ans ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7672/744-98/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire et 7672/124-02/53 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription aux mêmes articles budgétaires pour les exercices 2026 à 2029 ;

DECIDE :

Art 1 : D'adhérer à la centrale d'achat de la Commission communautaire flamande (VGC) pour l'achat de collections de bibliothèques destinées aux bibliothèques publiques néerlandophones de Bruxelles (référence : VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2) ;

Art 2 : De financer ces dépenses par les crédits inscrits aux articles budgétaires 7672/744-98/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire et 7672/124-02/53 du service ordinaire de l'exercice 2025 ;

Art 3 : De solliciter les crédits permettant de financer ces dépenses aux articles budgétaires 7672/124-02/53 du service ordinaire et 7672/744-98/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire des exercices 2026 à 2029.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Aansluiting bij de aankoopcentrale van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) met betrekking tot het sluiten van een raamovereenkomst voor de aankoop van collecties voor de Nederlandstalige openbare bibliotheken van Brussel (VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 117 en 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, met name artikel 2, 6°, a), 7° en 47 betreffende de aankoopcentrales;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van 8 maart 2022 om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) met als voorwerp: "Openbare procedure voor het sluiten van een raamovereenkomst inzake de aankoop van bibliotheekcollecties" (referentie: VGC2021/DFBA/Aankoop/MDC/7);

Overwegende dat deze raamovereenkomst voor 4 jaar werd gesloten en op 14 oktober 2025 afliep;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) een nieuwe overheidsopdracht heeft

uitgeschreven voor de aankoop van collecties voor de Nederlandstalige openbare bibliotheken van Brussel in de vorm van een aankoopcentrale;

Gelet op het bestek van de raamovereenkomst GC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2 en de gunningsverslagen, als bijlage;

Overwegende dat deze raamovereenkomst in 8 percelen is verdeeld, die aan de volgende opdrachtnemers zijn gegund:

- Perceel 1: Fictieboeken voor volwassenen in het Nederlands: Passa Porta Bookshop bv (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 2: Fictieboeken voor de jeugd in het Nederlands: Passa Porta Bookshop bv (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 3: Non-fictieboeken voor volwassenen in het Nederlands: Standaard Boekhandel nv (0426.396.954), Industriepark-Noord 28 bus A - 9100 Sint-Niklaas;
- Perceel 4: Non-fictieboeken voor de jeugd in het Nederlands: Passa Porta Bookshop bv (0871.759.190), Antoine Dansaertstraat 46 - 1000 Brussel;
- Perceel 5: Boeken in het Engels: Standaard Boekhandel nv (0426.396.954), Industriepark-Noord 28 bus A - 9100 Sint-Niklaas;
- Perceel 6: Stripverhalen, graphic novels en manga's (jeugd en volwassenen): De Poort bv (0518.930.402), Nederkouter 137 - 9000 Gent;
- Perceel 7: Dagbladen en tijdschriften (nationale en internationale): ILGE Subscription Management bv (0598.797.529), Grotehondstraat 32 - 2018 Antwerpen;
- Perceel 8: Audiovisueel materiaal (dvd, blue-ray, cd en spelletjes): MEDIO bv (0457.645.406), Leuvensesteenweg 286 - 3190 Boortmeerbeek;

Overwegende dat deze raamovereenkomst voor 4 jaar werd gesloten en afloopt op 15 oktober 2029;

Gelet op het voornemen van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek om toe te treden tot deze aankoopcentrale;

Overwegende dat het geraamde jaarlijkse bedrag van de bestellingen 20.000 euro incl. btw bedraagt, zijnde 80.000,00 euro incl. btw voor 4 jaar;

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikelen 7672/744-98/53 (financiering door lening) van de buitengewone dienst en 7672/124-02/53 van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving op dezelfde begrotingsartikelen voor begrotingsjaren 2026 tot 2029;

BESLIST:

Art. 1: Aan te sluiten bij de aankoopcentrale van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor de aankoop van collecties voor de Nederlandstalige openbare bibliotheken van Brussel (referentie: VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2);

Art. 2: Deze uitgaven te financieren door de kredieten opgenomen in begrotingsartikelen 7672/744-98/53 (financiering door lening) van de buitengewone dienst en 7672/124-02/53 van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Art. 3: Te verzoeken om de kredieten ter financiering van deze uitgaven in begrotingsartikelen 7672/124-02/53 van de gewone dienst en 7672/744-98/53 (financiering door lening) van de

buitengewone dienst voor de begrotingsjaren 2026 tot 2029.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

12 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Réaménagement de la dalle Albert (phase 2) – Avenue Besme 129-131 / Chaussée d’Alsemberg – Marché de travaux – 2024-CQDA-01 – Commande de la tranche conditionnelle – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 30 octobre 2025 :

« De commander la tranche conditionnelle à l’entreprise Bruggeman-Maes BV, Ellermanstraat 14 à 2060 Antwerpen ;

De demander à l’entreprise Bruggeman-Maes BV d’exécuter une partie de la tranche conditionnelle pour le montant estimé de 141.555,76 € HTVA soit 171.282,47 € TVAC, soit 162.789,12 € donc 196.974,84 € TVAC (15% d’imprévus et révision de prix inclus) ;

De demander à l’entrepreneur d’exécuter le solde de la tranche conditionnelle moyennant l’obtention d’un subside complémentaire et de le commander avant décembre 2026.

D’inscrire cette dépense à l’article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2025 ;

De financer la dépense précitée à 100% par un subside de Bruxelles Mobilité ;

D’en informer le Conseil lors de sa prochaine séance. »

DECIDE :

En application des articles 234 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 octobre 2025 décidant de commander la tranche conditionnelle à l’entreprise Bruggeman-Maes BV, Ellermanstraat 14 à 2060 Antwerpen ;

De demander à l’entreprise Bruggeman-Maes BV d’exécuter une partie de la tranche conditionnelle pour le montant estimé de 141.555,76 € HTVA soit 171.282,47 € TVAC soit 162.789,12 € soit 196.974,84 € TVAC (15% d’imprévus et révision de prix) ;

De demander à l’entrepreneur d’exécuter le solde de la tranche conditionnelle moyennant l’obtention d’un subside complémentaire et de le commander avant décembre 2026 ;

D'inscrire cette dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

De financer la dépense précitée à 100% par un subsidie de Bruxelles Mobilité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Heraanleg van de Albert-dalle (fase 2) – Besmelaan 129-131 / Alsebergsesteenweg – Opdracht voor aanneming van werken – 2024-CQDA-01 – Bestelling van het voorwaardelijk gedeelte – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 om:

"Het voorwaardelijk gedeelte te bestellen bij de firma Bruggeman-Maes bv, Ellermanstraat 14 te 2060 Antwerpen;

De firma Bruggeman-Maes bv te verzoeken een deel van het voorwaardelijk gedeelte uit te voeren voor het geraamde bedrag van 141.555,76 € excl. btw of 171.282,47 € incl. btw, of 162.789,12 € dus 196.974,84 € incl. btw (15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening inbegrepen);

De aannemer te verzoeken de rest van het voorwaardelijk gedeelte uit te voeren mits het verkrijgen van een aanvullende subsidie en dit vóór december 2026 te bestellen;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

De voornoemde uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van Brussel Mobiliteit;

De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting."

BESLIST :

Overeenkomstig artikel 234 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 oktober 2025 tot bestelling van het voorwaardelijk gedeelte bij de firma Bruggeman-Maes bv, Ellermanstraat 14 te 2060 Antwerpen;

De firma Bruggeman-Maes bv te verzoeken een deel van het voorwaardelijk gedeelte uit te voeren voor het geraamde bedrag van 141.555,76 € excl. btw of 171.282,47 € incl. btw of 162.789,12 € of 196.974,84 € incl. btw (15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening);

De aannemer te verzoeken de rest van het voorwaardelijk gedeelte uit te voeren mits het verkrijgen van een aanvullende subsidie en dit vóór december 2026 te bestellen;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

De voornoemde uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van Brussel Mobiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

13 Propriétés communales - Asbl communale « Forest, centre culturel » - Solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2025 - Comptes de l'année 2024 - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la convention entre la commune de Forest et l'asbl communale « Forest, centre culturel », approuvée par décision du conseil communal en sa séance du 24 juin 2008, devenue exécutoire suivant lettre datée du 14 août 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, et signée en date du 25 août 2008 ; en son article IV, cette convention prévoit que le versement du solde des subsides de fonctionnement et de personnel se fera, e.a. sur présentation des comptes et bilan de l'année précédente ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la demande de l'asbl communale « Forest, centre culturel » sollicitant, via sa déclaration de créance du 06 janvier 2025, la liquidation par la commune du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2025 ; que cette déclaration était accompagnée de justificatifs, dont les comptes de l'année 2024 et le rapport du réviseur (Groupe Audit Belgium) au Conseil d'administration (voir documents joints au dossier)

DECIDE :

En vue de la liquidation du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2025 à l'asbl communale « Forest, centre culturel », de prendre acte de ses comptes annuels pour l'année 2024 (voir documents joints au dossier), tels que approuvés par son assemblée générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel" - Saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2025 - Rekeningen van het jaar 2024 - Aktename.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel", aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2008, uitvoerbaar verklaard bij brief d.d. 14 augustus 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en ondertekend op 25 augustus 2008; in haar artikel IV voorziet deze overeenkomst dat de overschrijving van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies o.a. gebeurt na voorlegging van de rekeningen en balans van het voorgaande jaar;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op het toekennen en aanwenden van

bepaalde toelagen;

Gelet op het verzoek van de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, via haar schuldvordering van 06 januari 2025, om de uitbetaling door de gemeente van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2025; dat deze verklaring gestaafd werd door documenten (gevoegd bij het dossier), waaronder de rekeningen van het jaar 2024 en het verslag van de revisor (Groupe Audit Belgium) aan de beheerraad

BESLIST:

Met het oog op de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2025 aan de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, akte te nemen van haar jaarrekeningen 2024 (gevoegd bij het dossier), zoals die aangenomen werden door haar algemene vergadering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

14 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Festivités – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d’informatique pour la Région bruxelloise et l’Administration communale de Forest, basée sur l’article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l’article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L’Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l’attribution et à l’exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l’autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires ;

Il s’agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l’acquisition et l’installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l’année 2025 ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder à l’acquisition de matériel informatique/téléphonique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Smartphone	318,81 €	IRISNET
TOTAL		318,81 €	
TOTAL + TVA		385,75 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques/téléphonique à l'article 763/744-98/67 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23/10/2025: De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme IRISNET ; D'inscrire la dépense de 385,75 € (TVAC) à l'article 763/744-98/67 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique et téléphonique ; De financer la dépense à l'article 763/744-98/67 par un emprunt ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/10/2025:

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme IRISNET ;

D'inscrire la dépense de 385,75 € (TVAC) à l'article 763/744-98/67 du service extraordinaire du budget 2025 pour acquisition de matériel informatique et téléphonique ;

De financer la dépense à l'article 763/744-98/67 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Festiviteiten – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2025;

Overwegende dat er informatica-/telefoniemateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst FESTIVITEITEN 763/744-98/67

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Smartphone	318,81 €	IRISNET
TOTAAL		318,81 €	
TOTAAL incl. btw		385,75 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-/telefoon aankopen op artikel 763/744-98/67 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/10/2025: PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma IRISNET; De uitgave van 385,75 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 763/744-98/67 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal; De uitgave op artikel 763/744-98/67 te financieren door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23/10/2025:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma IRISNET;

De uitgave van 385,75 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 763/744-98/67 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

De uitgave op artikel 763/744-98/67 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

15 **Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Informatique – Affaires Générales – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les

conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires ;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2025 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique/téléphonique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
50	Fiber cable 1m	222,50 €	BECHTLE
50	Fiber cable 2m	237,50 €	BECHTLE
1	Licences Jamf	24,00 €	ECONOCOM
1	iPad 11	558,76 €	ECONOCOM
50	HP Docking	4.800,00 €	ECONOCOM
80	HP EliteBook Intel 600 G11	68.800,00 €	ECONOCOM
80	Power Adapter	2.272,00	ECONOCOM
12	HP Monitor	2.745,60 €	ECONOCOM
8	HP Monitor	2.453,60 €	ECONOCOM
75	Casque Jabra	2.922,75 €	BECHTLE
TOTAL		85.036,71 €	
TOTAL + TVA + Paradigm (3%)		105.981,50 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques/téléphonique à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Pour le service des AFFAIRES GENERALES 104/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
3	HP AIO ProOne 440 G9 All-In-One	2.595,00 €	ECONOCOM
TOTAL		2.595,00 €	
TOTAL + TVA + Paradigm (3%)		3.234,15 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques/téléphonique à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23/10/2025: De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Bechtle et Econocom ; D'inscrire les dépense de

105.981,50 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 et de 3.234,15 € (TVAC) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ; De financer les dépenses aux articles 139/742-53/15 et 104/742-53/15 par un emprunt ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23/10/2025:

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes Bechtle et Econocom ;

D'inscrire les dépenses de 105.981,50 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 et de 3.234,15 € (TVAC) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2025 pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique ;

De financer les dépenses aux articles 139/742-53/15 et 104/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Informatica – Algemene Zaken – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2025;

Overwegende dat er informatica-/telefoniemateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
50	Fiber cable 1m	222,50 €	BECHTLE
50	Fiber cable 2 m	237,50 €	BECHTLE

1	Licenties Jamf	24,00 €	ECONOCOM
1	iPad 11	558,76 €	ECONOCOM
50	HP Docking	4.800,00 €	ECONOCOM
80	HP EliteBook Intel 600 G11	68.800,00 €	ECONOCOM
80	Power Adapter	2.272,00	ECONOCOM
12	HP Monitor	2.745,60 €	ECONOCOM
8	HP Monitor	2.453,60 €	ECONOCOM
75	Headset Jabra	2.922,75 €	BECHTLE
TOTAAL		85.036,71 €	
TOTAAL + btw + Paradigm (3%)		105.981,50 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-/telefonieaankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Voor de dienst ALGEMENE ZAKEN 104/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
3	HP AIO ProOne 440 G9 All-In-One	2.595,00 €	ECONOCOM
TOTAAL		2.595,00 €	
TOTAAL + btw + Paradigm (3%)		3.234,15 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-/telefonieaankopen op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025: PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Bechtle en Econocom; De uitgave van 105.981,50 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 en van 3.234,15 € (incl. btw) op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal; De uitgaven te financieren op artikelen 139/742-53/15 en 104/742-53/15 door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Bechtle en Econocom;

De uitgave van 105.981,50 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 en van 3.234,15 € (incl. btw) op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2025 voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal;

De uitgaven te financieren op artikelen 139/742-53/15 en 104/742-53/15 door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

16 **Instruction publique – Cantines scolaires des écoles communales de Forest – Convention de don alimentaire entre l'Administration communale et l'asbl LOCO – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Considérant que l'organisation des repas chauds dans les écoles communales forestoises engendre inévitablement du gaspillage alimentaire ;

Considérant que l'asbl Logistique Collaborative (LOCO) a mené une analyse du gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires des établissements de la commune de Forest et a évalué les volumes de denrées encore consommables susceptibles d'être récupérées (voir compte rendu en pièce-jointe) ;

Considérant que l'asbl LOCO propose de récupérer les denrées alimentaires dans le cadre de la valorisation alimentaire à des fins caritatives et sociales ;

Considérant qu'une phase test a eu lieu dans les écoles communales forestoises et qu'elle permet d'établir la faisabilité des conditions de récupération alimentaires ;

Considérant que la convention prévoit que « la responsabilité du Donateur ne peut, en aucun cas être engagée du fait de l'utilisation et de la consommation des Produits par des tiers » ;

Considérant la convention prévoit que « le bénéficiaire prend à sa charge la responsabilité et tous les frais des opérations d'enlèvement, de chargement et d'arrimage, de transport vers le centre de distribution » ;

DECIDE :

D'approuver la convention de don alimentaire entre l'Administration communale de Forest et l'asbl Logistique Collaborative.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Schoolrefters van de gemeentescholen in Vorst – Overeenkomst voor voedseldonaties tussen het Gemeentebestuur en de vzw LOCO – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het organiseren van warme maaltijden in de Vorstse gemeentescholen onvermijdelijk leidt tot voedselverspilling;

Overwegende dat de vzw Logistique Collaborative (LoCo) een analyse heeft uitgevoerd van de voedselverspilling in de schoolrefters van de scholen in de gemeente Vorst en een raming heeft gemaakt van de hoeveelheden nog consumeerbare voedingsmiddelen die kunnen worden

gerecupereerd (zie bijgevoegd verslag);

Overwegende dat de vzw LoCo voorstelt de voedingsmiddelen te recupereren in het kader van de voedselverwerking voor liefdadigheids- en sociale doeleinden;

Overwegende dat er een testfase heeft plaatsgevonden in de Vorstse gemeentescholen en dat deze fase het mogelijk maakt om de haalbaarheid van de voorwaarden voor het recupereren van voedsel vast te stellen;

Overwegende dat in de overeenkomst wordt bepaald dat de donateur in geen geval aansprakelijk kan worden gesteld voor het gebruik en de consumptie van de producten door derden;

Overwegende dat in de overeenkomst wordt bepaald dat de begunstigde de verantwoordelijkheid en alle kosten draagt van het afhalen, laden en vastmaken, en het vervoer naar het distributiecentrum;

BESLIST :

De overeenkomst voor voedseldonaties tussen het Gemeentebestuur van Vorst en de vzw LoCo goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Question de Mr PEYCKER :

Je me réjouis de voir une initiative concrète qui réduit le gaspillage tout en renforçant la solidarité. Ce partenariat entre nos écoles et l'ASBL Loco montre qu'on peut faire simple, utile et juste.

Deux questions, pour mesurer pleinement la portée du dispositif :

– Dispose-t-on d'informations sur une éventuelle collaboration de l'ASBL Loco avec les associations d'aide à Forest ?

– Sait-on si l'expérience a vocation à s'élargir, par exemple aux écoles du libre implantées sur notre territoire, ou même aux repas préparés dans nos établissements comme le home du Val des Roses ?

Réponse de Mme PÈRE :

Concernant une éventuelle collaboration de l'ASBL Loco avec les associations d'aide à Forest, je pense qu'ils travaillent essentiellement avec les Restos du cœur. Je vais me renseigner pour savoir s'ils travaillent avec d'autres associations.

Concernant l'élargissement aux écoles du libre, il appartient à leurs PO de contacter l'ASBL si elles souhaitent participer.

Réponse de Mme DE LAVELEYE :

Concernant le CPAS, nous avons un marché public qui concerne la cuisine. Quand celui-ci arrivera à terme, nous lancerons un nouveau marché qui sera ouvert à tous les prestataires possibles.

Vraag van de heer PEYCKER :

Ik ben verheugd over dit concrete initiatief dat verspilling tegengaat en tegelijkertijd de solidariteit versterkt. Deze samenwerking tussen onze scholen en de vzw Loco laat zien dat het mogelijk is om zaken op een eenvoudige, nuttige en rechtvaardige manier te doen.

Twee vragen om de reikwijdte van het initiatief volledig te kunnen inschatten:

- Is er informatie beschikbaar over een mogelijke samenwerking tussen de vzw Loco en de hulporganisaties in Vorst?
- Is bekend of het experiment zal worden uitgebreid, bijvoorbeeld naar scholen van het vrij onderwijs in onze gemeente of zelfs naar maaltijden bereid in onze voorzieningen, zoals rusthuis Val des Roses?

Antwoord van mevrouw PÈRE

Wat betreft een mogelijke samenwerking tussen de vzw Loco en de hulporganisaties in Vorst, denk ik dat ze voornamelijk samenwerken met de Restos du Cœur. Ik ga navragen of ze ook met andere organisaties samenwerken.

Wat betreft de uitbreiding naar scholen van het vrij onderwijs is het aan hun inrichtende macht om contact op te nemen met de vzw als ze willen deelnemen.

Antwoord van mevrouw DE LAVELEYE

Wat het OCMW betreft hebben we een overheidsopdracht voor gerechten. Als die afloopt, zullen we een nieuwe opdracht uitschrijven die openstaat voor alle mogelijke dienstverleners.

1 annexe / 1 bijlage

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 27bis définissant le Collège des Bourgmestres et Echevins comme Pouvoir Organisateur dans l'enseignement organisé par les villes et les communes ;

Vu l'article 56 §1 er et §2 du Décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu la décision du Conseil communal du 8 juillet 2025 d'autoriser la publication de l'appel à candidature au poste de direction de l'école fondamentale ordinaire Arc-en-ciel ;

Considérant que le poste est vacant ;

Considérant qu'à l'issue de l'examen oral organisé le mercredi 10 septembre 2025, le jury a décidé de sélectionner la candidate Madame Audrey Guillaume ;

Considérant le rapport de la commission de sélection chargée de l'évaluation des candidats, repris en annexe ;

DECIDE :

D'approuver le rapport de la commission de sélection chargée de l'évaluation des candidats, repris en annexe ;

De désigner Madame Audrey Guillaume au poste de direction de l'école fondamentale ordinaire Arc-en-ciel ;

D'acter que l'admission au stage débute avec effet rétroactif le 11 septembre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Selectieproef voor de directie – School Arc-en-ciel – Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid artikel 27bis waarin het College van Burgemeester en Schepenen wordt aangewezen als inrichtende macht voor het onderwijs dat wordt georganiseerd door de steden en gemeenten;

Gelet op artikel 56 §1 en §2 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 8 juli 2025 om toestemming te verlenen voor de publicatie van de oproep tot kandidaatstelling voor de functie van directeur van de school voor gewoon basisonderwijs Arc-en-ciel;

Overwegende dat de betrekking vacant is;

Overwegende dat na afloop van het mondeling examen op woensdag 10 september 2025 de jury heeft beslist de kandidate Audrey Guillaume te selecteren;

Overwegende het verslag van de selectiecommissie die belast is met de evaluatie van de kandidaten,

als bijlage;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van de selectiecommissie die belast is met de evaluatie van de kandidaten, als bijlage;

Mevrouw Audrey Guillaume aan te stellen als directrice van de school voor gewoon basisonderwijs Arc-en-ciel;

De toelating tot de stage te laten ingaan met terugwerkende kracht op 11 september 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

18 Marchés publics - Cellule Investissements - Ecole De Puzzel : construction d'une nouvelle école (site Divercity) - Installation câblage informatique - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires. Il s'agit notamment des marchés publics suivants :- Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'installation de câblages informatiques dans la nouvelle école « De Puzzel » (site Divercity) pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à une société externe spécialisée pour procéder à ces interventions techniques ;

Considérant que le catalogue de services à valeur ajoutée d'IRISNET propose des services d'installation et livraison de câblages informatiques en la matière, via la société MD Technology ;

Vu l'offre de prix ci-jointe du 13 juin 2025 de la société IRISNET pour l'installation de câblages informatiques sur le réseau de la commune pour un montant de € 3.017,60 hors TVA ou € 3.651,30, 21% de TVA comprise (Frais fixes) ;

Considérant que les « services récurrents » mentionnés dans l'offre seront facturés après l'activation et seront pris en charge par le service IT de la commune ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 octobre 2025 faisant choix, dans le cadre du marché «Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity) – Installation câblage informatique», de désigner IRISNET pour l'installation de câblages informatiques dont le paiement des travaux sera établi sur production de la facture de la firme MD Technology, d'inscrire la dépense de € 3.651,30 TVAC à l'article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financer la dépense par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 octobre 2025 faisant choix, dans le cadre du marché «Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity) - Installation câblage informatique», de désigner IRISNET pour l'installation de câblages informatiques dont le paiement des travaux sera établi sur production de la facture de la firme MD Technology, d'inscrire la dépense de € 3.651,30 TVAC à l'article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Cel Investerings – School De Puzzel: bouw van een nieuwe school (site Divercity) – Installatie informaticabekabeling – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.” Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:- De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie

van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de plaatsing van informaticabekabeling in het nieuwe schoolgebouw van "De Puzzel" (site Divercity) voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Overwegende dat het er een beroep gedaan moet worden op een gespecialiseerde externe firma om deze technische interventies uit te voeren;

Overwegende dat de catalogus van diensten met toegevoegde waarde van IRISNET de installatie en de levering van de informaticabekabeling in kwestie aanbiedt, via de firma MD Technology;

Gelet op de bijgevoegde prijsofferte van 13 juni 2025 van de firma IRISNET voor de installatie van informaticabekabeling op het netwerk van de gemeente, voor een bedrag van 3.017,60 € excl. BTW of 3.651,30 € incl. 21% BTW (vaste kosten);

Overwegende dat de in de offerte vermelde 'weerkerende diensten' na activering zullen worden gefactureerd en ten laste genomen door de Informaticadiens van de gemeente;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om, in het kader van de opdracht "School De Puzzel: bouw van een nieuwe school (site Divercity) – Installatie van informaticabekabeling" IRISNET aan te stellen voor de plaatsing van informaticabekabeling waarvoor de betaling van de werken gevestigd zal worden op voorlegging van de factuur van de firma MD Technology, de uitgave van 3.651,30 € incl. BTW in te schrijven op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025 en de uitgave te financieren door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 oktober 2025 om, in het kader van de opdracht "School De Puzzel: bouw van een nieuwe school (site Divercity) – Installatie van informaticabekabeling" IRISNET aan te stellen voor de plaatsing van informaticabekabeling waarvoor de betaling van de werken gevestigd zal worden op voorlegging van de factuur van de firma MD Technology, de uitgave van 3.651,30 € incl. BTW in te schrijven op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2025 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

19 **Marchés Publics – 2016-T-004 – Lot 2 : Rénovation de l'École du Vignoble – Approbation de la convention transactionnelle de fin de chantier entre la Commune de Forest et La S.A. Ets Malice.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code Civil belge, notamment les articles 2044 - 2058 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1 décembre 2016 relative à l'attribution du marché de rénovation de sanitaires 2016-T-004, Lot 2 : Ecole du Vignoble à la S.A. ETS MALICE, 1120 Bruxelles, avenue de Marly, 15;

Considérant le différend qui opposait La Commune de Forest et la S.A. ETS MALICE dans le cadre de l'exécution du marché concerné ;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de convention transactionnelle de fin de chantier de rénovation de sanitaires, Lot 2 : Ecole du Vignoble 2016-T-004 en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

Considérant qu'afin de régler définitivement le différend juridique, il a été convenu que la commune de Forest renonce à réclamer à MALICE une quelconque prestation complémentaire, une quelconque pénalité, une quelconque indemnisation ou une contestation, par voie judiciaire ou autre et s'engage à payer ultérieurement à l'approbation de la convention un montant de 27.324,15 € TVAC € relatif à l'état d'avancement 4 - état final pour solde de tout compte et qu'en contrepartie la S.A. ETS MALICE s'engage à renoncer à réclamer un quelconque montant supplémentaire à la Commune de Forest à élever toute contestation, par voie judiciaire ou autre, relative au marché public de rénovation de sanitaires, Lot 2 : Ecole du Vignoble 2016-T-004 ;

Considérant que le crédit permettant la dépense de 27.324,15 € TVAC de l'état d'avancement final est inscrit à l'article reporté 7201/724-60/2016/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 (BC 2016/0277)

DECIDE :

Art.1 : D'approuver la convention transactionnelle de fin de chantier, avec la S.A. ETS MALICE, 1120 Bruxelles, avenue de Marly, 15 et concernant le marché de rénovation de sanitaires 2016-T-004, Lot 2 : Ecole du Vignoble, annexée à la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2016-T-004 – Perceel 2: Renovatie school Le Vignoble – Goedkeuring van de dadingsovereenkomst betreffende het einde van de werken tussen de Gemeente Vorst en nv Ets Malice.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 2044 - 2058;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 1 december 2016 betreffende de gunning van de opdracht voor renovatie van de sanitaire voorzieningen 2016-T-004, Perceel 2: School Le Vignoble aan nv ETS MALICE, Marlylaan 15 in 1120 Brussel;

Overwegende het geschil tussen de Gemeente Vorst en nv ETS MALICE in het kader van de uitvoering van de betrokken opdracht;

Overwegende dat de partijen hebben besloten er in onderling overleg een einde aan te maken door middel van een dadingsovereenkomst voor de beëindiging van de renovatie van het sanitair (Perceel 2: school Le Vignoble 2016-T-004), overeenkomstig de artikelen 2044 tot en met 2058 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat, om het juridisch geschil definitief te beslechten, is overeengekomen dat de

Gemeente Vorst afziet van haar recht om van MALICE enige bijkomende dienst, boete, schadevergoeding of betwisting te eisen, langs gerechtelijke of andere weg, en zich ertoe verbindt om, na goedkeuring van de overeenkomst, een bedrag van 27.324,15 € incl. btw te betalen met betrekking tot de vorderingsstaat 4 - eindvorderingsstaat voor het saldo van alle rekeningen, en dat nv ETS MALICE zich er op haar beurt toe verbindt geen enkel bijkomend bedrag van de Gemeente Vorst te vorderen en geen enkel geschil aanhangig te maken, langs gerechtelijke of andere weg, met betrekking tot de overheidsopdracht voor de renovatie van het sanitair (Perceel 2: School Le Vignoble 2016-T-004);

Overwegende dat het krediet dat de uitgave van 27.324,15 € incl. btw van de eindvorderingsstaat mogelijk maakt, is opgenomen in overgedragen artikel 7201/724-60/2016/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2025 (BC 2016/0277)

BESLIST:

Art.1: De dadingsovereenkomst voor het einde van de werken goed te keuren met de nv ETS MALICE, Marlylaan 15, 1120 Brussel, betreffende de opdracht voor de renovatie van het sanitair 2016-T-004, Perceel 2: School Le Vignoble, die als bijlage gaat en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20 **Marchés publics – 2018-S-038 – Stade Bertelson et environs : Etude de faisabilité et mission d’auteur de projet (marché à tranches) – Tranche conditionnelle n°2: mission d’auteur de projet – Approbation et engagement du solde d’honoraires d’architecte – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 31 décembre 2018 relative à l'attribution du marché “Stade Bertelson et environs : Etude de faisabilité et mission d’auteur de projet (marché à tranches)” à Groupement SKOPE-ARCADIS, Rue des Vétérinaires, 42A à 1070 Bruxelles (Anderlecht), pour le montant d’offre contrôlé de € 114.878,09 HTVA ou € 139.002,50, 21% TVA soit € 150.000 21% TVA et révision des prix comprises pour la tranche ferme et pour un pourcentage d’honoraires de 5,22 % pour la tranche conditionnelle n°1 (avant-projet et permis d’urbanisme) et

pour un pourcentage d'honoraires de 6,38 % pour la tranche conditionnelle n°2 (mission d'auteur de projet) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 29 décembre 2023 de donner l'ordre à l'adjudicataire Groupement SKOPE-ARCADIS de Bruxelles (Anderlecht) d'exécuter la tranche de marché "tranche conditionnelle n°2: mission d'auteur de projet" du marché "Stade Bertelson et environs : Etude de faisabilité et mission d'auteur de projet (marché à tranches)" pour le montant de € 142.842,98 HTVA ou € 172.840,01, 21% TVA comprise et l'approbation des honoraires correspondant à l'établissement du dossier d'exécution et l'analyse des offres pour un montant de € 53.566,12 HTVA ou € 64.815, 21% TVA comprise ;

Considérant que le permis d'urbanisme pour la première phase des travaux a été octroyé en décembre 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 12 décembre 2024 relative à l'attribution du marché des travaux 2024-T-017 « Bertelson – réaménagement du stade » à la société Lesuco ;

Considérant que les travaux démarrent en novembre 2025 ;

Considérant donc que le solde d'honoraires pour la tranche conditionnelle n°2 correspondant au suivi du chantier, la collaboration à la réception provisoire et définitive s'élève à € 89.276,86 HTVA ou € 108.025, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant la dépense est inscrit à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 23 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'engagement du solde d'honoraires d'architecte de Groupement SKOPE-ARCADIS de Bruxelles (Anderlecht) du marché «2018-S-038 – Stade Bertelson et environs : Etude de faisabilité et mission d'auteur de projet (marché à tranches) – Tranche conditionnelle n°2: mission d'auteur de projet » pour le montant de € 89.276,86 HTVA ou € 108.025, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 23 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'engagement du solde d'honoraires d'architecte de Groupement SKOPE-ARCADIS de Bruxelles (Anderlecht) du marché « 2018-S-038 – Stade Bertelson et environs : Etude de faisabilité et mission d'auteur de projet (marché à tranches) – Tranche conditionnelle n°2: mission d'auteur de projet » pour le montant de € 89.276,86 HTVA ou € 108.025, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2018-S-038 – Bertelsonstadion en omgeving: Haalbaarheidsstudie en opdracht van projectontwerper (opdracht in gedeelten) – Voorwaardelijk gedeelte nr. 2: opdracht van projectontwerper – Goedkeuring en vastlegging van het saldo van de honoraria van de architect – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 betreffende de gunning van de opdracht "Bertelsonstadion en omgeving: Haalbaarheidsstudie en opdracht van projectontwerper (opdracht in gedeelten) aan de groep SKOPE-ARCADIS, Veeartsenstraat 42A in 1070 Brussel (Anderlecht), voor het gecontroleerde offertebedrag van 114.878,09 euro excl. BTW of 139.002,50 euro, incl. 21% BTW of 150.000 euro, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen, voor het vaste gedeelte en voor een percentage van honoraria van 5,22% voor het voorwaardelijke gedeelte nr. 1 (voorontwerp en stedenbouwkundige vergunning) en voor een percentage van honoraria van 6,38% voor het voorwaardelijke gedeelte nr. 2 (opdracht projectontwerper);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 december 2023 om de opdrachtnemer Groep SKOPE-ARCADIS uit Brussel (Anderlecht) opdracht te geven tot uitvoering van het gedeelte van de opdracht "voorwaardelijk gedeelte nr. 2: opdracht van projectontwerper" van de opdracht "Bertelsonstadion en omgeving: Haalbaarheidsstudie en opdracht van projectontwerper (opdracht in gedeelten)" voor een bedrag van 142.842,98 euro excl. BTW of 172.840,01 euro, incl. 21% BTW, en de goedkeuring van de honoraria voor het opstellen van het uitvoeringsdossier en de analyse van de offertes voor een bedrag van 53.566,12 euro excl. BTW of 64.815 euro, incl. 21% BTW;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning voor de eerste fase van de werken in december 2024 werd toegekend;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 december 2024 betreffende de gunning van de opdracht voor werken 2024-T-017 "Bertelson – herinrichting van het stadion" aan de firma Lesuco;

Overwegende dat de werken in november 2025 van start gaan;

Overwegende dat het saldo van de honoraria voor het voorwaardelijk gedeelte nr. 2, dat betrekking heeft op de opvolging van de werkzaamheden en de medewerking aan de voorlopige en definitieve oplevering, 89.276,86 euro excl. BTW of 108.025 euro incl. 21% BTW bedraagt;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave ingeschreven is op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van de vastlegging van het saldo van de honoraria van architect van de groep SKOPE-ARCADIS uit Brussel (Anderlecht) van de opdracht "2018-S-038 – Bertelsonstadion en omgeving: Haalbaarheidsstudie en opdracht van projectontwerper (opdracht in gedeelten) – Voorwaardelijk gedeelte nr. 2: opdracht van projectontwerper" voor een bedrag van 89.276,86 euro excl. BTW of 108.025 euro incl. 21% BTW, ingeschreven op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 tot goedkeuring van de vastlegging van het saldo van de honoraria van architect van de groep SKOPE-ARCADIS uit Brussel (Anderlecht) van de opdracht "2018-S-038 – Bertelsonstadion en omgeving: Haalbaarheidsstudie en opdracht van projectontwerper (opdracht in gedeelten) – Voorwaardelijk gedeelte nr. 2: opdracht van projectontwerper" voor een bedrag van 89.276,86 euro excl. BTW of 108.025 euro incl. 21% BTW, ingeschreven op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

21 **Marchés publics – MP-2024-T-017 - Bertelson : réaménagement du stade – Affermissement de la tranche conditionnelle "Réalisation d'équipements d'athlétisme, d'éclairage, de ferronneries et d'une partie des gradins en béton" – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 236 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 12 décembre 2024 relative à l'attribution du marché "Bertelson : réaménagement du stade" à Lesuco, Rue des Praules, 11 à 5030 Gembloux pour le montant d'offre contrôlé de € 3.483.914,11 hors TVA ou € 4.215.536,07, 21% TVA comprise. Le montant d'attribution est réparti comme suit :

* Tranche ferme : Travaux de réaménagement hors équipements d'athlétisme, éclairage, ferronneries et une partie des gradins en béton

Montant d'attribution : € 2.624.571,42 hors TVA ou € 3.175.731,42, 21% TVA comprise, soit € 3.493.304,56 TVA et révision des prix comprises ;

* Tranche conditionnelle : Réalisation d'équipements d'athlétisme, d'éclairage, de ferronneries et d'une partie des gradins en béton

Montant d'attribution : € 859.342,69 hors TVA ou € 1.039.804,65, 21% TVA comprise, soit

€ 1.143.785,12 TVA et révision des prix comprises.

Considérant qu'il y a lieu d'exécuter la tranche de marché "Réalisation d'équipements d'athlétisme, d'éclairage, de ferronneries et d'une partie des gradins en béton" du marché susmentionné, dont le montant attribué s'élève à € 859.342,69 hors TVA ou € 1.039.804,65, 21% TVA comprise, soit € 1.143.785,12 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que pour cette tranche de marché, un cautionnement de € 42.970,00 doit être constitué ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que le mode de financement est un prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) d'un montant de € 1.143.809,14 (article de recette 764/665-52/64) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 octobre 2025 faisant choix d'affermir la tranche conditionnelle du marché «MP-2024-T-017 - Bertelson : réaménagement du stade»

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 octobre 2025 :

Art 1 : De donner l'ordre à l'adjudicataire Lesuco de Gembloux d'exécuter la tranche de marché "réalisation d'équipements d'athlétisme, d'éclairage, de ferronneries et d'une partie des gradins en béton" du marché "Bertelson : réaménagement du stade". Le montant d'affermissement de cette tranche s'élève à € 859.342,69 hors TVA ou € 1.039.804,65, 21% TVA comprise, soit € 1.143.785,12 TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De demander à l'adjudicataire Lesuco la constitution d'un cautionnement de € 42.970 ;

Art 3 : D'inscrire la dépense à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Art 4 : De financer la dépense par un prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communale (FRBRTC) d'un montant de € 1.143.809,14 (article de recette 764/665-52/64).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-017 – Bertelson: herinrichting van het stadion – Vastlegging van het voorwaardelijk gedeelte "Realisatie van atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes" – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 december 2024 betreffende de gunning van de opdracht "Bertelson: herinrichting van het stadion" aan Lesuco (rue des Praules 11 – 5030 Gembloux), voor het gecontroleerde offertebedrag van 3.483.914,11 euro excl. BTW of 4.215.536,07 euro, incl. 21 % BTW. Het gunningsbedrag wordt als volgt verdeeld:

* Vast gedeelte: Herinrichtingswerkzaamheden uitgezonderd atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes;

Gunningsbedrag: 2.624.571,42 euro excl. BTW of 3.175.731,42 euro incl. 21% BTW of 3.493.304,56 euro, BTW en prijssherziening inbegrepen;

* Voorwaardelijk gedeelte: Realisatie van atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes;

Gunningsbedrag: 859.342,69 euro excl. BTW of 1.039.804,65 euro incl. 21% BTW of 1.143.785,12 euro, BTW en prijssherziening inbegrepen;

Overwegende dat het gedeelte "Realisatie van atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes" van bovenvermelde opdracht moet worden uitgevoerd, waarvan het gegunde bedrag 859.342,69 euro excl. BTW of 1.039.804,65 euro, incl. 21% BTW, zijnde 1.143.785,12 euro, alle heffingen inbegrepen, bedraagt:

Overwegende dat voor dit opdrachtgedeelte een borgtocht van 42.970,00 euro moet worden gesteld;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) ten bedrage van 1.143.809,14 euro (artikel van ontvangst 764/665-52/64);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 oktober 2025 om te kiezen voor de vastlegging van het voorwaardelijk gedeelte van de opdracht "MP-2024-T-017 – Bertelson: herinrichting van het stadion"

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 oktober 2025:

Art. 1: Het bevel te geven aan de opdrachtnemer Lesuco uit Gembloux om het gedeelte "Realisatie van atletiekvoorzieningen, verlichting, ijzerwerk en een deel van de betonnen tribunes" uit te voeren van de opdracht "Bertelson: herinrichting van het stadion". Het vast te leggen bedrag van dit gedeelte bedraagt 859.342,69 euro excl. BTW of 1.039.804,65 euro incl. 21% BTW, zijnde 1.143.785,12 euro BTW en prijssherziening inbegrepen;

Art. 2: De opdrachtnemer Lesuco te verzoeken een borgtocht van 42.970,00 euro te stellen;

Art. 3: De uitgave in te schrijven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

Art. 4: De uitgave financieren met een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) ten bedrage van

1.143.809,14 euro (artikel van ontvangst 764/665-52/64).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22 **Marchés publics – MP-2024-T-054 – Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym – Approbation de l’avenant 1 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 décembre 2024 relative à l'attribution du marché “Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym” à AXO Technical Engineering, Rue de la Technologie 71 à 1082 Bruxelles (Berchem-Sainte-Agathe) pour le montant d’offre contrôlé de € 84.042,78 HTVA ou € 89.085,35, 6% TVAC soit € 95.000, TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires	+	€ 6.170,60
Total HTVA	=	€ 6.170,60
TVA	+	€ 370,24
TOTAL	=	€ 6.540,84

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que les travaux relatifs aux clapets coupe-feu et au câblage des GP/GE sont indispensables pour assurer la conformité de l'établissement 11A à la réglementation incendie, et que leur installation en amont permet de préparer la mise en conformité progressive tout en évitant des reprises coûteuses ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 7,34% (7,34% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 90.213,38 HTVA ou € 95.626,19, 6% TVAC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «MP-2024-T-054 - Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym » pour le montant total en plus de € 6.170,60 HTVA ou € 6.540,84, 6% TVAC, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 23 octobre 2025 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «MP-2024-T-054 - Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym» pour le montant total en plus de € 6.170,60 HTVA ou € 6.540,84, 6% TVAC, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-054 – School 11A: Ventilatie van de turnzaal – Goedkeuring aanhangsel 1 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 ("de minimis"-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < EU-drempels));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2024 betreffende de gunning van de opdracht "School 11A: Ventilatie van de turnzaal" aan AXO Technical Engineering, Technologiestraat 71 te 1082 Brussel (Sint-Agatha-Berchem) voor het gecontroleerde offertebedrag van 84.042,78 euro excl. BTW of 89.085,35 euro, 6% BTW inbegrepen, zijnde 95.000 euro, BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende werkzaamheden	+	6.170,60 euro
Totaal excl. BTW	=	6.170,60 euro
BTW	+	370,24 euro
TOTAAL	=	6.540,84 euro

Overwegende de motivering van dit aanhangsel: *Overwegende dat de werkzaamheden met betrekking tot de brandkleppen en de bekabeling van de pulsiegroepen (PG)/extractiegroepen (EG) onontbeerlijk zijn om ervoor te zorgen dat school 11A voldoet aan de regelgeving brandveiligheid, en dat hun installatie vooraf het mogelijk maakt stapsgewijze aanpassingen voor te bereiden en tegelijkertijd*

costbare herstellingen te vermijden;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 7,34 % overschrijdt (7,34 % voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 90.213,38 euro excl. BTW of 95.626,19 euro, 6% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "MP-2024-T-054 - School 11A: Ventilatie van de turnzaal" voor het bijkomend totaalbedrag van 6.170,60 euro excl. BTW of 6.540,84 euro, 6% BTW inbegrepen, op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "MP-2024-T-054 - School 11A: Ventilatie van de turnzaal" voor het bijkomend totaalbedrag van 6.170,60 euro excl. BTW of 6.540,84 euro, 6% BTW inbegrepen, op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

23 **Marchés publics – MP-2025-F-013 – Fourniture de matériel électrique et lampes ainsi que de l'ensemble des accessoires et petit outillage spécifique nécessaire à la mise en œuvre ou mesure (2026-2029) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestres et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché publics de fourniture de matériel électrique prend fin le 31 décembre 2025 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base, estimé à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises ;
- Reconduction tacite 1, estimé à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises;
- Reconduction tacite 2, estimé à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises;
- Reconduction tacite 3, estimé à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises;

Considérant que le montant global estimé de ce marché pour les 4 années s'élève à € 130.000 HTVA ou € 160.000, 21% TVA et révision des prix comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-013 – Fourniture de matériel électrique et lampes ainsi que de l'ensemble des accessoires et petit outillage spécifique nécessaire à la mise en œuvre ou mesure (2026-2029)», pour un montant global estimé, pour les 4 années, à € 130.000 HTVA ou € 160.000, 21% TVA et révision des prix comprises;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027, 2028 et 2029

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-F-013 – Fourniture de matériel électrique et lampes ainsi que de l'ensemble des accessoires et petit outillage spécifique nécessaire à la mise en œuvre ou mesure (2026-2029)», pour un montant global estimé, pour les 4 années, à € 130.000 HTVA ou € 160.000, 21% TVA et révision des prix comprises (soit pour le marché de base, estimé à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises, pour la reconduction tacite 1, estimée à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises; pour la reconduction tacite 2, estimée à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises et pour la reconduction tacite 3, estimée à € 32.500 HTVA ou € 40.000, 21% TVA et révision des prix comprises) .

De proposer au Conseil Communal l'inscription des crédits nécessaires à la dépense aux articles budgétaires de code économique 125-02/03 du service ordinaire du budget des exercices 2026, 2027, 2028 et 2029.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-F-013 – Levering van elektrisch materiaal en lampen evenals van alle toebehoren en specifiek klein gereedschap dat nodig is voor uitvoering of meting (2026-2029) – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van € 143.000 niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor levering van elektrisch materiaal afloopt op 31 december 2025 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Overwegende dat de opdracht is opgedeeld in :

- Basisopdracht, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000, incl. 21% BTW en prijsherziening;
- Stilzwijgende verlenging 1, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000, incl. 21% BTW en prijsherziening;
- Stilzwijgende verlenging 2, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000, incl. 21% BTW en prijsherziening;
- Stilzwijgende verlenging 3, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000, incl. 21% BTW en prijsherziening;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht voor de 4 jaren geraamd wordt op € 130.000 excl. BTW of € 160.000 incl. 21% BTW en prijsherziening;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-013 – Levering van elektrisch materiaal en lampen evenals van alle toebehoren en specifiek klein gereedschap dat nodig is voor de uitvoering of meting (2026-2029)", voor een geraamd totaalbedrag voor de 4 jaren van € 130.000 excl. BTW of € 160.000 incl. 21% BTW en prijsherziening;

Overwegende dat de kredieten die noodzakelijk zijn voor deze uitgave, het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de gemeenteraad om ze in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2026, 2027, 2028 en 2029

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-F-013 – Levering van elektrisch materiaal en lampen evenals van alle toebehoren en specifiek klein gereedschap dat nodig is voor de uitvoering of meting (2026-2029)", voor een geraamd totaalbedrag voor de 4 jaren van € 130.000 excl. BTW of € 160.000 incl. 21% BTW en prijsherziening (zijnde voor de basisopdracht, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000 incl. 21% BTW en prijsherziening, voor de stilzwijgende verlenging 1, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000 incl. 21% BTW en prijsherziening; voor de stilzwijgende verlenging 2, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000 incl. 21% BTW en prijsherziening, en voor de stilzwijgende verlenging 3, geraamd op € 32.500 excl. BTW of € 40.000, incl. 21% BTW en prijsherziening).

de Gemeenteraad voor te stellen de nodige kredieten voor de uitgaven op te nemen in de

begrotingsartikelen met economische code 125-02/03 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2026, 2027, 2028 en 2029.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24 **Marchés publics – MP-2025-T-007 – Aménagements de sécurité routière 2025 – Révision du montant de l'estimation du lot 1.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 septembre 2025 relative à l'approbation des conditions et de la procédure de passation du marché MP-2025-T-007 – Aménagements de sécurité routière 2025 ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Aménagements de sécurité de diverses voiries), estimé à € 503.573,84 hors TVA ou € 609.324,34, 21% TVA comprise, soit € 700.722,99 TVA et révision des prix comprises ;

* Lot 2 (Raclage/asphaltage et marquage pour création d'une piste cyclable montante (2 voiries)), estimé à € 120.683,44 hors TVA ou € 146.026,96, 21% TVA comprise, soit € 167.931,01 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 624.257,28 hors TVA ou € 755.351,30, 21% TVA comprise, soit € 868.654,00 TVA et révision des prix comprises;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 14 octobre 2025 à 10h00 ;

Considérant que les offres suivantes sont parvenues ;

* Lot 1 (Aménagements de sécurité de diverses voiries): 4 offres de :

- A2 SA, Rue des Fours-à-Chaux 102 à 7080 Frameries (€ 659.676,56 hors TVA ou € 798.208,64, 21% TVA comprise) ;
- EUROVIA BELGIUM, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht (€ 429.121,66 hors TVA ou € 519.237,21, 21% TVA comprise) ;
- Les entreprises Melin SA, Avenue provinciale 85/87 à 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve (€ 640.512,85 hors TVA ou € 775.020,55, 21% TVA comprise) ;
- WAWEBO NV, Kluizenhof 20 à 9170 Sint-Gillis-Waas (€ 597.055,20 hors TVA ou € 722.436,79, 21% TVA comprise) ;

* Lot 2 (Raclage/asphaltage et marquage pour création d'une piste cyclable montante (2 voiries)): 4 offres de :

- A2 SA, Rue des Fours-à-Chaux 102 à 7080 Frameries (€ 244.708,00 hors TVA ou € 296.096,68, 21% TVA comprise) ;
- EUROVIA BELGIUM, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht (€ 139.295,33 hors TVA ou € 168.547,35, 21% TVA comprise) ;
- Les entreprises Melin SA, Avenue provinciale 85/87 à 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve (€ 230.047,50 hors TVA ou € 278.357,48, 21% TVA comprise) ;
- WAWEBO NV, Kluizenhof 20 à 9170 Sint-Gillis-Waas (€ 163.838,27 hors TVA ou € 198.244,31, 21% TVA comprise) ;

Considérant que le montant des offres reçues pour le lot 2 dépasse le montant de l'estimation ; qu'en conséquence, le lot 2 ne sera pas attribué, faute de crédits suffisants ;

Considérant que les offres reçues pour le lot 1 sont en cours d'analyse ;

Considérant qu'en application de l'article 36 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, une demande de justification de prix anormaux a été envoyée aux quatre soumissionnaires ;

Considérant que dans l'attente de la réception des justifications de prix anormaux, il n'est pas possible de préjuger du résultat de leur analyse ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 16 septembre 2025 quant au montant de l'estimation du lot 1 et de le porter à € 659.680,00 hors TVA ou € 798.207,96, 21% TVA comprise, soit € 868.654,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative au lot 1 est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 ;

Considérant que le mode de financement du lot 1 est un subside à 100% du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (article de recette 421/665-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/11/2024)

DECIDE :

Art. 1 : De revoir la décision du Conseil communal du 16 septembre 2025 quant au montant de l'estimation du lot 1 du marché MP-2025-T-007 - Aménagements de sécurité routière 2025 et de le porter à € 659.680,00 hors TVA ou € 798.207,96, 21% TVA comprise, soit € 868.654,00 TVA et révision des prix comprises.

Art 2 : D'inscrire la dépense relative aux lot 1 à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025.

Art 3 : De financer la dépense relative au lot 1 par un subside à 100% du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (article de recette 421/665-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 – Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/11/2024).

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-007 – Verkeersveiligheidsvoorzieningen 2025 – Herziening van het bedrag van de raming van perceel 1.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 september 2025 betreffende de goedkeuring van de voorwaarden en de procedure voor de gunning van de opdracht MP-2025-T-007 – Verkeersveiligheidsvoorzieningen 2025;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

* Perceel 1 (Veiligheidsinrichtingen aan diverse wegen), raming: € 503.573,84 excl. btw of € 609.324,34 incl. 21% btw, zijnde € 700.722,99 btw en prijsherziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Afschrapen/asfalteren en markeren voor de aanleg van een fietspad (naar boven toe) (2 wegen)), raming: € 120.683,44 excl. btw of € 146.026,96 incl. 21% btw, zijnde € 167.931,01 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 624.257,28 excl. btw of € 755.351,30 incl. 21% btw, zijnde € 868.654,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de offertes het bestuur ten laatste op 14 oktober 2025 om 10.00 uur dienden te bereiken;

Overwegende dat volgende offertes werden ontvangen :

* Perceel 1 (Veiligheidsinrichtingen aan diverse wegen): 4 offertes van:

- A2 sa, Rue des Fours-à-Chaux 102 te 7080 Frameries (€ 659.676,56 excl. btw of € 798.208,64 incl. 21% btw);
- EUROVIA BELGIUM, Hof ter Vleestdreef 1 te 1070 Anderlecht (€ 429.121,66 excl. btw of € 519.237,21 incl. 21% btw);
- Les Entreprises Melin sa, Avenue Provinciale 85/87 te 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve (€ 640.512,85 excl. btw of € 775.020,55 incl. 21% btw);
- WAWEBO nv, Kluizenhof 20 te 9170 Sint-Gillis-Waas (€ 597.055,20 excl. btw of € 722.436,79 incl. 21% btw);

* Perceel 2 (Afschrapen/asfalteren en markeren voor de aanleg van een fietspad (naar boven toe) (2 wegen):): 4 offertes van:

- A2 sa, Rue des Fours-à-Chaux 102 te 7080 Frameries (€ 244.708,00 excl. btw of € 296.096,68 incl. 21% btw);
- EUROVIA BELGIUM, Hof ter Vleestdreef 1 te 1070 Anderlecht (€ 139.295,33 excl. btw of € 168.547,35 incl. 21% btw);
- Les Entreprises Melin sa, Avenue Provinciale 85/87 te 1341 Ottignies-Louvain-la-Neuve (€ 230.047,50 excl. btw of € 278.357,48 incl. 21% btw);
- WAWEBO nv, Kluizenhof 20 te 9170 Sint-Gillis-Waas (€ 163.838,27 excl. btw of € 198.244,31 incl. 21% btw);

Overwegende dat de bedragen van de ontvangen offertes voor perceel 2 het geraamde bedrag overschrijden; dat perceel 2 bijgevolg niet wordt gegund bij gebrek aan voldoende kredieten;

Overwegende dat de ontvangen offertes voor perceel 1 momenteel worden geanalyseerd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, aan de vier inschrijvers een verzoek om rechtvaardiging van abnormale prijzen werd verzonden;

Overwegende dat het, in afwachting van de ontvangst van de rechtvaardigingen van abnormale prijzen, niet mogelijk is om vooruit te lopen op het resultaat van hun analyse;

Overwegende dat het dus aangewezen is de beslissing van de Gemeenteraad van 16 september 2025 betreffende het bedrag van de raming van perceel 1 te herzien en het te brengen op € 659.680,00 excl. btw of € 798.207,96 incl. 21% btw, zijnde € 868.654,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot perceel 1 ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

Overwegende dat perceel 1 voor 100% gefinancierd wordt met een subsidie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (artikel van ontvangst 421/665-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025 – Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28/11/2024)

BESLIST:

Art. 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 16 september 2025 met betrekking tot het geraamde bedrag van perceel 1 van de opdracht MP-2025-T-007 – Verkeersveiligheidsvoorzieningen 2025 te herzien en te verhogen tot € 659.680,00 excl. btw of € 798.207,96 incl. 21% btw, zijnde € 868.654,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Art. 2: De uitgave met betrekking tot perceel 1 in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025;

Art. 3: De uitgave met betrekking tot perceel 1 te financieren met een subsidie van 100% van de

Brusselse Hoofdstedelijke Regering (artikel van ontvangst 421/665-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2025 – Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28/11/2024);

Art. 4: Deze beraadslaging aan de toezichhoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Marchés publics – MP-2025-T-027 – Hôtel communal - Combles : Fourniture et placement de garde-corps – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les travaux d'aménagement des combles de l'Hôtel communal pour accueillir des bureaux, des salles de réunions et le réfectoire seront prochainement finalisés ;

Considérant que la sécurité des employés et usagers constitue une priorité pour la Commune, conformément aux obligations en matière de bien-être au travail et de prévention des risques ;

Considérant que la configuration actuelle des combles présente des risques, notamment la présence d'arbalétriers ou colonnes isolées non protégés, susceptibles d'entraîner des incidents en cas de contact ou de mauvaise visibilité ; Il est donc nécessaire d'installer des garde-corps adaptés autour de ces éléments, afin de sécuriser les circulations dans les combles et permettre une utilisation aisée des nouveaux espaces ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un ferronnier pour réaliser ces travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 septembre 2025 faisant choix de la procédure par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) comme mode de passation du marché «MP-2025-T-027 – Hôtel communal – Combles : Fourniture et placement de garde », pour un montant estimé de € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/724-60/64 du budget extraordinaire de l'exercice 2025 et est financé par un emprunt

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 septembre 2025 faisant choix de la procédure de marché public de faible montant comme mode de passation du marché MP-2025-T-027 – Hôtel communal – Combles : Fourniture et placement de garde», pour un montant estimé de € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000, 21% TVA comprise inscrit à l'article 104/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2025 et de la financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-T-027 – Gemeentehuis – Zolderverdieping: Levering en plaatsing van bescherming (borstwering) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, met name artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW is lager dan 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de werken aan de zolderverdieping van het gemeentehuis om er kantoren, vergaderzalen en een refter in onder te brengen, binnenkort voltooid zijn;

Overwegende dat de veiligheid van de werknemers en de gebruikers een prioriteit is voor de gemeente, in overeenstemming met de verplichtingen op het vlak van welzijn op het werk en risicopreventie;

Overwegende dat de huidige configuratie van de zolderverdieping risico's inhoudt, met name door de aanwezigheid van onbeschermd dakspanten of vrijstaande kolommen, die bij contact of slechte zichtbaarheid tot ongelukken kunnen leiden; Het is dus noodzakelijk om rond deze elementen geschikte beschermingen te plaatsen, om de veiligheid van de circulatie op de zolderverdieping te waarborgen en de nieuwe ruimten gebruiksvriendelijk te maken;

Overwegende dat er een beroep moet worden gedaan op een ijzerbewerker om deze werkzaamheden uit te voeren;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 24.793,39 euro excl. BTW of 30.000 euro, incl. 21% BTW, bedraagt;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 september 2025 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur (overheidsopdrachten van beperkte waarde) als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-027 – Gemeentehuis – Zolderverdieping: Levering en plaatsing van bescherming (borstwering)", voor een bedrag geraamd op 24.793,39 euro excl. BTW of 30.000 euro, incl. 21% BTW;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en gefinancierd wordt door een lening

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 september 2025 om te kiezen voor de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-T-027 – Gemeentehuis – Zolderverdieping: Levering en plaatsing van bescherming (borstwering)" voor een bedrag geraamd op 24.793,39 euro excl. BTW of 30.000 euro, incl. 21 % BTW en ingeschreven op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2025 en deze te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

26 **Marchés publics – MP-2025-S-017 – Désinsectisation et dératisation – Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le marché public « Désinsectisation et dératisation » vient à échéance le 31 décembre 2025 ;

Vu la nécessité de pourvoir à la désinsectisation et dératisation de divers bâtiments, parcs et logements de la Commune de Forest ;

Considérant que ce marché est divisé en :

* Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconduction 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconduction 2 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconduction 3 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconduction 1 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconduction 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconduction 3 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

Considérant que le montant estimé du Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), s'élève à € 22.080 HTVA ou € 26.716,80, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 6.679,20, 21% TVAC ;

Considérant que le montant estimé du Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), s'élève à € 29.000 HTVA ou € 35.090, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 8.772,50, 21% TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-017 - Désinsectisation et dératisation», pour un montant global estimé, à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses feront l'objet d'une proposition au conseil communal d'inscription à différents articles des code économiques 124-06 et 125-06 du service ordinaire du budget communal pour les exercices 2026 à 2029

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 faisant choix de la procédure par la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2025-S-017 - Désinsectisation et dératisation», le marché étant divisé en :

* Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconductie 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconductie 2 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Reconductie 3 (Désinsectisation dans divers bâtiments), estimé à € 5.520 HTVA ou € 6.679,20, 21% TVAC ;

* Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconductie 1 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconductie 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC ;

* Reconductie 3 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), estimé à € 7.250 HTVA ou € 8.772,50, 21% TVAC.

Le montant estimé du Lot 1 (Désinsectisation dans divers bâtiments), s'élevant à € 22.080 HTVA ou € 26.716,80, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 6.679,20, 21% TVAC.

Le montant estimé du Lot 2 (Dératisation dans divers parcs, logements privés, bâtiments et terrains communaux), s'élève à € 29.000 HTVA ou € 35.090, 21% TVAC, soit un montant annuel de € 8.772,50, 21% TVAC.

Le montant global estimé de ce marché s'élevant à € 51.080 HTVA ou € 61.806,80, 21% TVAC et il sera proposé au Conseil communal d'inscrire les crédits permettant ces dépenses à différents articles des codes économiques 124-06 et 125-06 du service ordinaire du budget communal pour les exercices 2026 à 2029.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2025-S-017 – Insectenverdelging en rattenbestrijding – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW bereikt de drempel van 143.000 euro niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de overheidsopdracht "Insectenverdelging en rattenbestrijding" op 31 december 2025 afloopt;

Gelet op de noodzaak om te zorgen voor insectenverdelging en rattenbestrijding in diverse gebouwen, parken en woningen in de gemeente Vorst;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in:

* Perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de raming van Perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen) 22.080 euro excl. BTW of 26.716,80 euro incl. 21% BTW bedraagt, zijnde een jaarlijkse uitgave van 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de raming van Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen) 29.000 euro excl. BTW of 35.090 euro incl. 21% BTW bedraagt, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 51.080 euro excl. BTW of 61.806,80 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-017 - Insectenverdelging en rattenbestrijding", voor een geraamd totaalbedrag van 51.080 euro excl. BTW of 61.806,80 euro, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de gemeenteraad tot inschrijving op verschillende artikelen met economische code 124-06 en 125-06 van de gewone dienst van de gemeentebegroting voor de dienstjaren 2026 tot 2029.

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober

2025 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2025-S-017 - Insectenverdelging en rattenbestrijding", waarbij de opdracht opgedeeld is in:

* Perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Insectenverdelging in diverse gebouwen), geraamd op 5.520 euro excl. BTW of 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 1 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

* Verlenging 3 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen), geraamd op 7.250 euro excl. BTW of 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

De raming van Perceel 1 (Insectenverdelging in diverse gebouwen) bedraagt 22.080 euro excl. BTW of 26.716,80 euro incl. 21% BTW, zijnde een jaarlijkse uitgave van 6.679,20 euro, 21% BTW inbegrepen;

De raming van Perceel 2 (Rattenbestrijding in diverse parken, privéwoningen, gemeentelijke gebouwen en terreinen) bedraagt 29.000 euro excl. BTW of 35.090 euro incl. 21% BTW, zijnde een jaarlijkse uitgave van 8.772,50 euro, 21% BTW inbegrepen;

Het geraamde totaalbedrag van deze opdracht bedraagt 51.080 euro excl. BTW of 61.806,80 euro incl. 21% BTW en aan de Gemeenteraad zal worden voorgesteld de kredieten voor deze uitgaven in te schrijven op verschillende artikelen met economische code 124-06 en 125-06 van de gewone dienst van de gemeentebegroting voor de dienstjaren 2026 tot 2029.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Subsides - Subsidies

- 27 **Subside – Conventions de mise à disposition de subventions de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en œuvre de projets d'investissements pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2025.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 15 juin 2025 décidant d'introduire une demande de subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour améliorer la sécurité routière en voiries communales dans les voiries suivantes :

- Avenue du Globe: Réasphaltage et marquage d'une piste cyclable montante et création d'une traversée piétonne au niveau du stade Bertelson ;
- Avenue des Villas - Avenue Clémentine: Réasphaltage et marquage d'une piste cyclable montante et création d'une traversée piétonne ;
- Placement de radars préventifs :
 - Avenue Victor Rousseau, aux abords de l'école Arc-en-Ciel ;
 - Chaussée de Bruxelles, croisement avenue Massenet ;
 - Avenue des Sept Bonniers, aux abords de l'école Les Sept-Bonniers ;

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité du 8 octobre 2025 accordant à la commune de Forest, un subside de 380.300 euros pour les projets susmentionnés ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention jointe au dossier

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidie – Overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling van subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitvoering van investeringsprojecten voor de verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen in 2025.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het College van Burgemeester en Schepenen dat in zitting van 15 juni 2025 beslist heeft om een subsidieaanvraag in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen in 2025 op de volgende wegen;

- Globelaan: herasfaltering en aanbrenging van markering van een fietspad naar boven toe en aanleg van een voetgangersoversteekplaats ter hoogte van het Bertelsonstadion;
- Villalaan – Clementinalaan: herasfaltering en aanbrenging van markering van een fietspad naar boven toe en aanleg van een voetgangersoversteekplaats;
- Plaatsing van preventieradars:
 - Victor Rousseaulaan, vlak bij de school Arc-en-Ciel;
 - Brusselsesteenweg, kruising met de Massenetlaan;
 - Zevenbunderslaan, vlak bij de school Les Sept Bonniers;

Gelet op het bericht van Brussel Mobiliteit van 8 oktober 2025 waarin aan de gemeente Vorst een subsidie van 380.300 euro wordt toegekend voor de bovengenoemde projecten;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde overeenkomst goedgekeurd moet worden

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de

gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

28 Prévention – Convention d’occupation des locaux de la maison des jeunes de Forest – Avenue Pont du Luttre 163 – 1190 Forest – Chauffoir 2025/26 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu les différents plan de prévention et de sécurité subsidiant le service de prévention de la commune de Forest, et notamment les différentes équipes de prévention ;

Vu l’activité « Tous égaux », qui organise le chauffoir pour l’année 2025-2026 par le biais du service des travailleurs sociaux ;

Considérant la continuité de cette activité du chauffoir pour l'année 2025-2026 et le manque de locaux, le service de prévention sollicite l'utilisation des locaux de la Maison des jeunes de Forest : un espace situé Avenue Pont du Luttre 163 – 1190 Forest ;

Attendu qu’une collaboration est prévue entre le service de prévention et la Maison des jeunes de Forest pour l'activité

DECIDE :

D’approuver la convention entre le service de prévention et la Maison des Jeunes de Forest pour la mise en œuvre du chauffoir de l'hiver 2025-2026 ;

D’autoriser le service de prévention à utiliser les locaux de la Maison des Jeunes de Forest pour le chauffoir.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Preventie – Overeenkomst voor het gebruik van de lokalen van het Jeugdhuis van Vorst – Luttrebruglaan 163 – 1190 Vorst – Verwarmde opvang 2025/26 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de verschillende preventie- en veiligheidsplannen die de Preventiedienst van de gemeente Vorst subsidiëren, en meer bepaald de verschillende preventieteams;

Gelet op de actie "Tous égaux" / "Iedereen gelijk", die voor het jaar 2025-2026 verwarmde opvang organiseert via de dienst van de maatschappelijk werkers;

Overwegende de continuïteit van deze verwarmde opvang voor het jaar 2025-2026 en het gebrek aan lokalen, vraagt de Preventiedienst om gebruik te mogen maken van de lokalen van het Jeugdhuis van Vorst: een ruimte aan de Luttrebruglaan 163 – 1190 Vorst;

Overwegende dat er voor de activiteit een samenwerking voorzien is tussen de Preventiedienst en het Jeugdhuis van Vorst

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de Preventiedienst en het Jeugdhuis van Vorst om de verwarmde opvang voor de winter 2025-2026 te implementeren;

De Preventiedienst toestemming te geven om de lokalen van het Jeugdhuis van Vorst te gebruiken voor verwarmde opvang.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Question de Mr PEYCKER :

Dans le cadre de cette convention, je voudrais saluer la continuité de l'activité du chauffage

Cela étant dit, pour pouvoir appréhender correctement l'impact de la mise à disposition des locaux de la Maison des Jeunes de Forest, j'aurais quelques questions :

- 1. Qui occupe aujourd'hui le rez-de-chaussée et le premier étage du bâtiment de l'avenue du Pont de Luttre pour quel type d'activité ?**
- 2. Certaines activités d'éducation permanente et d'école des devoirs y étaient organisées par le passé. Sont-elles toujours actives sur le site ?**
- 3. Enfin, au-delà de l'accueil physique, cette collaboration prévoit-elle un travail commun avec les jeunes du quartier par exemple autour de l'intergénérationnel, du lien social ou de la prévention ?**

Réponse de Mme BERRAHAL :

Les locaux sont occupés par des écoles des devoirs. Leurs horaires respectifs permettent

que les deux activités se tiennent dans les même locaux.

Les activités d'éducation permanente et d'écoles de devoirs sont toujours organisées dans ces locaux.

Le chauffoir est une porte d'entrée pour pouvoir faire tout le travail social et de prévention. Il permet d'attirer un public parfois difficile à approcher. Il permet aussi d'avoir une relation plus rapprochée et privilégiée avec ce type de public.

Cette année, nous faisons un partenariat avec « L'aire de rien » qui est tout proche et qui accueille un tout autre type de public. En fonction des dons de nourriture reçus, le chauffoir préparera des repas à destination des bénéficiaires de « L'aire de rien ». Ce type d'activités permet de faire le lien entre les travailleurs sociaux du chauffoir et de l'aire de rien.

Actuellement, il n'y a pas de partenariat avec l'intergénérationnel ou les jeunes vu que les activités du chauffoir se déroulent pendant la journée.

Vraag van de heer PEYCKER

In het kader van deze overeenkomst wil ik mijn waardering uitspreken voor de continuïteit van de verwarmde opvang.

Dat gezegd zijnde, zou ik graag enkele vragen stellen om een goed beeld te krijgen van de impact van de terbeschikkingstelling van de lokalen van het Jeugdhuis van Vorst:

1. Wie gebruikt momenteel de gelijkvloerse en de eerste verdieping van het gebouw aan de Luttrebruglaan en voor welk soort activiteiten?
2. In het verleden werden er een aantal activiteiten inzake permanente vorming en huiswerkbegeleiding georganiseerd. Vinden deze activiteiten nog steeds plaats op de site?
3. Voorziet deze samenwerking, naast de fysieke opvang, ook in een gezamenlijke aanpak met de jongeren uit de wijk, bijvoorbeeld op het vlak van intergenerationele zaken, sociale banden of preventie?

Antwoord van mevrouw BERRAHAL

De lokalen worden gebruikt door huiswerkscholen. Dankzij hun respectieve uurroosters kunnen beide activiteiten in dezelfde lokalen plaatsvinden.

De activiteiten inzake permanente vorming en huiswerkbegeleiding worden altijd in deze lokalen georganiseerd.

De verwarmde opvang is een toegangspoort voor al het sociaal werk en preventie. Het maakt het mogelijk om een publiek aan te trekken dat soms moeilijk te benaderen is. Het maakt het ook mogelijk om een nauwere en bevoorrechte relatie met dit soort publiek op

te bouwen.

Dit jaar werken we samen met “L'aire de rien”, dat vlakbij ligt en een heel ander soort publiek ontvangt. Afhankelijk van de ontvangen voedseldonaties zal de verwarmde opvang maaltijden bereiden voor de begunstigden van “L'aire de rien”. Dit soort activiteiten maakt het mogelijk om een band te smeden tussen de maatschappelijk werkers van de verwarmde opvang en die van “L'aire de rien”.

Momenteel zijn er geen samenwerkingsverbanden met de Intergenerationele dienst of jongeren, aangezien de activiteiten van de verwarmde opvang overdag plaatsvinden.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 29 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'engagement d'un équivalent temps-plein (ETP) pour le développement, la mise en oeuvre et le suivi du Plan d'actions Communal de Sécurité routière - Avenant - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan Régional de Mobilité ;

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil Communal du 20 septembre 2022 ;

Vu le Plan d'Actions Régional de Sécurité Routière 2021-2030 adopté par le Gouvernement bruxellois le 16 décembre 2021 ;

Considérant que ce Plan d'Actions Régional de sécurité routière a pour objectif d'atteindre 0 tué et 0 blessé grave à l'horizon 2030 et que pour ce faire, une logique de Safe System a été mise en place. Ceci signifie que l'ensemble des partenaires impliqués dans la sécurité routière doivent participer, chacun à leur échelle, à l'amélioration du système global.

Considérant que les communes sont un acteur central de la politique régionale de Sécurité Routière et qu'il s'agit, pour les communes d'une part de mettre en place les actions pour lesquelles elles sont identifiées comme pilote, et d'autre part de suivre les actions dont (ou pour lesquelles) elles sont partenaires ;

Considérant que les actions du plan régional de sécurité routière concernant les communes sont les suivantes:

- Action 1: Les communes élaborent et mettent en oeuvre un plan d'actions de Sécurité routière basé sur le plan Good Move et le plan d'actions Sécurité routière régional
- Action 2: La mise en oeuvre du Plan d'Actions Régional est régulièrement suivie via les

indicateurs prévus

- Action 13 : La Région organise un soutien financier pérenne, via le fonds régional de Sécurité routière, pour les communes et les zones de police. La Région met à disposition des communes des marchés de type centrales d'achats (études, travaux (fourniture et pose))
- Action 14: Les vitesses pratiquées font l'objet de nombreux contrôles sur les voiries régionales et communales
- Action 15: Mettre en place une politique de sanctions strictes et homogènes entre zones de police
- Action 17: L'inventaire des zones à concentration d'accidents est mis à jour tous les 2 ans ; elles sont étudiées, planifiées et leur résolution fait l'objet d'un suivi et d'une communication réguliers
- Action 18: Ville 30, poursuivre la crédibilisation des voiries à 30 km/h et la sécurisation des voiries à 50 ou 70 km/h
- Action 19: Les traversées piétonnes et cyclistes, ainsi que les carrefours font l'objet d'une sécurisation (issu du workshop)
- Action 20: Les abords d'écoles offrent des conditions d'accès sûres, s'inscrivent dans des routes scolaires et s'intègrent progressivement dans leur quartier (issu du workshop)
- Action 28 : Renforcer le rôle d'exemple de Bruxelles Mobilité, en promouvant, pour les flottes publiques, l'acquisition de véhicules équipés ou aménagés en vue de favoriser la sécurité routière des autres usagers.
- Action 29 : Mettre en place les conditions nécessaires à l'utilisation du système ISA (Intelligent Speed Assistance)
- Action 30 : Prospective sur la micro-mobilité, en impliquant le citoyen, afin de prévenir et anticiper les nouveaux risques en terme de sécurité routière.

Considérant que l'action 13 du programme SAFE SYSTEM institue un soutien financier continu aux partenaires du Safe system ;

Considérant que ce financement s'ajoute aux appels déjà existants pour les communes, en termes de sécurisation, infrastructure, mobilité et changement modal ;

Vu l'appel à projets de Bruxelles Mobilité permettant de concrétiser l'action 13 du programme SAFE SYSTEM par l'engagement d'un ETP pour une durée de deux ans ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 2 mars 2023 de répondre à l'appel à projets de Bruxelles Mobilité ;

Vu l'e-mail de Brulocalis informant que la Région a augmenté le subside pour le financement d'un coordinateur Sécurité routière communal en passant de 2 à 3 ans, pour un montant total donc de 195.000 € (au lieu de 130.000 €) ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a accepté le dossier de candidature de la Commune de Forest et que par conséquent, la subvention pour l'engagement d'un équivalent temps-plein pour une période de trois ans est octroyée à la Commune de Forest ;

Considérant que la période couverte s'étale du 15/06/2023 au 14/09/2026 ;

Considérant que le coordinateur Sécurité Routière a pris ses fonctions 1er octobre 2023;

Considérant qu'il y a lieu de décaler la temporalité du subside jusqu'au 9/10/2026 ;

Considérant l'avenant à la convention joint au dossier

DECIDE :

D'adopter l'avenant à la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de indiening van een voltijds equivalent (VTE) voor de ontwikkeling, de uitvoering en de opvolging van het Gemeentelijk Actieplan Verkeersveiligheid - Aanhangsel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan;

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan dat op 20 september 2022 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Gelet op het Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid 2021-2030 dat op 16 december 2021 door de Brusselse regering is aangenomen;

Overwegende dat dit Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid tot doel heeft tegen 2030 nul doden en nul zwaargewonden te hebben en dat om dit te bereiken een Safe System-benadering werd opgezet. Dit betekent dat alle bij de verkeersveiligheid betrokken partners, elk op hun eigen niveau, moeten deelnemen aan de verbetering van het globale systeem.

Overwegende dat de gemeenten een centrale rol spelen in het gewestelijk verkeersveiligheidsbeleid en dat het erom gaat dat de gemeenten enerzijds de acties opzetten waarvoor zij als verantwoordelijke worden aangewezen en anderzijds de acties opvolgen waarvan (of waarvoor) zij partners zijn:

Overwegende dat de acties van het gewestelijk verkeersveiligheidsplan met betrekking tot de gemeenten de volgende zijn:

- Actie 1: De gemeenten ontwikkelen een actieplan voor verkeersveiligheid op basis van het Good Move-plan en het gewestelijk actieplan voor verkeersveiligheid, en voeren dit uit
- Actie 2: De uitvoering van het gewestelijke actieplan wordt regelmatig getoetst aan de vastgestelde indicatoren
- Actie 13: Het Gewest regelt via het gewestelijk verkeersveiligheidsfonds permanente financiële steun voor de gemeenten en politiezones. Het Gewest geeft de gemeenten de mogelijkheid om aan te sluiten bij opdrachten via een aankoopcentrale (studies, werken (levering en installatie))
- Actie 14: De snelheid op de gewest- en gemeentewegen wordt meer gecontroleerd
- Actie 15: Een strikt en homogeen sanctiebeleid tussen de politiezones voeren
- Actie 17: De inventaris van de ongevalgevoelige zones wordt om de twee jaar geüpdatet; de zones worden bestudeerd en geplanificeerd, en hun oplossing vormt het voorwerp van regelmatige opvolging en communicatie
- Actie 18: Stad 30, de wegen met 30 km/u verder geloofwaardig maken en de wegen met 50 of 70 km/u veiliger maken
- Actie 19: Oversteekplaatsen voor voetgangers en fietsers en kruispunten veiliger maken (naar voren gekomen in de workshop)
- Actie 20: De schoolomgevingen garanderen veilige toegangsvoorwaarden, maken deel uit van

de schoolroutes en worden geleidelijk geïntegreerd in hun buurt (naar voren gekomen in de workshop)

- Actie 28: De voorbeeldrol van Brussel Mobiliteit versterken, door voor overheidsvlotten de aankoop te bevorderen van voertuigen die zijn uitgerust of ingericht om de verkeersveiligheid van de andere weggebruikers te bevorderen.
- Actie 29: De voorwaarden creëren die nodig zijn met het oog op het gebruik van het systeem ISA (Intelligent Speed Assistance)
- Actie 30: Vooruitzichten op micromobiliteit, waarbij de burgers worden betrokken, om de nieuwe risico's op het vlak van verkeersveiligheid te voorkomen en erop te anticiperen.

Overwegende dat actie 13 van het Safe System-programma voorziet in permanente financiële steun aan de partners van het Safe System;

Overwegende dat deze financiering een aanvulling vormt op de reeds bestaande oproepen voor de gemeenten op het gebied van beveiliging, infrastructuur, mobiliteit en modal shift;

Gelet op de projectoproep van Brussel Mobiliteit die de concretisering van actie 13 van het Safe System-programma mogelijk maakt door de indienstneming van een VTE voor een periode van twee jaar;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 2 maart 2023 om te reageren op de projectoproep van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de e-mail van Brulocalis waarin wordt meegedeeld dat het Gewest de subsidie voor de financiering van een gemeentelijke coördinator verkeersveiligheid heeft verhoogd van 2 naar 3 jaar, voor een totaalbedrag van 195.000 € (in plaats van 130.000 €).

Overwegende dat Brussel Mobiliteit het aanvraagdossier van de gemeente Vorst heeft aanvaard en dat bijgevolg de subsidie voor de indienstneming van een voltijds equivalent voor een periode van drie jaar aan de gemeente Vorst wordt toegekend;

Overwegende dat de looptijd duurt van 15/06/2023 tot 14/09/2026;

Overwegende dat de verkeersveiligheidscoördinator op 1 oktober 2023 in functie is getreden;

Overwegende dat de tijdsduur van de subsidie moet worden verlengd tot 9/10/2026;

Overwegende de bij het dossier gevoegde aanhangsel bij de overeenkomst

BESLIST:

Het bij de overeenkomst gevoegde aanhangsel tussen het Brusselse Gewest en de Gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

30 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'engagement d'un ETP pour l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du Contrat Local de Mobilité Neerstalle - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le projet de Plan Régional de Mobilité pour 2020-2030, et plus particulièrement l'action « A.2. Apaiser les quartiers » ;

Vu la décision du Collège en séance du 5 mars 2020 de répondre à l'appel de candidature de Bruxelles Mobilité en vue d'obtenir un Contrat Local de Mobilité, notamment pour la maille "Neerstalle" ;

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité daté du 30 juin 2020 informant les communes de Forest et d'Uccle que la candidature déposée était retenue et sélectionnée par le Gouvernement pour l'année 2021 ;

Considérant que l'étude mobilité liée au Contrat Local de Mobilité du quartier apaisé Neerstalle a démarré début 2022 ;

Considérant que cette étude, menée par le consortium BRAT, 21 Solutions, et Arter est pilotée par Bruxelles Mobilité ;

Considérant qu'afin de continuer à élaborer, suivre et mettre en œuvre le Contrat Local de Mobilité, Bruxelles Mobilité octroie un subside à la Commune de Forest ;

Considérant que ce subside porte sur l'engagement d'un équivalent temps-plein pour une nouvelle période de deux ans ;

Considérant la convention jointe au dossier

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de indiening van een VTE voor de uitwerking, de uitvoering en de opvolging van het Lokaal Mobiliteitscontract Neerstalle - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan voor 2020-2030, en meer in het bijzonder actie "A.2. De wijken verkeersluw maken";

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 5 maart 2020 om in te gaan op de kandidatenoproep van Brussel Mobiliteit met het oog op het verkrijgen van een Lokaal

Mobiliteitscontract, met name voor de maas “Neerstalle”;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit van 30 juni 2020 waarin de gemeenten Vorst en Ukkel worden geïnformeerd dat de ingediende kandidatuur is aanvaard en geselecteerd door de regering voor het jaar 2021;

Overwegende dat de mobiliteitsstudie in verband met het Lokaal Mobiliteitscontract van de autoluwe wijk Neerstalle begin 2022 van start is gegaan;

Overwegende dat deze studie, uitgevoerd door het consortium BRAT, 21 Solutions en Arter, wordt geleid door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit een subsidie toekent aan de gemeente Vorst om de uitwerking, de opvolging en de uitvoering van het Lokaal Mobiliteitscontract voort te zetten;

Overwegende dat deze subsidie betrekking heeft op de aanwerving van een voltijdsequivalent voor een nieuwe periode van twee jaar;

Overwegende de bij het dossier gevoegde overeenkomst

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

31 Mobilité / Stationnement – Redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique – Règlement – Modifications – report du 04/09/2025.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation

routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu la décision du Conseil Communal en séance du 14 février 2023 portant le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique et ses modifications ultérieures ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Vu la convention de délégation des missions de perception et de contrôle à l'Agence régionale du stationnement adoptée par le Conseil communal en séance du 22 mars 2016 ;

Considérant que la Commune de Forest a instauré le stationnement payant en 2009 ;

Considérant que, dans le Plan Régional de Politique de Stationnement, la zone évènement est définie ainsi : « la réglementation en zone évènement permet de diminuer la surcharge de stationnement lors d'évènements spécifiques. Cette réglementation s'applique pour une période de 4h30 avec possibilité d'extension ou de réduction. Le tarif y est plus élevé qu'en zone rouge et la durée du stationnement n'y est pas limitée. Les cartes de dérogation « riverain » et les autres cartes de dérogation « standard » y sont valables. En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée, une redevance forfaitaire de 50 euros sera exigée; »

Considérant l'étude de stationnement réalisée par parking.brussels et présentée au Collège en juin 2025 ;

Considérant que la conclusion de l'étude est la suivante :

En voirie :

- Observation d'une diminution de la pression en voirie durant les heures de concert au sein de la zone évènement par rapport à 2019.
- ... mais baisse faible (moins de 10%) et non suffisante pour soulager l'espace public de manière significative, les taux d'occupation y restant globalement très élevés.

Hors voirie :

- Recours accru au stationnement hors voirie grâce notamment à l'inauguration du P+R CERIA (navettes gratuites et communication de Forest National dessus).
- « Bons » résultats à relativiser vu la sous-utilisation des principales solutions à disposition, pourtant gratuites ou peu chères : parking Audi moins utilisé qu'en 2019, P+R Ceria utilisé à un tiers de sa capacité, P+R de Stalle est très peu utilisé par les spectateurs.

Explication

En plus des potentiels problèmes de communication, faible sensibilité des spectateurs au prix de stationnement actuel pour différentes raisons :

- Prix de la place du concert élevé par rapport au stationnement (+ prix du parking amorti par le nombre de passagers) ;
- Public occasionnel prêt à payer parce que c'est une dépense unique ;
- Confort reste important malgré la difficulté à se parquer (proche de la salle, pas besoin de navettes, retour à l'heure désirée, ...) ;

Considérant que parking.brussels recommande :

- D'augmenter le tarif horaire de la zone événement
- D'étendre le périmètre de la zone événement
- De renforcer l'utilisation du P+R du Ceria, qui possède une grande réserve de capacité
- D'augmenter l'amplitude des navettes vers le P+R Ceria
- Opportunité du P+R Stalle ;

Considérant la situation financière de la Commune ;

Considérant que suite à l'adoption de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 et l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, il y a lieu de mettre à jour les tarifs de stationnement afin de se mettre en conformité à la législation régionale

DECIDE :

De modifier, à la date du 1^{er} janvier 2026, le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique délibéré par le Conseil Communal en séance du 14 février 2023 comme suit :

Ancien texte :

Section 3.- ZONE ÉVÈNEMENT

Sous-section 2.- Montant

Article 12.- Le montant de la redevance en zone évènement est : 5 euros par heure

Nouveau texte:

Section 3.- ZONE ÉVÈNEMENT

Sous-section 2.- Montant

Article 12.- Le montant de la redevance en zone évènement est :

- *3,10 euros pour la première demi-heure ;*
- *5,20 euros pour la seconde demi-heure ;*

- 10,50 euros pour la deuxième heure ;
- 15,80 euros pour la troisième heure ;
- 15,80 euros pour la quatrième heure ;
- 7,90 euros pour la dernière demi-heure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit / Parkeerbeleid – Retributie op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg – Reglement – Wijzigingen – uitstel van 04/09/2025.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de Ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd door de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het Koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, en latere wijzigingen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, en latere wijzigingen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen, en latere wijzigingen;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op het Ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het Ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 14 februari 2023 betreffende het parkeerreglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg;

Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen;

Gelet op de overeenkomst voor de overdracht van de innings- en controleopdrachten aan het Gewestelijk Parkeeragentschap, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 22 maart 2016;

Overwegende dat de gemeente Vorst in 2009 het betaald parkeren heeft ingevoerd;

Overwegende dat de evenementenzone in het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan als volgt wordt gedefinieerd: "De reglementering in de evenementenzone laat toe om een overbelasting van het parkeeraanbod tijdens bijzondere evenementen te verminderen. Deze reglementering is van toepassing voor een periode van 4u30 met de mogelijkheid tot verlenging of verkorting. Het tarief is er hoger dan in de rode zone en de parkeertijd is er niet beperkt. De vrijstellingskaart 'buurtbewoner' en andere 'standaard' vrijstellingskaarten zijn er geldig. In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duurtijd van de betaalde parkeertijd, zal een forfaitaire retributie van 50 € worden geëist."

Overwegende de parkeerstudie verricht door parking.brussels voorgelegd aan het College in juni 2025;

Overwegende dat de conclusie van de studie luidt als volgt:

Op de openbare weg:

- Waarneming van een afname van de druk op de openbare weg tijdens de concerturen in de evenementenzone in vergelijking met 2019.
- ... maar deze daling is gering (minder dan 10%) en onvoldoende om de openbare ruimte significant te ontlasten, aangezien de bezettingsgraad er over het algemeen zeer hoog blijft.

Buiten de openbare weg:

- Steeds meer parkeren buiten de openbare weg, met name dankzij de ingebruikname van P+R CERIA (gratis pendelbussen en communicatie van Vorst Nationaal hierover).
- "Goede" resultaten moeten worden gerelativeerd, gezien de onderbenutting van de belangrijkste beschikbare oplossingen, die nochtans gratis of goedkoop zijn: Audi-parking minder gebruikt dan in 2019, P+R Ceria voor een derde van zijn capaciteit gebruikt, P+R Stalle zeer weinig gebruikt door toeschouwers.

Toelichting

Naast mogelijke communicatieproblemen, weinig gevoeligheid van de toeschouwers voor de huidige parkeertarieven om verschillende redenen:

- De prijs van het concertticket is hoog in vergelijking met de parkeerkosten (+ parkeerkosten worden verdeeld onder het aantal passagiers);
- Occasionele bezoekers zijn bereid te betalen omdat het een eenmalige uitgave is;
- Comfort blijft belangrijk ondanks parkeermoeilijkheid (dicht bij de zaal, geen pendelbus nodig, terugkeer wanneer men zelf wenst, ...).

Overwegende dat parking.brussels aanbeveelt:

- het uurtarief van de evenementenzone op te trekken
- de perimeter van de evenementenzone te verruimen
- het gebruik van P+R Ceria te versterken, want die parking heeft nog veel reservecapaciteit
- de frequentie van de pendelbussen naar P+R Ceria te verhogen
- P+R Stalle aan te bieden;

Overwegende de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat, naar aanleiding van de goedkeuring van de Ordonnantie van 6 juli 2022 en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022 tot wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, de parkeertarieven moeten worden aangepast om in

overeenstemming te zijn met de gewestelijke wetgeving

BESLIST:

Het door de gemeenteraad in de zitting van 14 februari 2023 goedgekeurde retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg als volgt te wijzigen vanaf 1 januari 2026:

Oude tekst:

Afdeling 3.- EVENEMENTENZONE

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 12.- De retributie die is verschuldigd in de evenementenzone bedraagt: 5 euro per uur

Nieuwe tekst

Afdeling 3.- EVENEMENTENZONE

Onderafdeling 2.- Bedrag

Artikel 12.- De retributie die is verschuldigd in de evenementenzone bedraagt:

- 3,10 euro voor het eerste half uur;
- 5,20 euro voor het tweede half uur;
- 10,50 euro voor het tweede uur;
- 15,80 euro voor het derde uur;
- 15,80 euro voor het vierde uur;
- 7,90 euro voor het laatste half uur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Dans la mesure où ce point vise à adapter les tarifs en vigueur à ceux repris dans la législation régionale. Nous le soutiendrons.

Néanmoins, nous rappelons que cette mesure – et la délibération l’admet d’ailleurs dans ses développements – ne solutionne pas pour autant les soucis de stationnement subis par les riverains et leurs visiteurs les soirs de concert.

De surcroît, les nouvelles suppressions de places de stationnement dénoncées lors du dernier conseil communal par ma collègue Dominique Goldberg ne contribueront en rien en l'amélioration de la situation.

Même si nous comprenons les besoins du Collège communal d'utiliser tous les moyens pour augmenter ses recettes et remplir les caisses communales, nous rappelons ici notre position sur la problématique du stationnement autour de Forest National.

Pour ce qui nous concerne, la mesure la plus efficace reste toujours de prévoir une zone bleue en lieu et place de la zone événement, quitte à ce qu'elle soit plus grande que

l'actuelle zone pour réduire les reports sur les voiries hors zone, seul moyen pour libérer de l'espace pour les riverains et leurs visiteurs, et pour imposer au public de FN d'aller se garer dans les parkings de délestage ou d'utiliser d'autres modes de transport.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Dit punt heeft tot doel de geldende tarieven aan te passen aan die welke in de gewestelijke wetgeving zijn opgenomen. Wij zullen het steunen.

Wij wijzen er echter op dat deze maatregel – en dat wordt overigens ook in de toelichting bij de beraadslaging erkend – geen oplossing biedt voor de parkeerproblemen waarmee omwonenden en hun bezoekers op concertavonden te maken hebben.

Bovendien zullen de nieuwe schrappingen van parkeerplaatsen, die tijdens de laatste gemeenteraad door mijn collega Dominique Goldberg aan de kaak werden gesteld, op geen enkele manier bijdragen tot een verbetering van de situatie.

Hoewel we begrip hebben voor de noodzaak van het College van Burgemeester en Schepenen om alle middelen aan te wenden om de inkomsten te verhogen en de gemeentekas te spekken, herinneren we hier aan ons standpunt over de parkeerproblematiek rond Vorst Nationaal.

Wat ons betreft blijft de doeltreffendste maatregel nog steeds het inrichten van een blauwe zone in plaats van de evenementenzone, zelfs als die groter is dan de huidige zone, om het parkeren op wegen buiten de zone te verminderen. Dat is de enige manier om ruimte vrij te maken voor de omwonenden en hun bezoekers en om het publiek van Vorst Nationaal te verplichten om op pendelparkings te parkeren of andere vervoersmiddelen te gebruiken.

1 annexe / 1 bijlage

32 Mobilité – Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'organisation d'actions de sensibilisation liées à la mobilité en 2025 - Adoption.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil Communal du 20 septembre 2022 et plus particulièrement ses aspects de sensibilisation aux enjeux de la mobilité durable et de la mobilité scolaire ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale propose un soutien régional pour le développement

d'infrastructures de mobilité et d'espaces publics, pour l'aménagement et la sécurisation aux abords des écoles et pour l'organisation de projets et actions de sensibilisation en lien avec une mobilité durable ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 15 mai 2025 d'introduire une demande de soutien régional pour les actions de sensibilisation suivantes :

Volet A : Vivre la ville

- Projet semaine de la mobilité: réalisation d'une campagne de vidéo
- Promotion de la marche et du vélo
- Opportunités liées au changement: sensibilisation à l'usage du vélo cargo

Volet B : Mobilité scolaire

- Accompagnement GBS De Wereldbrug
- Accompagnement Sint-Augustinusschool

Considérant que suite à la décision du Collège un dossier de candidature pour l'organisation des actions susmentionnées a été introduit ;

Vu l'accord de Bruxelles Mobilité quant à l'octroi des subventions suivantes à la commune de Forest quant à l'organisation d'une partie des actions susmentionnées, formalisé par les conventions jointes au dossier ;

- Vivre la Ville: subside d'un montant maximal de 37.000 euros pour la promotion de la marche et du vélo
- Opportunités liées au changement : subside d'un montant maximal de 13.000 euros pour la sensibilisation à l'usage du vélo cargo
- Accompagnement GBS De Wereldbrug : subside d'un montant total de 2023 euros
- Accompagnement Sint-Augustinusschool : subside d'un montant total de 2023 euros

DECIDE :

D'adopter les conventions jointes au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Charles-Bernard Potelle.

Mobiliteit – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de organisatie van sensibiliseringsacties in verband met mobiliteit in 2025 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd door de Gemeenteraad van 20 september 2022 en meer in het bijzonder zijn sensibiliseringsaspecten inzake de uitdagingen op het vlak van duurzame en schoolmobiliteit;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewestelijke steun biedt voor de ontwikkeling van mobiliteitsinfrastructuur en openbare ruimte, voor de inrichting en de beveiliging van schoolomgevingen, en voor de organisatie van sensibiliseringsprojecten en -activiteiten rond

duurzame mobiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15 mei 2025 om een aanvraag voor gewestelijke steun in te dienen voor de volgende sensibiliseringsacties:

Deel A: De stad beleven

- Project Week van de Mobiliteit: realiseren van een videocampagne
- Promoten van stappen en fietsen
- Kansen in verband met verandering: sensibilisering rond het gebruik van bakfietsen

Deel B: Schoolmobiliteit

- Ondersteuning GBS De Wereldbrug
- Ondersteuning Sint-Augustinusschool

Overwegende dat er ingevolge de beslissing van het College een kandidaatsdossier werd ingediend voor de organisatie van de bovenvermelde acties;

Gelet op het akkoord van Brussel Mobiliteit betreffende de toekenning van de volgende subsidies aan de gemeente Vorst voor de organisatie van een deel van bovenvermelde acties, geformaliseerd door de bij het dossier gevoegde overeenkomsten;

- De stad beleven: subsidie van maximaal 37.000 euro voor het promoten van stappen en fietsen
- Kansen in verband met verandering: subsidie van maximaal 13.000 euro voor de sensibilisering rond het gebruik van bakfietsen
- Ondersteuning GBS De Wereldbrug: subsidie van in totaal 2023 euro
- Ondersteuning Sint-Augustinusschool: subsidie van in totaal 2023 euro

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomsten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Charles-Bernard Potelle.

Question de Mr POTELLE :

Je vais m'abstenir sur ce point. Le texte annonçant la convention est différent de celui de la convention, ce qui est intellectuellement délicat.

L'annonce mentionne la marche, le vélo et le vélo-cargo. Tandis que dans le texte de la convention, dans la section de la marche et du vélo, les trottinettes sont également mentionnées et elles le sont exactement au même nombre de fois que la marche dans le texte. Vous parlez de formation à la trottinette, pourquoi faire ? C'est arrivé au moment où à la conférence des bourgmestres, on parle d'interdire l'usage des trottinettes dans

certains circonstances.

Je suis gêné par la promotion de l'usage de la trottinette.

La sensibilisation à l'usage du vélo-cargo me laisse dubitatif vu les inconvénients qu'ils rencontrent. (crainte de l'ubérisation des travailleurs, quid de la sécurité des enfants transportés,...)

J'aurais donc préféré qu'on investisse d'avantage dans la sensibilisation à la marche qu'à l'usage des vélos cargo ou des trottinettes.

Réponse de Mme FLAMME :

Nous parlons dans le texte d'initier à la trottinette et pas promouvoir son usage. La réalité, qu'on aime ou non la trottinette, c'est que beaucoup de monde les utilise. Souvent, la vitesse est excessive, les gens ne portent pas de casques, ne connaissent ni les règles ni le code de la route. Notre but, avec cette initiation est d'éduquer et sensibiliser les gens à tout cela. Nous avons eu une demande spécifique de la région, pour avoir les subsides, de garder cette partie afin d'aider les gens à mieux rouler en trottinette.

Je suis d'accord avec vous, il y a actuellement pas mal de problèmes avec les trottinettes aujourd'hui.

Réplique de Mr POTELLE :

Dans la convention, il est écrit une fois « formation à la trottinette » et ça correspond à ce que vous avez expliqué. Le mot « initiation à la trottinette » est également utilisé et pour moi ça signifie qu'on va expliquer à des gens qui ne sont jamais montés sur une trottinette comment utiliser ce type d'engin. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée.

Réponse de Mme FLAMME :

L'idée n'est pas d'initier de nouveaux utilisateurs mais la réalité est celle-ci : un certain nombre d'utilisateurs ne maîtrisent pas leur trottinette, d'où cette formation/initiation.

Concernant le vélo cargo, l'usage de celui-ci permet de réduire le nombre de voitures dans la circulation et de libérer du parking.

Intervention de Mr SPAPENS :

Il n'y a actuellement pas de prise de position définitive de la part de la Conférence des Bourgmestres. La question qui se pose c'est par rapport au danger des trottinettes partagées qui ne sont pas les mêmes véhicules que les autres. Au niveau des accidents de la route, on en a plus de 1000 cette année. D'un point de vue sécuritaire, au niveau du procureur du roi, il y a 25 faits de fusillades qui ont été facilités par l'usage des trottinettes partagées. La demande du procureur du roi, c'est une immatriculation obligatoire pour les trottinettes privées et la suppression des trottinettes partagées. Il n'est donc pas demandé que la trottinette soit totalement interdite.

L'initiation et la formation à l'usage de la trottinette permet d'utiliser d'autres moyens de transport plus sûrs, plus doux et aussi de désengorger les embouteillages à Bruxelles.

Vraag van de heer POTELLE

Ik ga mij onthouden op dit punt. De tekst waarin de overeenkomst wordt aangekondigd, verschilt van de tekst van de overeenkomst zelf, wat intellectueel gezien een delicate kwestie is.

In de aankondiging worden stappen en (bak)fietsen vermeld. In de tekst van de overeenkomst worden in het gedeelte over stappen en fietsen ook steps genoemd, en wel precies evenveel als stappen in de tekst. U heeft het over leren stappen, waarom? Dit kwam op het moment dat er op de conferentie van burgemeesters werd gesproken over een verbod op het gebruik van steps in bepaalde omstandigheden.

Ik heb moeite met het promoten van het gebruik van steps.

Ik sta sceptisch tegenover de sensibilisering rond het gebruik van bakfietsen, gelet op de nadelen die ze met zich meebrengen (angst voor de uberisering van werknemers, wat met de veiligheid van de vervoerde kinderen, ...).

Ik had dus liever gezien dat er meer werd geïnvesteerd in de sensibilisering rond stappen dan rond het gebruik van bakfietsen of steps.

Antwoord van mevrouw FLAMME

In de tekst hebben we het over leren stappen en niet over het promoten van het gebruik ervan. Of je nu van steps houdt of niet, de realiteit is dat veel mensen ze gebruiken. Vaak rijden mensen te hard, dragen ze geen helm en kennen ze de regels en het verkeersreglement niet. Ons doel met deze initiatie is om mensen hierover in te lichten en te sensibiliseren. We hebben een specifiek verzoek gekregen van het Gewest om, voor het krijgen van subsidies, dit onderdeel te behouden om mensen te helpen beter met een step te rijden

Ik ben het met u eens dat er momenteel nogal wat problemen zijn met steps.

Repliek van de heer POTELLE

In de overeenkomst gaat het eenmaal over leren stappen en dat komt overeen met wat u hebt uitgelegd. Initiaties stappen worden ook vermeld en voor mij betekent dit dat we mensen die nog nooit op een step hebben gestaan, gaan uitleggen hoe ze dit soort voertuig moeten gebruiken. Ik ben niet zeker of dat een goed idee is.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Het is niet de bedoeling om nieuwe gebruikers ermee te laten kennismaken, maar de realiteit is dat een aantal gebruikers hun step niet beheersen, vandaar deze opleiding/initiatie.

Wat bakfietsen betreft, zorgt het gebruik ervan voor een vermindering van het aantal auto's in het verkeer en komt er parkeerruimte vrij.

Tussenkomen van de heer SPAPENS

Er is momenteel geen definitief standpunt van de conferentie van burgemeesters. De

vraag die zich stelt, heeft betrekking op het gevaar van deelsteps, die niet hetzelfde zijn als andere voertuigen. Wat verkeersongevallen betreft, zijn er dit jaar meer dan 1000 geweest. Vanuit veiligheidsoogpunt zijn er volgens de procureur des Konings 25 schietpartijen geweest die werden vergemakkelijkt door het gebruik van deelsteps. De procureur des Konings vraagt om een verplichte registratie voor privésteps en de afschaffing van deelsteps. Er wordt dus niet gevraagd om een volledig verbod op steps.

Door mensen te leren omgaan met steps kunnen ze andere, veiligere en milieuvriendelijkere vervoermiddelen gebruiken, wat ook de verkeersopstoppingen in Brussel kan verminderen.

4 annexes / 4 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Sports - Sport

- 33 **Sports – Acquisition de deux buts de hand-ball / mini-foot de compétition avec arceaux repliables à poser – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant le caractère multisports de la salle de sports De Puzzel ;

Considérant dès lors la nécessité d'installer deux buts de mini-foot / hand-ball dans la nouvelle salle De Puzzel ;

Considérant que les buts de mini-foot / hand-ball permettent plusieurs usages sportifs dans la même salle et peuvent servir à différents publics (enfants, adultes, élèves, clubs, particuliers ...) ;

Considérant l'obtention d'un subside auprès de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) afin d'acquérir du matériel sportif destiné à la salle De Puzzel ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition de deux buts de hand-ball / mini-foot de compétition avec arceaux repliables à poser » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3719 euros HTVA ou 4500 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside - Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition de deux buts de hand-ball / mini-foot de compétition avec arceaux repliables à poser » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3719 euros HTVA ou 4500 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-98/26 (financement par subside – Vlaamse Gemeenschapscommissie) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sport – Aankoop van twee voor competitie geschikte inklapbare handbal-/minivoetbaldoelen – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende het multisportkarakter van de sportzaal De Puzzel;

Overwegende de noodzaak om twee minivoetbal-/handbaldoelen te installeren in de nieuwe sportzaal De Puzzel;

Overwegende het feit dat minivoetbal-/handbaldoelen verschillende sporten in dezelfde zaal mogelijk maken en door verschillende doelgroepen (kinderen, volwassenen, leerlingen, clubs, particulieren ...) kunnen worden gebruikt;

Overwegende het verkrijgen van een subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor de aankoop van sportmateriaal voor zaal De Puzzel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee voor competitie geschikte inklapbare handbal-/minivoetbaldoelen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3719 euro excl. btw of 4500 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie - Vlaamse Gemeenschapscommissie)

van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee voor competitie geschikte inklapbare handbal-/minivoetbaldoelen” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3719 euro excl. btw of 4500 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-98/26 (financiering door subsidie - Vlaamse Gemeenschapscommissie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

34 **Sports – Acquisition de six armoires pour extincteurs – Marché public de faible montant –
Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant la présence obligatoire d'extincteurs dans les espaces du Centre sportif des Primeurs ;

Considérant que les extincteurs doivent être visibles, facilement accessibles mais aussi protégés contre les détériorations ;

Considérant que dans une salle de sports, les équipements peuvent être percutés tant par des ballons que par des usagers et que le recours à des armoires adaptées permettrait d'éviter tout endommagement de ceux-ci ;

Considérant que le recours à des armoires adaptées permet de garantir et de prolonger l'état

opérationnel des extincteurs en évitant l'accumulation de poussière, de salissures diverses ou d'humidité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition de six armoires pour extincteurs » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à max. 991 euros HTVA ou 1200 euros, 21% TVAC, et inscrit à l'article budgétaire 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 octobre 2025 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition de six armoires pour extincteurs » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à max. 991 euros HTVA ou 1200 euros, 21% TVAC, et inscrit à l'article budgétaire 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Sport – Aankoop van zes brandblusserkasten – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de verplichte aanwezigheid van brandblussers in de ruimten van het sportcentrum Vroege Groenten;

Overwegende dat de brandblussers zichtbaar en vlot bereikbaar moeten zijn, maar ook beschermd moeten worden tegen beschadiging;

Overwegende dat in een sportzaal de uitrustingen zowel door ballen als door gebruikers kunnen worden geraakt en dat het gebruik van geschikte kasten schade aan deze uitrustingen kan voorkomen;

Overwegende dat het gebruik van geschikte kasten de werking van de brandblussers garandeert en verlengt, door ophoping van stof, vuil of vocht te voorkomen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van zes brandblusserkasten” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 991 euro excl. btw of 1200 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 oktober 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van zes brandblusserkasten” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 991 euro excl. btw of 1200 euro, incl. 21% btw en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Ordre Public - Openbare Orde

35 **Ordre public – Police administrative – Ordonnance de police – Confirmation. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu les articles 134, §1er et 135, §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance de police du bourgmestre du 10 mars 2025 portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues ;

Vu l'ordonnance de police du bourgmestre du 4 novembre 2025 portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues, jointe au dossier ;

Attendu que l'article 134, §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer l'ordonnance de police du bourgmestre du 4 novembre 2025 précitée en application de l'article 134, §1er de la Nouvelle loi communale

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de police du bourgmestre du 4 novembre 2025 portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Openbare orde – Bestuurlijke politie – Politieverordening – Bekrachtiging. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 134, §1 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 10 maart 2025 houdende de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 4 november 2025 houdende de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samensholling, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de bovengenoemde politieverordening van de burgemeester van 4 november 2025 moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134, §1 van de Nieuwe Gemeentewet

BESLIST:

De politieverordening van de burgemeester van 4 november 2025 houdende de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen, te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Secrétariat - Secretariaat

36 **Motion en soutien du secteur associatif forestois (à la demande de Mesdames et Messieurs Martin (PS/Vooruit), De Laveleye (Ecolo/Groen), Dagrin(PTB/PVDA), conseillers communaux).** *(Complémentaire)*

Considérant :

- Que le secteur associatif forestois a interpellé le Conseil communal le 18 novembre ;
- Que la Commune de Forest connaît un taux de pauvreté alarmant avec 28 % des ménages qui vivent sous le seuil de pauvreté ;
- Que la précarité des forestois.es augmente, familles, jeunes et enfants étant confrontés à des difficultés économiques, sociales et psychiques croissantes ;
- Que 2140 forestois.es seront prochainement exclu.es du chômage en 2026;
- Que de plus en plus de politiques de solidarité sont renvoyées vers les entités fédérées et les communes, dont les moyens financiers sont limités et que cela pèse de façon disproportionnée sur les services publics des communes les plus pauvres ;
- Qu'à partir de janvier 2026, les associations forestoises estiment des réductions de leurs subvention entre 30 à 40 % (Région, COCOM, COCOF, Fédération Wallonie-Bruxelles, Fédéral), alors même que la demande sociale explose ;
- Que les compétences impliquées relèvent de plusieurs niveaux de pouvoir (Commune, Région, COCOM, COCOF, Fédération Wallonie-Bruxelles et Fédéral) et que la coordination entre ces niveaux est essentielle pour garantir une réponse cohérente aux besoins sociaux.

Le Conseil communal rappelle :

- Que le secteur associatif joue un rôle essentiel en matière de lutte contre la pauvreté, la cohésion sociale, l'insertion socio-professionnelle, et autres dynamiques d'accompagnement des citoyen.nes ;
- Que le secteur associatif, par le biais de financement des autorités publiques, contribue directement aux politiques publiques ;
- Que le secteur associatif, par son expertise et son ancrage au sein de la population, innove et apporte des réponses complémentaires à celles portées par les services publiques ;

- Que le secteur associatif représente également une part importante de l'emploi, génère des retombées économiques directes et soutient la cohésion sociale par son action de proximité ;
- Que pour répondre aux besoins de leurs publics, le secteur associatif a besoin de moyens structurels et de reconnaissance institutionnelle pour assumer ses missions ;
- Que l'action associative ne se limite pas à l'aide ponctuelle : elle s'inscrit dans une logique de prévention, de médiation, d'émancipation et de dignité ;
- Que l'action publique et l'action associative sont interdépendantes et que le partenariat entre services publics et associations est donc essentiel pour garantir des réponses coordonnées, justes et durables aux besoins de la population forestoise.

Le Conseil communal demande au Collège :

1. De porter auprès des autorités fédérale et fédérées :

- L'urgence de maintenir intégralement le financement des associations et de rendre ces financements structurels ;
- De reconnaître institutionnellement le rôle central du secteur associatif dans la lutte contre les inégalités ;
- Renforcer la collaboration entre services publics et associations, avec des moyens accrus dans les communes les plus touchées ;
- Garantir des emplois dignes et stables pour les travailleurs sociaux et de terrain ;
- Organiser une concertation urgente pour évaluer les conséquences sociales des coupes et proposer des alternatives soutenables ;
- Valoriser le travail associatif comme un métier à part entière, reconnu et rémunéré à sa juste valeur ;
- Soutenir la participation citoyenne et communautaire, gage d'autonomie, de dignité et de cohésion sociale.

2. Au niveau forestois

- De poursuivre et amplifier les efforts de coordination du travail social de terrain (à travers la cohésion sociale et la coordination sociale) ;
- De renforcer la collaboration entre la Commune, le CPAS et les associations afin de garantir une approche cohérente et concertée des situations complexes rencontrées par les habitants ;
- De faire le maximum pour maintenir les budgets communaux au secteur associatif forestois ;
- De présenter chaque année au Conseil communal un état des lieux de l'offre associative forestoise subventionnée par la Commune, des besoins rencontrés et de l'impact des décisions des autres niveaux de pouvoir ;
- De maintenir intégralement le financement des associations subsidiées uniquement via des fonds propres communaux et de rendre ces financements structurels.

Motion portée par :

Gilles Martin – PS/Vooruit

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Motie ter ondersteuning van de Vorstse verenigingssector (op vraag van de heer Martin (PS/Vooruit), mevrouw De Laveleye (Ecolo/Groen) en de heer Dagrín (PTB/PVDA) gemeenteraadsliden). (Aanvullend)

Overwegende:

- Dat de Vorstse verenigingssector op 18 november de Gemeenteraad heeft geïnterpelleerd;
- Dat de gemeente Vorst een alarmerend armoedecijfer kent, met 28 % van de huishoudens die onder de armoedegrens leven;
- Dat de onzekerheid van de Vorstenaren toeneemt, waarbij gezinnen, jongeren en kinderen kampen met toenemende economische, sociale en psychische moeilijkheden;
- Dat 2.140 Vorstenaren in 2026 binnenkort hun werkloosheidsuitkering verliezen;
- Dat er steeds meer solidariteitsbeleid wordt doorgeschoven naar de gemeenschappen en de gemeenten, die beperkte financiële middelen hebben, en dat dit een onevenredige druk legt op de openbare diensten van de armste gemeenten;
- Dat de Vorstse verenigingen vanaf januari 2026 een vermindering van hun subsidies met 30 tot 40 % verwachten (gewest, GGC, FGC, Federatie Wallonië-Brussel, federaal), terwijl de sociale noden explosief stijgen.
- Dat de hiermee gepaard gaande bevoegdheden onder verschillende bestuursniveaus vallen (gemeente, gewest, GGC, FGC, Federatie Wallonië-Brussel en federaal) en dat coördinatie tussen deze niveaus essentieel is om een coherente aanpak van de sociale behoeften te garanderen.

De Gemeenteraad wijst erop:

- Dat de verenigingssector een essentiële rol speelt in de strijd tegen armoede, sociale cohesie, socioprofessionele integratie en andere dynamieken ter ondersteuning van de burgers;
- Dat de verenigingssector, via financiering door de overheid, rechtstreeks bijdraagt aan het overheidsbeleid;
- Dat de verenigingssector, door zijn expertise en zijn verankering in de bevolking, innoveert en aanvullende antwoorden biedt op die van de openbare diensten;
- Dat de verenigingssector ook een belangrijk deel van de werkgelegenheid vertegenwoordigt, rechtstreekse economische effecten oplevert en de sociale cohesie ondersteunt door lokale actie;
- Dat de verenigingssector, om aan de behoeften van zijn publiek te kunnen voldoen, structurele middelen en institutionele erkenning nodig heeft om zijn taken te kunnen vervullen;
- Dat de actie van verenigingen zich niet beperkt tot eenmalige hulp, maar kadert in een logica van preventie, bemiddeling, emancipatie en waardigheid;
- Dat het werk van de overheid en dat van de verenigingen met elkaar verweven zijn en het

partnerschap tussen openbare diensten en verenigingen dus essentieel is om gecoördineerde, rechtvaardige en duurzame oplossingen te garanderen;

De Gemeenteraad vraagt aan het College:

1. De federale en andere overheden te wijzen op:

- De urgentie om de financiering van de verenigingen te vrijwaren en deze financiering structureel te maken;
- De centrale rol van de verenigingen in de strijd tegen ongelijkheid institutioneel te erkennen;
- De samenwerking tussen openbare diensten en verenigingen te versterken, met meer middelen in de meest getroffen gemeenten;
- Stabiele en waardige jobs voor sociale en terreinwerkers te garanderen;
- Dringend overleg te organiseren om de sociale gevolgen van de besparingen te ramen en duurzame alternatieven voor te stellen;
- Het werk van verenigingen te valoriseren als een volwaardig beroep, dat erkend en naar waarde verloond wordt;
- De participatie van burgers en gemeenschappen te ondersteunen, als garantie voor autonomie, waardigheid en sociale cohesie.

2. Op Vorsts niveau:

- De inspanningen voor de coördinatie van het sociaal werk op het terrein voort te zetten en te versterken (via sociale cohesie en sociale coördinatie);
- De samenwerking tussen de gemeente, het OCMW en de verenigingen te versterken om een coherente en gecoördineerde aanpak te garanderen van complexe situaties waarmee de inwoners te maken krijgen;
- Alles in het werk te stellen om de gemeentebudgetten voor de verenigingssector in Vorst te vrijwaren;
- Jaarlijks aan de Gemeenteraad een overzicht voor te leggen van het aanbod van door de gemeente gesubsidieerde Vorstse verenigingen, de behoeften en de impact van de beslissingen van de andere bestuursniveaus;
- De financiering van de gesubsidieerde verenigingen via uitsluitend eigen middelen van de gemeente te vrijwaren en deze financiering structureel te maken.

Motion portée par :

Gilles Martin – PS/Vooruit

Séverine de Laveleye – Ecolo/Groen

Francis Dagrin – PTB/PVDA

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Zakaria Yaakoubi quitte la séance / verlaat de zitting.

37 **Question orale relative au Protoxyde d'azote à Forest : un enjeu de santé, d'environnement et de civisme (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal). (Complémentaire)**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Depuis plusieurs mois, les équipes de terrain tirent la sonnette d'alarme face à la hausse de l'usage récréatif du protoxyde d'azote, ce gaz dit "hilarant" vendu librement sous forme de cartouches. Selon le *Flash Paper* de Safe.Brussels (avril 2023), près d'un jeune bruxellois sur dix entre 15 et 24 ans a déjà consommé cette substance.

À Forest, les cartouches vides s'accumulent aux abords des écoles, des parcs et des parkings. Elles laissent des traces, parfois même des bonbonnes de grande contenance vidées dans les parcs ou sur la voie publique.

Derrière un usage perçu comme ludique, il y a des conséquences graves : atteintes neurologiques, paralysies, troubles psychiatriques. Mais aussi des atteintes environnementales : des centaines de cartouches non recyclées, des dépôts clandestins, des déchets dangereux pour les enfants et les animaux.

Les Engagés défendent une approche globale : santé, prévention, environnement et responsabilité collective. Le protoxyde d'azote n'est pas un simple problème de propreté, c'est un indicateur d'un mal-être social et d'un vide éducatif.

Face à cela, la commune doit agir à la fois sur le plan préventif, environnemental et participatif, en associant les écoles, les maisons de jeunes, la zone de police, les services de propreté et les associations locales.

Dans ce contexte, voici mes questions :

La commune dispose-t-elle de données précises sur la présence et la collecte de cartouches de protoxyde d'azote à Forest (zones les plus touchées, volumes ramassés, coûts de nettoyage) ?

Quelles actions de prévention sont menées dans les écoles, les clubs de jeunes et les espaces publics ?

Une campagne locale de sensibilisation est-elle envisagée pour informer à la fois sur les risques sanitaires et sur les impacts environnementaux de ces déchets ?

En cas de dépôts clandestins de cartouches ou de bonbonnes, comment les citoyens peuvent-ils réagir ? Quels canaux de signalement (FixMyStreet, ligne propreté, police) sont à privilégier ?

Enfin, la commune pourrait-elle envisager, avec les acteurs associatifs et citoyens, une opération de ramassage collectif ? Un moment symbolique pour visibiliser le phénomène, mobiliser la jeunesse et rappeler que la prévention passe aussi par l'action commune.

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Mondelinge vraag over distikstofmonoxide in Vorst: een kwestie van gezondheid, milieu en burgerzin(op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Sinds enkele maanden luiden de teams op het terrein de alarmbel vanwege het toenemende recreatieve gebruik van distikstofmonoxide. Dit 'lachgas' is vrij verkrijgbaar in de vorm van patronen. Volgens de *Flash Paper* van safe.brussels (april 2023) heeft bijna een op de tien Brusselse jongeren tussen 15 en 24 jaar dit spul al eens gebruikt.

In Vorst stapelen de lege patronen zich op rond scholen, parken en parkeerplaatsen. Ze laten sporen na, soms zelfs grote lege flessen die in parken of op de openbare weg worden geleegd.

Achter een gebruik dat als speels wordt beschouwd, gaan ernstige gevolgen schuil: neurologische aandoeningen, verlamming, psychiatrische stoornissen. Maar ook milieuschade: honderden niet-gerecycleerde patronen, sluikestorten, afval dat gevaarlijk is voor kinderen en dieren.

Les Engagés pleiten voor een globale aanpak: gezondheid, preventie, milieu en collectieve verantwoordelijkheid. Lachgas is niet alleen een probleem van netheid, het is een indicator van sociaal onwelzijn en een educatieve leemte.

De gemeente moet hierop reageren met preventieve, milieugerichte en participatieve maatregelen, waarbij scholen, jeugdcentra, de politiezone, de netheidsdiensten en lokale verenigingen worden betrokken.

In deze context zijn mijn vragen:

Beschikt de gemeente over nauwkeurige gegevens over de aanwezigheid en inzameling van lachgaspatronen in Vorst (meest getroffen zones, ingezamelde hoeveelheden, opruimingskosten)?

Welke preventieve maatregelen worden er genomen in scholen, jeugdclubs en openbare ruimten?

Wordt er een lokale bewustmakingscampagne overwogen om zowel over de gezondheidsrisico's als over de milieueffecten van dit afval te informeren?

Hoe kunnen burgers reageren in geval van sluikestorten van patronen of flessen? Welke meldingskanalen (FixMyStreet, netheidslijn, politie) verdienen de voorkeur?

Tot slot, zou de gemeente samen met verenigingen en burgers een collectieve opruimactie kunnen organiseren? Een symbolisch moment om het fenomeen zichtbaar te maken, jongeren te mobiliseren en eraan te herinneren dat preventie ook gezamenlijke actie vereist.

Ik dank u voor de antwoorden die u ons kan bieden.

Réponse de Mme BERRAHAL :

Je vous remercie pour votre question. Elle permet de mettre en avant le phénomène de consommation de protoxyde d'azote avec tous les problèmes qu'il comporte. Et je vous rejoins sur le fait qu'il s'agit d'un problème aux multiples aspects : santé, prévention, environnement.

Avant de donner la parole à Simon de Beer à propos de la propreté, voici un aperçu de ce qui se fait au niveau de la prévention :

Face à l'accroissement de ce phénomène, Safe Brussels a mené une enquête sur cette problématique en 2023. Le service prévention y avait participé, et a intégré cette problématique dans son travail sur les assuétudes depuis plusieurs années.

Cette année, une campagne de sensibilisation a été menée par les gardiens de la paix.

Tous les agents ont participé à la campagne de sensibilisation via la distribution de flyers A5 et le collage d'affiches A4 et cela sur l'ensemble du territoire et non dans des lieux ciblés vu que ce phénomène touche tout le périmètre.

Le visuel a été élaboré par la chargée de communication du service prévention. Il se voulait le plus actuel possible. Et récapitulait les dangers liés à la consommation de ce produit pour sensibiliser au niveau des risques liés à la santé.

L'affichage A4 a eu lieu dans différentes associations et bâtiments communaux sur l'ensemble du territoire de la commune.

Les flyers A5 ont été distribués dans les rues et les parcs, de façon aléatoire.

De la sensibilisation a également eu lieu par les travailleurs en abordant les jeunes, principalement dans les parcs et lieux stratégiques de rassemblement.

La campagne a été menée entre le mois de mars et avril 2025 durant 3 semaines consécutives de manière intensive, et ensuite de manière aléatoire, en parallèle avec d'autres actions, lors des maraudes quotidiennes.

De plus, les GDP effectuent des signalements quotidiens via FixMyStreet dès qu'ils voient des bonbonnes lors de leurs maraudes.

Pour l'année 2026, nous envisageons de travailler en collaboration avec le service jeunesse, afin faire de la sensibilisation aux assuétudes au sein même des écoles. N'hésitez pas à revenir vers moi dans quelques mois si vous voulez plus d'informations sur la suite de ce travail.

Réponse de Mr DE BEER :

Nous comptabilisons effectivement le nombre de bonbonnes trouvées sur le territoire. C'est quantifié et ça augmente de manière importante. Il arrive que nous en collections plus de 400 par mois.

Comme se sont les équipes de propreté qui s'occupent du ramassage, il n'y a pas de montant prévu pour cela. Par contre, nous payons pour l'évacuation de ces bombonnes depuis 2023. Cette année-là, 3,5 tonnes ont été évacuées pour un montant de 5344,55 €. En 2025, on est à plus de 8 tonnes pour un montant de 12 618,85 €. Nous payons aussi des amendes (300 € de mémoire) quand les bombonnes se trouvent dans l'évacuation des

autres déchets.

Le meilleur réflexe à avoir quand vous en voyez en rue est de les signaler sur Fix my street, ce qui permet de directement pouvoir distinguer la répartition voirie régionale et communale. Il est également possible de contacter notre service 0800 par téléphone ou mail pour faire un signalement.

Je vous donne rendez-vous en 2026 pour l'opération de ramassage collectif. Comme vous l'avez vu, nous avons inscrit la commune dans l'opération « wake-up, clean-up » qui permet à des citoyens et des collectifs de recevoir du matériel afin de réaliser des opérations de nettoyage. Ces opérations ont aussi vocation de sensibilisation. On a recensé une vingtaine de clean-up à Forest. Nous avons proposé ce programme à toutes les écoles.

Lors de ces clean-up, la question des bombonnes se présente d'elle-même. Nous avons pas mal de retours disant que c'était un vrai problème.

Nous avons donc émis la piste d'un clean up spécifique sur ce thème pour allier une action de propreté et une campagne de sensibilisation sur ce thème. Ce projet est encore dans les cartons, vous serez le premier averti quand ce projet aboutira.

Réplique de Mr PEYCKER :

Je vous prends au mot et n'hésiterai pas à mouiller mon maillot le moment venu.

Je voulais une clarification : qu'entendez-vous par « évacuer » ?

Réponse de Mr DE BEER :

C'est envoyé à une entreprise qui s'occupe de la gestion des déchets.

Antwoord van mevrouw BERRAHAL

Ik dank u voor uw vraag. Het maakt het mogelijk om het fenomeen van het gebruik van lachgas en alle problemen die daarmee gepaard gaan onder de aandacht te brengen. En ik ben het met u eens dat dit een probleem is met veel aspecten: gezondheid, preventie, milieu.

Voordat ik Simon de Beer het woord geef over netheid, volgt hier een overzicht van wat er op het gebied van preventie wordt gedaan:

Gezien de toename van dit fenomeen heeft safe.brussels in 2023 een onderzoek naar deze problematiek gevoerd. De Preventiedienst heeft hieraan meegewerkt en heeft deze problematiek de laatste jaren opgenomen in haar werk rond verslavingen.

Dit jaar voerden de gemeenschapswachten een bewustmakingscampagne.

Al het personeel nam deel aan de bewustmakingscampagne door A5-flyers uit te delen en A4-affiches op te hangen, en dit in de hele gemeente en niet op specifieke plaatsen, aangezien dit fenomeen de hele omgeving treft.

De visuals werden ontworpen door de communicatiemedewerker van de Preventiedienst.

Ze moesten zo actueel mogelijk zijn. En ze vatten de gevaren van het gebruik van dit product samen om mensen bewust te maken van de gezondheidsrisico's.

De A4-affiches werden opgehangen bij verschillende verenigingen en in verschillende gemeentebouwen in de hele gemeente.

De A5-flyers werden willekeurig verspreid in de straten en de parken.

De werknemers deden ook aan sensibilisering door jongeren aan te spreken, hoofdzakelijk in parken en op strategische ontmoetingsplaatsen.

De campagne werd tussen maart en april 2025 gedurende drie opeenvolgende weken intensief gevoerd en daarna willekeurig tijdens de dagelijkse rondes, tegelijk met andere acties.

Bovendien doen de gemeenschapswachten dagelijks meldingen via Fix My Street als ze tijdens hun rondes gasflessen zien.

Voor 2026 zijn we van plan om samen te werken met de Jeugddienst om binnen de scholen zelf bewustwording te creëren rond verslavingen. Aarzel niet om over een paar maanden opnieuw contact met mij op te nemen als u meer informatie wenst over het vervolg van deze actie.

Antwoord van de heer DE BEER

We tellen inderdaad het aantal gasflessen dat op het grondgebied wordt gevonden. Dat aantal wordt gekwantificeerd en neemt aanzienlijk toe. Soms verzamelen we er meer dan 400 per maand.

Aangezien de schoonmaakteams voor de inzameling zorgen, is hiervoor geen bedrag voorzien. We betalen echter wel voor de verwijdering van deze gasflessen sinds 2023. Dat jaar werd 3,5 ton verwijderd voor een bedrag van 5.344,55 €. In 2025 is dat meer dan 8 ton voor een bedrag van 12.618,85 €. We betalen ook boetes (300 €, als ik me goed herinner) wanneer de flessen bij ander afval worden weggegooid.

Het beste wat u kunt doen als u ze op straat ziet, is ze melden op Fix My Street, zodat direct een onderscheid kan worden gemaakt tussen gewestelijke en gemeentelijke wegen. U kunt ook contact opnemen met onze 0800-dienst via telefoon of e-mail om een melding te doen.

Ik zie u graag terug in 2026 voor de collectieve inzamelingsactie. Zoals u hebt gezien, hebben we de gemeente ingeschreven voor de actie "Wake-up Clean-up", waarbij burgers en collectieven materiaal krijgen om schoonmaakacties te organiseren. Deze acties hebben ook een sensibiliserende functie. Er zijn een twintigtal schoonmaakacties in Vorst geregistreerd. We hebben dit programma aan alle scholen voorgesteld.

Tijdens deze schoonmaakacties komt de kwestie van de lachgasflessen vanzelf ter sprake. We hebben veel reacties gekregen waarbij werd gezegd dat dit een echt probleem was.

We hebben daarom het idee geopperd om een specifieke clean-up rond dit thema te organiseren, om zo een schoonmaakactie te combineren met een bewustmakingscampagne over dit thema. Dit project staat nog in de kinderschoenen, maar u bent de eerste die het weet wanneer het van start gaat.

Repliek van de heer PEYCKER

Ik geloof u op uw woord en zal niet aarzelen om op de kar te springen zodra het zo ver is.

Ik wil graag een verduidelijking: wat bedoelt u met "verwijderen"?

Antwoord van de heer DE BEER

Het wordt naar een firma gestuurd die zich bezighoudt met het beheer van het afval.

2 annexes / 2 bijlagen

38 Question orale relative à la vente d'actifs communaux, terrain du Bempt et impact du moratoire sur les friches (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal). (Complémentaire)

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Le budget communal de Forest, comme vous l'avez présenté, prévoit la vente d'actifs dits "non stratégiques" pour environ cinq millions d'euros par an. Ces recettes sont essentielles à l'équilibre budgétaire, mais leur mise en œuvre reste floue. Dans ce contexte, une question se pose : sur quels biens reposent concrètement ces prévisions (question déjà posée) ? Et surtout, quel impact sur ces potentielles opérations à la lumière du moratoire régional annoncé sur les friches ?

Car à Forest, plusieurs terrains sont concernés par des projets en suspens ou en redéfinition, à commencer par le site du Bempt. Cet espace rare, à la fois vert, sportif et social, représente un patrimoine de grande valeur pour le quartier. S'il devait être considéré comme "non stratégique", la question se poserait alors : comment concilier les impératifs budgétaires avec la préservation de nos espaces publics et naturels ?

Pour notre groupe, la gestion du patrimoine communal doit rester guidée par une vision de long terme. Nous plaidons pour une approche transparente et prudente : distinguer les ventes d'opportunité de celles qui relèvent du patrimoine vital de Forest.

Dans ce contexte, voici mes questions :

Pouvez-vous confirmer si le terrain du Bempt figure parmi les actifs considérés comme "non stratégiques" dans la planification budgétaire communale ?

Cette éventuelle vente a-t-elle été intégrée dans le plan pluriannuel ou dans les recettes attendues du budget 2025 ?

Dans l'hypothèse où le moratoire sur les friches s'appliquerait à ce type de bien, quel en serait l'impact concret sur les finances communales ?

Disposez-vous d'une évaluation chiffrée du risque financier que représenterait le gel ou le report des ventes d'actifs communaux ?

Enfin, à quelle date la commune entend nous communiquer un inventaire du patrimoine communal précisant la liste et le statut des biens considérés comme cessibles, afin d'assurer une transparence démocratique sur ces opérations ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal

groupe Les Engagé.e.s

Chef de

Mondelinge vraag over de verkoop van gemeentelijke activa, het terrein van de Bempt en de impact van het moratorium op braakliggende terreinen (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

De gemeentebegroting van Vorst, zoals u die hebt voorgesteld, voorziet in de verkoop van zogenaamde “niet-strategische” activa voor ongeveer vijf miljoen euro per jaar. Deze inkomsten zijn essentieel voor het begrotingsevenwicht, maar de uitvoering ervan blijft onduidelijk. In deze context rijst de vraag: op welke goederen zijn deze prognoses concreet gebaseerd (vraag reeds gesteld)? En vooral, welke impact kan er verwacht worden in het licht van het aangekondigde gewestelijke moratorium op braakliggende terreinen?

In Vorst maken verschillende terreinen namelijk het voorwerp uit van projecten die in de koelkast liggen of aangepast worden, te beginnen met de Bemptsite. Deze zeldzame ruimte – zowel groen, sport- als sociale ruimte – is zeer waardevol voor de wijk. Als die als “niet-strategisch” wordt beschouwd, rijst de vraag: hoe kunnen we budgettaire vereisten verzoenen met het behoud van onze openbare en natuurlijke ruimten?

Voor onze fractie moet het beheer van het gemeentelijk erfgoed gestuurd worden door een langetermijnvisie. Wij pleiten voor een transparante en voorzichtige aanpak: een onderscheid maken tussen gelegenheidsverkoppen en verkopen die betrekking hebben op het vitale erfgoed van Vorst.

In deze context zijn mijn vragen:

- Kan u bevestigen of de Bemptsite onder de activa valt die in de gemeentelijke begrotingsplanning als “niet-strategisch” worden beschouwd?
- Is de mogelijke verkoop opgenomen in het meerjarenplan of in de verwachte inkomsten van de begroting 2025?
- Als het moratorium op braakliggende terreinen van toepassing zou zijn op dit type onroerend goed, wat zou dan de concrete impact zijn op de gemeentefinanciën?
- Beschikt u over een concrete raming van het financiële risico dat het bevroren of uitstellen van

de verkoop van gemeentelijke activa zou inhouden?

- Tot slot, op welke datum is de gemeente van plan ons een inventaris van het gemeentelijk patrimonium te bezorgen met een lijst en de status van de goederen die als vervreemdbaar worden beschouwd, om democratische transparantie over deze transacties te waarborgen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

Stéphane PEYCKER

Gemeenteraadslid

Fractie leider Les Engagé.e.s

Réponse de Mr SPAPENS :

Nous vous rejoignons sur une vision à long terme du patrimoine communal. C'est pour ça que nous avons parlé de ventes d'actifs non-stratégiques.

Par biens non-stratégique, nous entendons la vente de biens qui ne nous empêchent pas de remplir nos missions prioritaires de service public. Cette vente est devenue inévitable vu la situation financière de la commune. La délégation de missions de services d'autres niveaux de pouvoir est importante et a des conséquences sur notre budget communal. Brulocalis a chiffré le coût de cet impact qui est de plusieurs centaines de millions d'euros pour l'ensemble des communes bruxelloises.

Nous n'avons donc pas le choix et devons diminuer les interventions financières sur certains bâtiments. Nous devons réfléchir à cette liste pour laquelle nous nous sommes engagés dans notre plan triennal.

Ces dernières années, la commune a pu, notamment grâce aux autres niveaux de pouvoir, construit ou fait l'acquisition de nombreux bâtiments publics : la nouvelle école du Bempt, la nouvelle implantation de l'école néerlandophone de Puzzle, les bâtiments des Huileries, ... Ce qui nous permet d'avoir un actif au niveau des bâtiments.

Aujourd'hui, nous devons nous séparer de bâtiment plus anciens ou de projets avortés comme des terrains à Beersel près de notre cimetière communal. Nous réduisons aussi la voilure de certains projets pour pouvoir mettre des bâtiments en vente.

Nous réfléchissons aussi en fonction des coûts d'entretien des bâtiments et de l'évaluation

de la KIR.

Concernant le terrain du Bempt, ce n'est pas une surprise, c'est clairement dans notre DPG si toutes les conditions demandées par la commune pour ce terrain sont remplies et si un permis d'urbanisme est octroyé, la vente de ce terrain sera soumise au conseil communal.

Vu l'actuel moratoire qui s'applique, à minima jusqu'à fin 2026, on ne pourra pas répondre à cette question-là.

Nous n'avons pas d'autres sites dont la propriété est communale qui sont concernés par ce moratoire.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en mesure de vous fournir une liste de biens non stratégiques mais nous reviendrons vers vous de manière transparente.

Si ça vous intéresse, nous avons la liste de tous les biens communaux que nous pouvons vous transférer.

Réplique de Mr PEYCKER :

Je dirais que vous avez répondu à une partie de mes questions ? Je vous remercie pour la mise en contexte.

Si je comprends bien, le terrain du bempt est considéré comme non stratégique et si toutes les conditions sont remplies, il sera vendu ?

Réponse de Mr SPAPENS :

C'est bien cela.

Antwoord van de heer SPAPENS

Wij delen uw langetermijnvisie op het gemeentelijk erfgoed. Daarom hebben we het gehad over de verkoop van niet-strategische activa.

Met niet-strategische goederen bedoelen we de verkoop van goederen die ons niet beletten onze prioritaire taken op het vlak van openbare dienstverlening te vervullen. Gezien de financiële situatie van de gemeente is deze verkoop onvermijdelijk geworden. De delegatie van taken van diensten van andere bestuursniveaus is belangrijk en heeft gevolgen voor onze gemeentebegroting. Brulocalis heeft de kosten van deze impact berekend, die enkele honderden miljoenen euro's bedraagt voor alle Brusselse gemeenten.

We hebben dus geen keuze en moeten de financiële tegemoetkomingen voor bepaalde gebouwen verminderen. We moeten nadenken over deze lijst, waartoe we ons in ons driejarenplan hebben verbonden.

De afgelopen jaren heeft de gemeente, met name dankzij andere bestuursniveaus, talrijke openbare gebouwen kunnen bouwen of kopen: de nieuwe school van de Bempt, de nieuwe vestiging van de Nederlandstalige school de Puzzel, de gebouwen van de Olieslagerij, ... Daardoor beschikken we over een actief op het vlak van gebouwen.

Vandaag moeten we afstand doen van oudere gebouwen of afgebroken projecten, zoals de terreinen in Beersel vlak bij onze gemeentelijke begraafplaats. We schroeven ook bepaalde projecten terug om gebouwen te kunnen verkopen.

We houden ook rekening met de onderhoudskosten van de gebouwen en de evaluatie van KIR.

Wat het terrein van de Bempt betreft, is het geen verrassing dat dit duidelijk in onze ABV staat: als aan alle voorwaarden van de gemeente voor dit terrein is voldaan en als een stedenbouwkundige vergunning wordt verleend, zal de verkoop van dit terrein worden voorgelegd aan de gemeenteraad.

Gezien het huidige moratorium dat minimaal tot eind 2026 van kracht is, kunnen we deze vraag niet beantwoorden.

We hebben geen andere gemeentelijke eigendommen die onder dit moratorium vallen.

Op dit moment kunnen we u nog geen lijst met niet-strategische eigendommen bezorgen, maar we zullen hier op transparante wijze op terugkomen.

Indien u hierin geïnteresseerd bent, kunnen we u de lijst met alle gemeentelijke eigendommen bezorgen.

Repliek van de heer PEYCKER

Ik zou zeggen dat u een deel van mijn vragen hebt beantwoord. Ik dank u voor de context.

Als ik het goed begrijp, wordt het terrein van de Bempt als niet-strategisch beschouwd en zal het worden verkocht als aan alle voorwaarden is voldaan?

Antwoord van de heer SPAPENS

Dat klopt.

2 annexes / 2 bijlagen

Rizalva dos Santos Deville quitte la séance / verlaat de zitting.

39 **Question orale : Utilité des déversoirs en haut du bassin de rétention d'eau du parc de Forest ? (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal) (Complémentaire)**

Le parc de Forest vient d'être inauguré après travaux. Un bassin de rétention d'eau à ciel ouvert y a été aménagé. La commune de Forest étant particulièrement pentue, de nombreux Forestois et Forestoises subissent régulièrement des inondations. Chaque litre retenu diminue l'ampleur des dégâts des eaux en contrebas. Les observateurs attentifs auront repéré trois ouvertures dans la pierre entourant le bassin

d'accumulation (voir photo 1). La photo montre une ouverture carrée derrière laquelle il y a une canalisation. J'imaginai que l'eau captée par les avaloirs dans la grande pente du parc de Forest était ainsi dirigée vers le bassin. L'eau qui tombe directement sur le bassin y est effectivement retenue (voir photo 2).

En revanche, même après plusieurs heures de fortes pluies continues, aucun flux d'eau ne sort des trois déversoirs susmentionnés (photo 3). Quelle est l'utilité théorique de ces ouvertures ? Sont-ils déjà opérationnels ? Les avaloirs dans la grande pente du parc de Forest sont-ils reliés aux égouts ou bien à ces déversoirs ?

Photo (en annexe) 1 : une des 3 arrivées d'eau (12 nov 2025) avec sa canalisation

Photo (en annexe) 2 : bassin de rétention d'eau le lendemain du passage de la tempête Benjamin fin octobre 2025. Photo (en annexe) 3 : déversoir après plusieurs heures de pluies intenses pendant le passage de Benjamin (vent d'ouest).

Mondelinge vraag over : het nut van het overstort bovenaan het waterretentiebekken van het park van Vorst (op verzoek van de heer Potelle, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Het park van Vorst is na werkzaamheden onlangs opnieuw opengesteld. Er is een open waterretentiebekken aangelegd. Omdat de gemeente Vorst erg heuvelachtig is, hebben veel inwoners regelmatig te maken met overstromingen. Elke liter die wordt opgevangen, vermindert de omvang van de waterschade in de lageregelegen wijken. Oplettende waarnemers zullen drie openingen in de stenen rond het opvangbekken hebben opgemerkt (foto 1). De foto toont een vierkante opening met daarachter een koker. Ik veronderstelde dat het water dat door de afvoerkolken in de grote helling van het park wordt opgevangen, zo naar het bekken wordt geleid. Het water dat rechtstreeks in het bassin valt, wordt daar inderdaad opgevangen (foto 2).

Maar zelfs na enkele uren aanhoudende hevige regenval stroomt er geen water uit de drie bovengenoemde overloopgaten (foto 3). Wat is het theoretische nut van deze openingen? Zijn ze al operationeel? Zijn de afvoerkolken in de grote helling van het park van Vorst aangesloten op de riolering of op deze overloopgaten?

Foto 1: een van de drie vierkante gaten (12 nov. 2025) met koker

Foto 2: het waterretentiebekken de dag na storm Benjamin eind oktober 2025

Foto 3: overloopgat na enkele uren intense regenval wegens storm Benjamin (westenwind).

1 annexe / 1 bijlage

40 Question orale : Aménagement de la noue dans le bas du parc de Forest (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur l'échevin de des espaces verts,

Dans le bas du parc de Forest, juste au-dessus de la place de Rochefort, une tranchée a été creusée afin de retenir les eaux pluviales. Les urbanistes et les hydrologues parlent de «noue» (wadi en NL).

Cette noue est perçue par une partie de la population comme peu esthétique et son utilité n'est pas toujours comprise.

Mes questions sont donc les suivantes :

Envisage-t-on de planter des espèces spécifiques afin de retenir l'eau, rendre la tranchée visuellement plus attrayante et amortir les chutes d'enfant qui y joueraient ?

Envisage-t-on de mettre un panneau explicatif ou tout autre dispositif équivalent ?

Mondelinge vraag over : de aanleg van de wadi in het lage deel van het park van Vorst (op verzoek van de heer Potelle, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Beste schepen bevoegd voor het onderhoud van de groene ruimten,

In het lage gedeelte van het park van Vorst, net boven het Rochefortplein, is er een greppel gegraven om regenwater op te vangen. Stedenbouwkundigen en hydrologen noemen dit een wadi.

Veel mensen vinden een wadi niet erg esthetisch en begrijpen het nut er niet altijd van.

Mijn vragen zijn dus:

Zullen er specifieke planten worden aangeplant om het water vast te houden, de wadi visueel aantrekkelijker te maken en te voorkomen dat er kinderen in vallen?

Is er een plan om een informatiebord of iets dergelijks te plaatsen?

Réponse de Mr MUGABO pour les question 39 et 40

La commune est en effet parmi les communes particulièrement concernée par les problèmes d'inondations. Nous savons aussi, qu'avec le dérèglement climatique, le risque d'inondations va s'accroître. C'est pour ça que la commune, depuis plusieurs années, a pris les devants avec une politique ambitieuse et durable. Le Parc de Forest s'inscrit dans ces stratégies et sa restauration a intégré, de manière assez importante, la gestion de l'eau. L'idée est que l'eau qui tombe dans le parc de Forest s'intègre le plus possible dans celui-ci. Cela se concrétise par la réalisation de bassins d'infiltration et l'installation de tuyaux d'infiltration en sous-sol et de noues en surface.

Le principe c'est que les avaloirs renvoient les eaux vers les tuyaux et les bassins d'infiltration. L'idée est d'éviter que le bassin central ne sorte de son lit, c'est pour ça que des éléments de trop plein sont prévus. J'attends confirmation des services technique pour être sûr de mes explications.

La noue en bas du parc a effectivement été ajoutée au projet initial. Son ajout est dû à la constatation que l'eau prend parfois des cheminements inattendus. Elle fonctionne parfaitement et il est prévu de la végétaliser. Nous sommes en discussion avec les Monuments et sites pour faire cela de la manière la plus cohérente avec le site classé.

Antwoord van de heer MUGABO voor de vragen 39 en 40

De gemeente is inderdaad een van de gemeenten die bijzonder kampen met overstromingsproblemen. We weten ook dat het risico op overstromingen door de klimaatverandering zal toenemen. Daarom heeft de gemeente al enkele jaren geleden het voortouw genomen met een ambitieus en duurzaam beleid. Het Park van Vorst komt aan bod in deze strategieën en bij de opfrissing ervan nam waterbeheer een belangrijke plaats in. Dat werd bewerkstelligd door de aanleg van infiltratiebekkens en de plaatsing van infiltratieleidingen in de ondergrond en wadi's aan het oppervlak.

Het principe is dat de afvoerputten het water naar de buizen en infiltratiebekkens leiden. Het idee is te voorkomen dat het centrale bekken buiten zijn oevers treedt: daarom zijn er overloopelementen voorzien. Ik wacht op bevestiging van de technische diensten om zeker te zijn van mijn uitleg.

De wadi in het lager gelegen deel van het park werd aan het oorspronkelijke ontwerp toegevoegd. Deze toevoeging is het gevolg van de vaststelling dat water soms onverwachte wegen volgt. De wadi werkt perfect en er zijn plannen om er planten in aan te brengen. We zijn in overleg met Monumenten en Landschappen om dit op een manier te doen die het best past bij de beschermde site.

41 **Question orale concernant : poteau devant le 26 avenue Minerve (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale). (Complémentaire)**

Madame L'Echevine,

Au cours d'une promenade avec mon chien, avec le sac à déjection adéquat, avenue Minerve, je constate le mois passé, l'apparition d'un nouveau petit poteau en bois, planté devant le numéro 26.

Ledit petit poteau porte un panneau d'interdiction de déjection canine.

Il est bien seul dans le quartier, mais soit.

A-t-il vraiment une utilité à cet endroit ? Je n'ai jamais eu l'impression, en tant que promeneuse de chien depuis de longues années, que le 26 avenue Minerve et son voisinage immédiat avaient une problématique de ce type.

Par contre, il est fort utile à supprimer encore une place de parking.

Le quartier Minerve-Ulysse-Pénélope-Télémaque est l'objet de bien d'attentions de la part de notre Collège s'agissant de participer à l'évaporation du trafic.

Ma question :

A défaut de répondre à une demande ou un problème spécifique lié aux déjections canines à cet endroit, ce petit poteau a-t-il une autre raison d'être que de supprimer encore une place de parking ?

Je vous remercie de votre réponse .

Mondelinge vraag over : de paal voor Minervalaan 26 (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de schepen,

Tijdens een wandeling met mijn hond – met het obligate poepzakje – in de Minervalaan, zag ik afgelopen maand dat er de een nieuw houten paaltje werd geplaatst voor huisnummer 26.

Op dat paaltje hangt een bord met een verbod om hondenuitwerpselen achter te laten.

Het is het enige bord in de buurt, maar goed.

Heeft dat op die plek echt nut? Ik laat al vele jaren mijn hond uit en heb nooit de indruk gehad dat er in de omgeving van de Minervalaan 26 zo'n probleem is.

Het is daarentegen wel nuttig om alweer een parkeerplaats te doen verdwijnen.

De wijk Minerva-Ulysse-Penelope-Telemachus krijgt veel aandacht van ons College als het gaat om het inperken van het verkeer.

Mijn vraag:

Als dit niet gaat om een reactie op een specifiek verzoek of probleem met betrekking tot hondenvoer op deze plek, heeft dit paaltje dan een andere functie dan het schrappen van de zoveelste parkeerplaats?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Réponse de Mme FLAMME :

J'ai demandé à mes services qui ont vérifié et il n'y a pas de petit poteau au 46 avenue Minerve. Par ailleurs, ce type de panneau ne vient pas de la commune. Après vérification, il s'agit du 26 avenue Minerve. Je vais donc voir avec mes services pour pouvoir vous répondre par mail dès que j'ai leur réponse.

Réplique de Mme GOLDBERG :

J'attends donc votre réponse après votre contact avec le service. Et donc, ce panneau serait une initiative citoyenne ?

Réponse de Mme FLAMME :

Je ne sais pas, je reviens vers vous dès que j'ai la réponse du service.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Ik heb aan mijn diensten gevraagd om dit te controleren en er staat geen paaltje aan de Minervalaan 46. Dit soort bord komt bovendien niet van de gemeente. Na verificatie blijkt het om Minervalaan 26 te gaan. Ik zal het dus nagaan met mijn diensten en antwoord u per e-mail zodra ik hun antwoord heb.

Repliek van mevrouw GOLDBERG

Ik wacht dus op uw antwoord nadat u contact heeft gehad met de dienst. Zou dit bord dus een initiatief van burgers zijn?

Antwoord van mevrouw FLAMME

Ik weet het niet. Ik zal opnieuw contact met u opnemen als ik antwoord krijg van de dienst.

42 Question orale concernant : éclairage nocturne Avenue Pénélope (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale). (Complémentaire)

Madame L'Echevine,

Soucieuse de la sécurité des riverains de l'avenue Pénélope, je porte à votre attention le fait que les branches des arbres de cette rue masquent l'éclairage des réverbères la nuit, côté impair de la rue.

Un éclairage moindre, outre le gaspillage énergétique, augmente le risque de chute sur des trottoirs déjà bien déformés par les racines de ces arbres.

A tel point, que d'autres promeneurs nocturnes de chiens font comme moi, ils prennent une lampe de poche .

Il faut aussi tenir compte du fait que moins d'éclairage augmente le sentiment d'insécurité.

Ma question :

Quelles mesures allez-vous prévoir et mettre en place afin que l'éclairage public soit efficient et assure le passage sécurisé des piétons sur cette rue et afin d'assurer aussi l'entretien de ces arbres ?

Je vous remercie de votre réponse.

Dominique Goldberg

Mondelinge vraag over : de nachtverlichting langs de Penelopelaan (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de schepen,

Omdat ik bezorgd ben om de veiligheid van de bewoners van de Penelopelaan, wil ik u erop wijzen dat de takken van de bomen in deze straat 's nachts de straatverlichting aan de oneven kant van de straat hinderen.

Minder verlichting leidt niet alleen tot energieverpilling, maar verhoogt ook het risico op vallen op trottoirs, die overigens al behoorlijk vervormd zijn door de wortels van deze bomen.

Het gaat zo ver dat anderen die net als ik 's avonds hun hond uitlaten, een zaklamp meenemen.

Minder verlichting vergroot daarenboven ook onveiligheidsgevoel.

Mijn vraag:

Welke maatregelen gaat u nemen om ervoor te zorgen dat de openbare verlichting efficiënt is, voetgangers veilig door deze straat kunnen lopen en dat de bomen onderhouden worden?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Réponse de Mme FLAMME :

Merci pour le retour du terrain, cela nous est toujours bien utile. L'élagage de ces arbres n'est pas prévu dans le marché en cours. Le service a contacté Sibelga pour améliorer l'éclairage et de remplacer les lampes par des leds comme c'est déjà le cas dans d'autres quartiers.

Réplique de Mme GOLDBERG

Merci mais remplacer des lampes par des leds ne va rien changer, en tout cas pas en plein été quand les arbres sont pleins de feuilles.

Intervention de Mr SPAPENS

Pour ce type de question, vous ne devez pas attendre un conseil communal pour la poser, vous pouvez nous envoyer un mail et nous transmettrons aux services.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Bedankt voor de feedback van op het terrein; die is altijd heel nuttig voor ons. Het snoeien van deze bomen is niet voorzien in de lopende aanbesteding. De dienst heeft contact opgenomen met Sibelga om de verlichting te verbeteren en de lampen te vervangen door ledlampen, zoals dat in andere wijken al het geval is.

Repliek van mevrouw GOLDBERG

Bedankt, maar het vervangen van lampen door leds zal niets veranderen, in ieder geval niet midden in de zomer wanneer de bomen vol bladeren zitten.

Tussenkoms van de heer SPAPENS

Voor dit soort vragen hoeft u niet te wachten op een gemeenteraadszitting om ze te stellen. U kan ons een e-mail sturen en wij zullen die doorsturen naar de diensten.

Levée de la séance à 22:22
Opheffing van de zitting om 22:22

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi